



4

RECHERCHES ET ANALYSES SUR LA MIGRATION : CROISSANCE, PORTÉE ET CONTRIBUTIONS RÉCENTES

Introduction

Dans sa forme la plus simple, la politique publique a été définie comme tout ce que les gouvernements choisissent de faire ou de ne pas faire¹. L'élaboration de politiques s'opère par la mise en place de règles, lois, procédures, programmes, lignes directrices et autres formes de réglementation. Mais comment les États décident-ils de ce qui doit être réglementé, et que doivent inclure ces réglementations ? Les questions relatives aux cadres d'action dépassent les systèmes politiques, même si les processus d'élaboration de politiques varient d'un type de système à l'autre². L'élaboration de politiques repose sur des « ingrédients de base », qui comprennent les éléments factuels (statistiques et autres données, recherches et évaluations) ainsi que les financements, les capacités du secteur public et les dynamiques politiques³. Si tous ces ingrédients sont importants pour l'élaboration de politiques migratoires, on a cependant observé ces dernières années l'influence croissante des dynamiques politiques, parfois indépendamment ou à l'opposé de la base d'éléments factuels existante. Il est par conséquent évident que les seuls ingrédients de base ne suffisent pas à élaborer des politiques sur la base d'éléments factuels, et que les conditions suivantes sont requises⁴ :

1. Des éléments factuels existent et sont accessibles aux décideurs.
2. Les décideurs sont résolus à faire usage des éléments factuels.
3. Les décideurs ont les capacités nécessaires pour faire usage des éléments factuels.
4. Les décideurs et les organes décideurs entretiennent des relations qui favorisent la pertinence et l'usage des éléments factuels.

Le présent chapitre relatif aux recherches et aux analyses sur la migration est axé sur le point 1 précité : en effet, sans statistiques ni autres données et recherches sur la migration, toute tentative de prise de décisions fondée sur des éléments factuels est vaine. Les données aux fins d'élaboration de politiques qui sont issues d'analyses et d'études rigoureuses sur la migration constituent la source principale et le point de départ des décideurs en matière de migration. Elles sont également essentielles pour les spécialistes de la migration, les étudiants, les universitaires et le grand public qui s'intéressent aux différents aspects du phénomène migratoire et à leur évolution. Beaucoup se heurtent à la difficulté de savoir comment déterminer la pertinence et la qualité d'un ensemble toujours plus vaste de travaux de recherche et d'analyses sur la migration. Identifier ce qui est important et ce à quoi il faut accorder du poids lorsqu'on se trouve face à

1 Dye, 1972.

2 Acemoglu et Robinson, 2000 ; Duckett et Wang, 2017.

3 Fondation William et Flora Hewlett, 2018.

4 Ibid.

une foule de produits de recherche peut être astreignant. Ce chapitre s'adresse plus particulièrement aux personnes qui auraient avantage à recevoir des orientations générales sur cette question. Il donne un aperçu des travaux de recherche et des analyses sur la migration réalisés et publiés par divers acteurs – universitaires, gouvernements, organisations intergouvernementales et non gouvernementales – en s'appuyant sur le chapitre fondamental du même nom du Rapport *État de la migration dans le monde 2018*⁵. Il est important que ceux qui s'occupent de politiques migratoires, étudient la migration, ou veulent se faire une opinion éclairée sur le sujet puissent cerner la variété, la nature et les caractéristiques des divers types de recherches et d'analyses.

Il est important de souligner qu'il existe des différences fondamentales entre les processus de publication des travaux universitaires et non universitaires, chacun d'eux ayant ses forces et ses faiblesses. Le système de publication universitaire est essentiellement axé sur la production d'articles de revues et de livres. Ce processus comprend généralement plusieurs étapes de relecture et de commentaires rédactionnels faisant intervenir les auteurs, les éditeurs et les relecteurs. La plupart des travaux de recherche universitaires publiés (littérature « blanche ») sont payants (non librement accessibles) et sont souvent gérés par des maisons d'édition. À l'inverse, les publications de recherche et d'analyse non universitaires (littérature « grise ») reposent généralement sur des processus plus rapides et plus simples, caractérisés habituellement, mais pas systématiquement, par un examen par les pairs moins rigoureux. Les contributions de la littérature grise (rapports de recherche, documents de travail et documents gouvernementaux/officiels) sont habituellement accessibles librement. Un ouvrage comme le présent rapport, conçu pour contribuer à notre compréhension collective de la migration et de la mobilité dans un monde de plus en plus interconnecté, serait incomplet sans une description du rôle de la littérature grise, considérée comme une source essentielle de données factuelles, d'arguments, d'innovation et de compréhension⁶.

Le volume, la diversité et la croissance de la littérature blanche et grise ne permettent pas d'examiner systématiquement tout le matériel produit et publié sur la migration en 2017 et 2018. Le présent chapitre mettra donc en lumière quelques exemples de contributions clés publiées en anglais pendant cette période par une sélection de revues spécialisées et d'organisations intergouvernementales. Il actualise le chapitre du Rapport *État de la migration dans le monde 2018*, notamment en s'intéressant à différentes revues spécialisées et organisations intergouvernementales, et à leurs principales productions en 2017 et 2018⁷. La section qui suit présente les différents acteurs intervenant dans l'étude et l'analyse de la migration. La troisième section porte sur un échantillon de contributions récentes des milieux universitaires et d'organisations intergouvernementales, et traite de la portée et de l'impact de certains travaux de recherche publiés sur la migration.

5 Ce sujet a été abordé pour la première fois dans le Rapport *État de la migration dans le monde 2018* (OIM, 2017e) et sera repris dans les éditions futures.

6 GreyNet International, 2014.

7 Afin que le présent chapitre, dans la mesure du possible, fournisse un aperçu global indépendant des recherches et analyses sur la migration en 2017 et 2018, nous avons repris des éléments généraux et contextuels clés du Rapport *État de la migration dans le monde 2018* (chapitre 4).

Principaux auteurs de recherches et d'analyses sur la migration

Universités

Dans l'idéal, les chercheurs produisent de nouvelles connaissances fondées sur de solides données factuelles, qui sont utiles à d'autres. Les résultats de recherche sont obtenus et diffusés à l'intention de publics différents. Les travaux universitaires classiques peuvent être extrêmement techniques et très ciblés, même si leurs auteurs sont de plus en plus encouragés à les diffuser au-delà des cercles universitaires⁸. Les chercheurs qui analysent des questions pertinentes pour l'action publique sont souvent intéressés par une collaboration avec les responsables politiques afin de leur communiquer des connaissances susceptibles d'éclairer les débats et de contribuer à l'élaboration des politiques – en particulier en matière de migration. Les contributions de recherche destinées aux politiques revêtent généralement la forme de documents courts et d'articles de blog, mais aussi d'ateliers et de réunions d'experts interactives.

Dans les milieux universitaires, la publication occupe une place centrale, certaines formes (les revues spécialisées, par exemple) jouissant d'une crédibilité et d'un poids bien plus grands que d'autres. L'une des forces de ces publications est qu'elles ont généralement été relues par des spécialistes du domaine, ce qui renforce leur qualité. Le nombre croissant de supports de publication est toutefois caractérisé par toute une série de normes de relecture par les pairs. D'aucuns font valoir que l'une des faiblesses de la recherche universitaire est que la pression exercée sur les auteurs pour qu'ils publient a contribué à une forte augmentation du nombre de travaux ces dernières années, dont la teneur n'est pas toujours de qualité élevée. On trouvera à l'appendice A un résumé concernant les publications universitaires, et notamment des informations sur les processus de relecture par les pairs, les citations et l'évaluation d'impact.

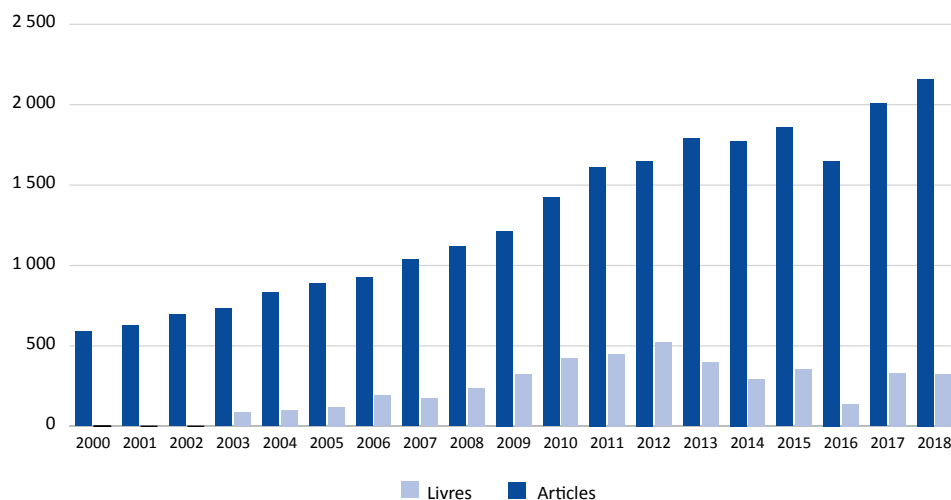
Parmi les milliers de revues qui paraissent actuellement – dans l'ensemble des disciplines, sujets et champs de recherche⁹ –, nous en avons identifié plus de 130 qui traitent de la migration en anglais, en espagnol ou en français, listées sur la page du site Internet de l'OIM consacrée aux travaux de recherche à l'intention des étudiants et des personnes qui effectuent des recherches sur la migration (www.iom.int/migration-research). Les grands éditeurs scientifiques publient généralement en anglais, ce qui a l'avantage de normaliser les travaux produits et l'inconvénient d'exclure les auteurs qui ne sont pas en mesure de soumettre leur manuscrit dans un anglais acceptable.

Les articles de revues constituent la plus grande part des travaux universitaires récents sur la migration (voir la figure 1). La tendance à long terme indique une augmentation progressive des publications universitaires sur la migration, ce qui peut procéder tant de l'expansion générale de la production universitaire que de l'importance accrue de la recherche sur la migration.

8 McAuliffe, 2016.

9 Ware et Mabe, 2015.

Figure 1. Nombre de publications universitaires sur l'« immigration » OU l'« émigration »



Source : Scopus, disponible à l'adresse www.scopus.com (site consulté le 18 juin 2019).

Note : La recherche du seul terme « migration » renvoie des chiffres qui sont plus de dix fois supérieurs. Ces résultats comprennent toutefois des emplois de ce terme dans des disciplines non pertinentes pour notre étude, comme l'informatique (migration des données), la biologie (migration des cellules), la zoologie (migration des oiseaux ou des poissons) et bien d'autres. L'utilisation de la fonction de recherche avancée de Scopus nous a permis d'exclure des domaines tels que la chimie, la physique, l'astronomie, les neurosciences, etc..

Gouvernements

Les données administratives des gouvernements sur les personnes qui entrent et/ou quittent le territoire d'un pays sont traditionnellement les premières sources d'information sur la migration internationale¹⁰. Les premiers travaux universitaires sur la migration interne à l'époque moderne concernaient cependant la dynamique migratoire interne et étaient fondés sur les données de recensement national recueillies par les autorités du Royaume-Uni¹¹. À ce jour, les données livrées par les recensements démographiques, les registres de population, les enquêtes représentatives et d'autres sources statistiques officielles forment souvent le socle des bases de données relatives à la migration. La place centrale qu'occupent de telles données dans le contexte de l'action publique est reconnue, par exemple, par le Fonds de l'OIM pour le développement qui, entre autres, appuie le renforcement des capacités des États Membres dans le domaine des statistiques sur la migration.

Au-delà de la collecte, de l'administration et de la communication de données statistiques, certains gouvernements fournissent également de nombreuses informations sur la migration, en particulier sous la forme de documents d'orientation tels que des évaluations, des études et des documents de travail. Il leur arrive aussi de commander des travaux de recherche à des partenaires universitaires, des chercheurs, des organisations intergouvernementales et des cercles de réflexion. L'importance accrue de la migration a amené

¹⁰ Poulain, Perrin et Singleton, 2006.

¹¹ Ravenstein, 1885.

des gouvernements à financer directement (et non par l'intermédiaire de fonds, d'organismes de subvention ou de conseils nationaux de la recherche) des travaux empiriques, ce qui a ouvert de nouveaux domaines de recherche et élargi la portée des études sur la migration¹². Cette démarche a suscité certaines critiques, selon lesquelles les études commandées par les gouvernements seraient trop axées sur les questions de politique générale et proposeraient même, dans certains cas, des solutions simplistes et immédiates à des questions sociales à long terme et complexes¹³, ou les chercheurs seraient utilisés pour légitimer la politique d'immigration¹⁴. Bien que cette inquiétude puisse être fondée, en particulier en ce qui concerne les travaux de recherche réalisés sur commande, les gouvernements demeurent des bailleurs de fonds importants (si ce n'est les plus importants) pour la recherche universitaire, y compris sur la migration, dans de nombreux pays. Il existe cependant différents modes de financement et de soutien de la recherche – dont on trouvera des exemples dans le tableau 1.

Des données attestent que des chercheurs sont soumis à des pressions pour qu'ils produisent des résultats utiles d'un point de vue politique dans le cadre d'études générales sur l'action publique¹⁵. Comme on peut aisément le comprendre, les questions abordées dans les études sur la migration sollicitées par les gouvernements sont très diverses, et peuvent dépendre du rôle des pays dans le processus migratoire¹⁶. De même, il est admis que les travaux de recherche *non pertinents* pour l'action publique sont également cruciaux – en particulier les études sur la migration qui dépassent les cadres d'action de référence pour examiner des aspects moins visibles de la migration¹⁷. Il importe en outre de noter que les études commandées par les gouvernements donnent parfois lieu à des examens utiles et rigoureux de la migration – en particulier en partenariat avec des chercheurs universitaires et autres, qui peuvent contribuer par diverses façons de voir, connaissances et approches analytiques à l'examen de questions migratoires complexes et multidimensionnelles, y compris en s'appuyant sur des données administratives inaccessibles par ailleurs.

Tableau 1. Exemples de financements gouvernementaux de la recherche sur la migration

Exemple	Description
Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique	Financé par plusieurs donateurs et axé sur la production de travaux de recherche en sciences sociales en Afrique, y compris sur les articulations entre migration et urbanisation (voir www.codesria.org/spip.php?rubrique193).
Horizon 2020 (Union européenne)	Plus grande plateforme de recherche à ce jour, axée sur les effets de la migration et l'intégration, ainsi que sur le couple migration et développement (voir https://ec.europa.eu/programmes/horizon2020/whathorizon-2020).

12 Castles, 2010.

13 Ibid.

14 Boswell, 2008.

15 The LSE GV314 Group, 2014.

16 Iredale *et al.*, 2001.

17 Bakewell, 2008.

India Centre for Migration	Financé par le Ministère des relations extérieures et menant des recherches sur la migration internationale qui éclairent l'élaboration de politiques, y compris sur la migration internationale de main-d'œuvre indienne (voir https://mea.gov.in/icm.htm).
Irregular Migration and Border Research Programme (Australie)	Produit des travaux de recherche pertinents pour l'action publique sur les facteurs et les dynamiques complexes de la migration irrégulière et les défis que pose la gestion des frontières (voir www.homeaffairs.gov.au/research-and-statistics/research/irregular-migration).
Programme Savoir du Conseil de recherches en sciences humaines (Canada)	Programme fédéral de financement de la recherche appuyant les travaux qui permettent de mieux comprendre les personnes, les sociétés et le monde, y compris sur la migration (voir www.sshrc-crsh.gc.ca/funding-financement/umbrella_programs-programme_cadre/insight-savoir-fra.aspx).
Swiss Network of International Studies	Finance des recherches universitaires interdisciplinaires en Suisse sur des sujets qui dépassent les frontières de l'État-nation, y compris sur la migration (voir https://snis.ch/).
UK Research and Innovation	Financements divers appuyant la recherche et l'innovation tels que le Global Challenges Research Fund, un fonds chiffré à 1,5 milliard de livres sterling qui vise à promouvoir la recherche sur les défis que rencontrent les pays en développement, y compris en matière de migration (voir www.ukri.org/research/).

Note : Tous les liens hypertextes fonctionnaient au moment de la publication.

Groupes de réflexion et gouvernements

Les milieux politiques et universitaires portent une attention accrue à l'influence que peuvent exercer les groupes de réflexion (think tanks) sur l'élaboration des politiques. Auteurs de premier plan de littérature grise à une époque de contestabilité croissante des avis d'experts donnés aux gouvernements, les groupes de réflexion sont devenus de grands producteurs d'informations et d'analyses sur la migration. L'importance croissante des groupes de réflexion qui travaillent sur la migration a été quantifiée dans le Rapport *État de la migration dans le monde 2018*.

Les groupes de réflexion sont souvent associés aux gouvernements, entre autres raisons parce que nombre d'entre eux visent à rapprocher les communautés scientifiques et politiques au moyen de diverses activités telles que dialogues, ateliers et réunions à huis clos menées conformément à la règle de Chatham House. Ils peuvent également effectuer des recherches et les présenter aux gouvernements sous la forme d'informations analytiques (publiées et non publiées). Les groupes de réflexion font généralement fonction de courtiers de connaissances en matière de politiques,

de centres de recherche et d'incubateurs d'idées, notamment en fournissant des conseils aux gouvernements et à la société civile, en menant des activités de formation, en publiant des rapports de recherche, en collaborant avec les médias et en entreprenant des initiatives de sensibilisation^a. De nombreux groupes de réflexion produisent des travaux de qualité et jouent donc un rôle important dans la production et la diffusion de nouvelles données et informations sur la migration^b. Tous les groupes de réflexion ne fonctionnent toutefois pas de la même manière, certains sont indépendants et ne sont pas tributaires de financements gouvernementaux, tandis que d'autres peuvent opérer dans le cadre d'attributions et de fonctions étatiques plus larges.

Bien que les groupes de réflexion se définissent souvent comme des spécialistes fournissant des informations et des analyses fondées sur des éléments factuels, certains sont animés par des idéologies et des intentions politiques^c. Certains d'entre eux travaillent directement pour des gouvernements ou des partis politiques et entretiennent des relations étroites avec eux, en les conseillant ou en les aidant à élaborer des programmes de réforme législative en matière d'immigration^d. La politisation de certains groupes de réflexion peut donner lieu à des informations partiales et idéologiquement motivées^e. Il existe un risque que certains groupes de réflexion promeuvent des discours hostiles à l'immigration et des politiques d'immigration restrictives auprès de vastes publics, en particulier lorsque les contenus produits sont relayés dans les actualités et par d'autres médias^f.

a Rich, 2004.

b Carling, 2016.

c Troy, 2012.

d Rojc, 2017 ; FAIR, 2017 ; Lopez, 2016.

e Langerak, 2010 ; Woods et Manning, 2015.

f Ellis, 2017.

Organisations intergouvernementales

En tant qu'éditeurs et auteurs institutionnels, les organisations intergouvernementales apportent des contributions particulières en matière de migration. Dans certaines circonstances, ces organisations peuvent être la seule source d'information. C'est pourquoi les travaux universitaires comportent souvent de nombreuses références à leurs publications. Un volume ou un article édité et publié à des fins commerciales consacré à un aspect des migrations internationales ou des déplacements renverra, par exemple, à des documents du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES), du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), de l'OIM, de l'Organisation internationale du Travail (OIT), du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUJDC), du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et/ou de la Banque mondiale. Les publications universitaires notent également que les organisations intergouvernementales comptent désormais parmi les principaux producteurs d'informations sur la migration, ce qui témoigne d'un intérêt accru plus large porté à la question de la migration¹⁸.

18 Voir, par exemple, Mason, 1999 ; Pécoud, 2015.

Les définitions du terme « organisation internationale » peuvent varier, mais Davies et Woodward le définissent comme désignant une structure permanente officielle, fondée en vertu d'un instrument d'accord faisant foi entre des membres (comprenant au moins deux États souverains) ou par une organisation internationale existante au travers de laquelle les membres poursuivent leur intérêt commun¹⁹. Depuis la première moitié du XXe siècle, les organisations intergouvernementales ont vu leur nombre, leur diversité et leur influence augmenter²⁰, à tel point qu'un examen exhaustif de leurs contributions sur la migration dépasse largement la portée du présent chapitre. Celui-ci traite plus particulièrement de contributeurs *mondiaux* du système des Nations Unies – le DAES, le HCR, l'OIM, l'OIT, le HCDH, l'UNICEF, l'ONU DC le PNUD, l'UNESCO et la Banque mondiale –, ce qui ne diminue en rien le travail d'autres organisations, notamment de celles qui œuvrent à l'échelle régionale ou nationale²¹. En leur qualité de programmes ou d'unités relevant des principaux organes des Nations Unies ou d'institutions semi-autonomes, spécialisées ou apparentées, les organisations intergouvernementales examinées ici ont toutes une portée mondiale, un accès aux contributions et compétences de diverses parties prenantes et, parfois, mènent des opérations d'envergure mondiale qui leur permettent de façonner le discours et la pratique dans le domaine de la migration et de la mobilité.

Le mandat, la mission ou les compétences de certaines organisations (comme l'OIM et le HCR) concernent des formes de migration et de déplacement particulières, tandis que la responsabilité d'autres organisations porte sur des aspects ou des groupes de personnes précis : le DAES s'occupe des statistiques ; l'OIT, des travailleurs migrants ; le HCDH, des droits des migrants ; l'UNICEF, des enfants migrants ; l'ONU DC, des aspects liés à la criminalité transnationale (tels que la traite d'êtres humains et le trafic illicite de migrants) ; le PNUD, du couple migration et développement ; l'UNESCO, des aspects éducatifs, scientifiques et culturels des migrations ; et la Banque mondiale, des conséquences économiques des migrations. Leurs différents mandats permettent à ce type d'organisations de recueillir de grandes quantités de données et/ou d'accéder aux données des États. Nombre de ces organisations organisent également des dialogues et des conférences sur la migration et la mobilité qui donnent lieu à des rapports, tout en réalisant et publiant des recherches et des analyses fondamentales, techniques et opérationnelles faisant le point des connaissances actuelles et fixant les priorités d'action, y compris en ce qui concerne les données statistiques mondiales. Comme les autres éditeurs, les organisations intergouvernementales n'échappent pas à la critique quant à la qualité, la perspective choisie et les priorités d'action. Cependant, elles sont conscientes de la nécessité de produire des données et des études rigoureuses et solides. Ainsi, elles collaborent régulièrement avec des analystes et des chercheurs faisant autorité qui sont spécialisés dans les données sur la migration, afin de bénéficier de compétences et de connaissances pointues.

Compte tenu de la nature transversale de la migration, les recherches à ce sujet sont souvent menées conjointement par des organisations intergouvernementales. De nombreuses publications ont été publiées sous l'égide du Groupe mondial sur la migration (GMG), qui, avant de devenir le Réseau des Nations Unies

19 Davies et Woodward, 2014.

20 Ibid.

21 D'autres organisations – telles que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), le Fonds monétaire international (FMI) et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) – publient également des documents sur certains aspects de la migration, selon l'horizon thématique de leurs mandats respectifs. Les prochaines éditions du rapport État de la migration dans le monde devraient mettre en évidence certains des travaux, de plus en plus nombreux, d'organisations internationales non gouvernementales, à but lucratif ou non, qui n'entrent pas dans le cadre du présent chapitre.

sur les migrations à la fin de 2018, était composé de 22 organismes membres s'occupant de la migration²². Récemment, l'importance de la recherche collaborative sur la migration a été mise en évidence dans le rapport *Renforcer l'exploitation de la recherche sur les politiques dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030* du Corps commun d'inspection des Nations Unies (CCI), publié en 2018²³. Bien que le rapport traite plus largement de la recherche sur les politiques à l'échelle du système des Nations Unies, il contient une étude de cas sur la migration qui cartographie la collaboration en matière de recherche sur la migration entre 14 organisations participantes du CCI et l'OIM (voir l'encadré ci-après).

Recherche collaborative sur la migration au sein du système des Nations Unies

Extrait du rapport du CCI⁹ *Renforcer l'exploitation de la recherche sur les politiques dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030*

[...] l'Inspecteur [a] cartographié [é] les caractéristiques de la recherche collaborative interinstitutions [sur la migration]. Cette cartographie se fondait sur les réponses à une question spécifique sur la participation des entités à une quelconque forme de coopération avec d'autres entités des Nations Unies avant, pendant ou après le processus de recherche. Elle n'est pas exhaustive, mais présente un échantillon de cette interaction. Les 15 exemples de recherche collaborative interinstitutions sont résumés dans le tableau [...] ci-après, tandis que les relations entre les coauteurs sont illustrées dans la figure [...].

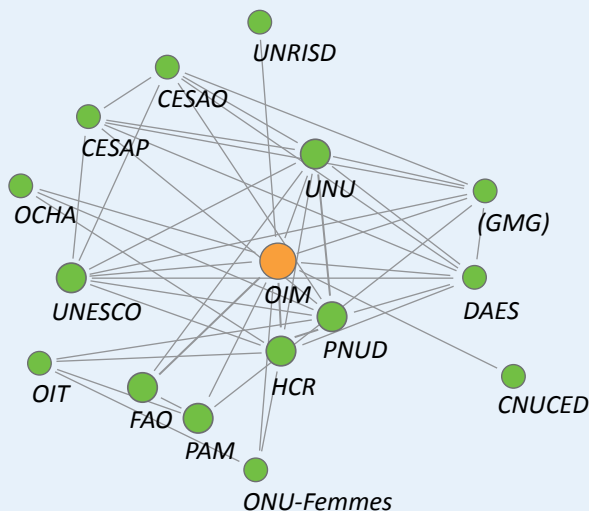
Échantillon de collaborations interinstitutions dans les projets de recherche sur les migrations

Projets	Entités partenaires
Gestion de données sur les réfugiés	DAES, HCR
Entités cogarantes de l'indicateur 10.7.2 des objectifs de développement durable sur le nombre de pays ayant mis en œuvre des politiques migratoires bien gérées	DAES, OIM
<i>Rapport 2018 sur les migrations au service de la transformation structurelle</i>	CNUCED, OIM
Incidence de l'investissement étranger direct de la diaspora en Tunisie	PNUD, OIM
Six études de cas de pays sur l'amélioration de l'accès des réfugiés syriens et des communautés d'accueil aux perspectives économiques	PNUD, OIT, PAM
Rapport sur la violence à l'égard des travailleuses migrantes	ONU-Femmes, OIT, OIM, HCR, HCDH

22 Le GMG et le Réseau des Nations Unies sur les migrations sont évoqués au chapitre 11 du présent rapport, consacré à la gouvernance mondiale des migrations.

23 Dumitriu, 2018.

Étude intitulée « Aux racines de l'exode : sécurité alimentaire, conflits et migration internationale »	PAM, OIM, FAO
Analyse conjointe de données pour l'initiative « Migration Pulse »	PAM, OIM, FAO, Banque mondiale
<i>Migration, Free Movement and Regional Integration (2017)</i>	UNESCO, UNU
<i>Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2019. Migration, déplacement et éducation : bâtir des ponts, pas des murs</i>	UNESCO, OIM, HCR, UNICEF
Étude intitulée « <i>Breaking the Impasse</i> »	OCHA, HCR, PNUD, OIM
Débat préliminaire pour faire progresser les projets sur les migrations	UNRISD, OIM
Initiative de recherche sur la gouvernance des migrations et les politiques migratoires dans les pays du Sud	UNU-WIDER, FAO
Recherche sur la migration et le déplacement de populations dans le contexte des changements climatiques	UNU-EHS, OIM, HCR, PNUD
Contributions collectives aux résultats de la recherche du Groupe mondial sur la migration	DAES, PNUD, UNESCO, CESAP, CESAO, UNU, OIM (Groupe mondial sur la migration)



Le petit échantillon de cas présenté ci-dessus, corroboré par les informations obtenues lors des entretiens, a toutefois permis à l'Inspecteur de noter les points suivants :

- a) La recherche collaborative fait globalement écho à la nécessité d'apporter une perspective interdisciplinaire aux activités de recherche ;
- b) Le mécanisme de collaboration est davantage le fruit d'initiatives isolées et de besoins au cas par cas qu'un processus systématique caractérisé par la définition de programmes communs, le partage des connaissances et la coconception et la coproduction de la recherche ;

- c) Si les diverses initiatives ne convergent pas nécessairement, trois éléments laissent entrevoir les prémices d'une recherche collaborative plus systématique :
- La présence de l'OIM comme partenaire spécialisé dans la plupart des collaborations recensées ;
 - Le rôle du DAES et de l'OIM comme cogarants de l'indicateur 10.7.2 des objectifs de développement durable sur les politiques migratoires, signe que l'on privilégie une approche plus systématique axée sur la demande dans la recherche sur les politiques ;
 - L'utilisation d'un groupe pour la réflexion collective, l'action et l'amélioration de la cohérence.

a Inspecteur Petru Dumitriu. Le rapport peut être consulté dans son intégralité à l'adresse www.unjuu.org/sites/www.unjuu.org/files/jiu_rep_2018_7_french_0.pdf.

L'OIM publie de nombreux travaux de recherche et d'analyse sur divers aspects de la migration. Étant donné qu'elle s'occupe surtout de fournir une assistance technique et un soutien direct aux migrants et aux États Membres, les publications qu'elle produit en dehors du domaine de la recherche et de l'analyse sont généralement des rapports institutionnels (tels que des comptes rendus de réunions/d'ateliers, ou la série *Migration initiatives*), du matériel de formation, des manuels et des guides, ou encore des supports d'information à l'intention des migrants (y compris des romans graphiques). Il est utile de garder à l'esprit le mandat de l'OIM et le contexte dans lequel elle intervient, ainsi que son statut en tant qu'organisation apparentée des Nations Unies²⁴. Son rôle en tant qu'organisme chargé de fournir des services depuis plus de 70 ans a nécessairement façonné la manière dont elle envisage les différents aspects de la migration, y compris les liens entre ses interventions et les pratiques migratoires, ainsi que les politiques et la gouvernance des migrations. Par exemple, les données programmatiques sont l'une des pièces maîtresses des données sur la migration de l'Organisation – signe du rôle dynamique et durable de l'OIM dans le domaine de la migration et des déplacements, notamment en ce qui concerne le soutien apporté aux personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, la réinstallation des réfugiés dans le monde, les évaluations sanitaires, l'assistance aux victimes de la traite et l'aide aux migrants de retour. Dans le même temps, l'OIM est consciente de la nécessité de contribuer à une vision plus nuancée de la migration, comme en témoigne l'attention qu'elle porte à des domaines thématiques tels que la santé dans le contexte migratoire et la migration environnementale.

Contributions récentes : 2017 et 2018

Après avoir présenté les principaux auteurs de recherches et d'analyses sur la migration, examinons à présent des exemples de contributions récentes émanant des milieux universitaires et des organisations intergouvernementales.

Milieux universitaires

Le grand nombre de publications académiques sur la migration rend impossible l'examen exhaustif de tous les textes publiés en 2017 et 2018. Nous avons donc retenu un échantillon de contributions émanant de la communauté universitaire, en nous concentrant sur huit revues à comité de lecture traitant de la migration. À l'instar de la précédente édition du Rapport *État de la migration dans le monde*, les futures éditions

24 L'OIM a été créée en tant qu'organisation intergouvernementale en 1951 ; elle a acquis le statut d'organisation apparentée au sein du système des Nations Unies en septembre 2016.

s'intéresseront à différentes revues. Pour le présent chapitre, nous avons sélectionné *l'International Journal of Migration and Border Studies*, *l'International Migration*, *l'International Migration Review*, le *Journal of Immigrant and Refugee Studies*, le *Journal on Migration and Human Security*, *Migration Studies*, le *Refugee Survey Quarterly* et la *Revue Européenne des Migrations Internationales*²⁵. L'examen a été décomposé en deux parties : une analyse de tous les titres d'articles publiés par ces revues en 2017 et 2018 (493 au total), et un aperçu des principales contributions de chaque revue pendant la période considérée, présenté par leurs rédacteurs en chef respectifs. Cette approche a permis d'apporter un éclairage plus complet sur les contributions des revues et de mettre en évidence leurs similitudes et leurs différents intérêts et axes stratégiques, notamment d'un point de vue géographique et thématique. Les aperçus présentés par les rédacteurs en chef sont reproduits dans leur intégralité à l'appendice B. On en trouvera des extraits dans les encadrés figurant dans la suite du chapitre.

Tous les rédacteurs en chef des revues ont insisté sur l'importance de recherches sur la migration rigoureuses et de qualité. Cependant, l'intérêt que présentent les textes scientifiques/universitaires pour les responsables politiques est devenu un aspect important pour certaines revues seulement. Deux rédacteurs ont souligné l'importance des contributions traitant de questions pertinentes pour l'action publique dans le domaine de la migration (Gamlen et Chetail – voir l'appendice B) : elles viennent enrichir la communauté grandissante des spécialistes de la migration, qui à leur tour participent à la vie publique en éclairant et influençant les réflexions et les décisions de politiques, décideurs et praticiens des politiques migratoires à tous les niveaux – des ONG locales aux organisations internationales en passant par les autorités municipales et les gouvernements nationaux (Gamlen – voir l'appendice B). En outre, les décideurs ont été expressément identifiés comme un public cible de deux autres revues (Duncan et Kerwin – voir l'appendice B). La teneur de ces revues vise à attirer un public politique : une revue exige que chaque contribution débute par un résumé et se conclue par une série de recommandations d'action (Kerwin – voir l'appendice B), tandis que l'autre a instauré des entretiens ponctuels avec des responsables politiques de haut rang (Duncan – voir l'appendice B).

Migration Studies

En publiant des travaux qui sont pertinents pour les politiques, mais pas déterminés par ces dernières, *Migration Studies* compte parmi les revues universitaires qui contribuent à renforcer les capacités de gestion des migrations dans les communautés et les gouvernements du monde. Ces dernières années, les programmes d'enseignement supérieur et les groupes de réflexion spécialisés dans les questions de migration se sont multipliés dans le monde entier. Dans le même temps, l'importance politique croissante des migrations a placé les décideurs, les journalistes et les professionnels des ONG d'autres domaines devant la nécessité croissante de se forger une connaissance pratique des questions migratoires. Au vu de ces tendances, *Migration Studies* a, ces deux dernières années, publié deux séries qui visent à contribuer à la théorie et à la pratique de l'enseignement supérieur sur ce sujet.

Source : Alan Gamlen, rédacteur en chef. Le texte intégral est reproduit à l'appendice B.

25 Nous avons tenté de reproduire la diversité géographique des contributions apportées par les principales revues sur la migration. Cet exercice sera renouvelé dans les éditions futures du rapport État de la migration dans le monde, pour lesquelles d'autres revues seront invitées à contribuer. Dix revues ont été invitées à participer à cette édition et les rédacteurs en chef de neuf d'entre elles ont répondu positivement, bien que huit seulement aient en fin de compte fourni une contribution. Les rédacteurs en chef du *Georgetown Immigration Law Journal* ont accepté l'invitation, mais n'ont finalement pas contribué, et *Migraciones Internacionales* n'a pas répondu à la première invitation.

L'analyse de l'axe thématique des articles publiés en 2017 et 2018 dans la sélection de revues reflète en partie l'orientation spécifique, ciblée, de certaines des revues. Le *Refugee Survey Quarterly*, par exemple, traite en premier lieu de la recherche sur les réfugiés (Chetail – voir l'appendice B), tandis que le *Journal of Immigrant and Refugee Studies* couvre les travailleurs migrants et les demandeurs d'asile/réfugiés (Triandafyllidou – voir l'appendice B). Les rédacteurs en chef de l'*International Migration Review* font observer qu'au-delà d'une attention générale portée aux migrants internationaux, on relève une attention égale portée aux groupes de personnes nées dans le pays et de la deuxième génération, un nombre significatif d'articles traitant des jeunes immigrants, mais bien moins traitant des réfugiés (Winders *et al.* – voir l'appendice B).

Néanmoins, les sujets couverts par les articles publiés dans ces huit revues en 2017 et 2018 sont variés et portent sur des questions migratoires complexes. Ils témoignent également de nouvelles évolutions et tendances en matière de migration, avec un certain décalage dû au temps que requièrent l'examen par les pairs et la publication (Duncan – voir l'appendice B). Ainsi, parmi les contributions de 2017 et de 2018, seuls trois articles ont évoqué le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières et le Pacte mondial sur les réfugiés, amorcés en septembre 2016 par la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants et adoptés en décembre 2018. De nombreux articles sur les deux pactes devraient être publiés en 2019 et en 2020 (et au-delà).

International Migration

Les écrits universitaires sur la migration reflètent en partie les tendances des phénomènes et politiques migratoires ainsi que les évolutions des ouvrages publiés et de la théorie touchant aux migrations. En règle générale, un décalage perceptible survient entre l'apparition d'un phénomène et celle d'écrits scientifiques en raison du temps nécessaire aux recherches, puis à la publication. Les travaux sur la crise des réfugiés syriens commencent désormais à affluer, et ceux sur les pactes mondiaux des Nations Unies devraient apparaître à partir de 2019. Cependant, en revenant légèrement en arrière, à 2017 et à 2018, on observe des publications sur des tendances et phénomènes antérieurs [...].

Source : Howard Duncan, rédacteur en chef. Le texte intégral est reproduit à l'appendice B.

Deux grands thèmes abordant des questions migratoires complexes se dégagent toutefois des contributions des rédacteurs en chef. Le premier est la migration irrégulière, y compris en lien avec les contrôles et l'application des lois aux frontières. Les rédacteurs de trois revues ont jugé que ce sujet occupait une place particulièrement importante dans les contributions de 2017 et 2018, couvrant des questions qui touchent à la traite d'êtres humains (Triandafyllidou – voir l'appendice B), à la violence aux frontières (Ma Ming et Petit – voir l'appendice B) ou à la détention et à l'expulsion (Kerwin – voir l'appendice B). La distinction entre asile et migration s'étant progressivement estompée au cours des dernières décennies, dans la sphère tant politique que pratique, cet aspect a également été traité dans la recherche sur la migration forcée, en particulier à travers la gestion sécuritaire de l'asile et la détention des demandeurs d'asile (Chetail – voir l'appendice B).

Revue Européenne des Migrations Internationales

La question de la violence est récurrente dans les derniers dossiers. La place qu'occupe ce sujet s'explique par les conséquences tragiques de politiques migratoires dans des crises ou contextes précis, et par l'émergence de travaux autour des voyages des migrants. [...] Considérant les pratiques langagières comme partie intégrante des pratiques migratoires dans le cadre des migrations vers l'Europe, les articles analysent la manière dont les acteurs mettent en mots la mort et la violence aux frontières. La mort est étudiée sous divers angles : la mort sociale, la mort physique, la disparition, l'arbitraire institutionnel et sécuritaire, etc.. Ces pratiques langagières sont envisagées à différents niveaux sociologiques et politiques, qu'il s'agisse de leurs productions depuis les espaces institutionnels (organisations internationales, espaces politiques à l'échelle européenne ou étatique) ou de leurs réceptions par les migrants, au cours de leur voyage vers l'Europe ou après coup, lorsqu'ils y sont arrivés, ou encore de retour dans leur pays après une expulsion. L'approche par le langage correspond à la fois à une prise en compte des discours produits sur les migrants et de la parole prise par ces derniers dans des cadres discursifs divers. Cette perspective permet de penser l'objet frontière tout en offrant une grille de lecture des inégalités sociospatiales à l'heure de la mondialisation.

Source : Emmanuel Ma Mung et Véronique Petit, rédacteurs en chef. Le texte intégral est reproduit à l'appendice B.

Le second thème de convergence dans la sélection d'articles est l'inclusion des migrants, qui a été identifiée par les rédacteurs en chef de quatre revues comme un axe thématique dominant en 2017 et 2018 (Gamlen, Triandafyllidou, Winders *et al.*, et Ma Mung et Petit – voir l'appendice B). La diversité des questions liées à l'inclusion qui ont été traitées dans ces quatre revues témoigne de la complexité du sujet. Les contributions au *Journal of Immigrant and Refugee Studies* ont analysé les processus d'intégration, y compris le rôle d'organisations non gouvernementales et gouvernementales, les obstacles à l'intégration et la dimension sexospécifique de l'intégration (Triandafyllidou – voir l'appendice B). La question de l'incorporation dans le marché du travail a été examinée plus en détail dans *Migration Studies*, de même que des processus d'adaptation généraux sur le plan de la classe, de l'accumulation de capital et du bonheur (Gamlen – voir l'appendice B). *L'International Migration Review* a publié des articles sur l'assimilation, la mobilité économique et les relations interpersonnelles (Winders *et al.* – voir l'appendice B), tandis que des contributions à la *Revue Européenne des Migrations Internationales* ont étudié l'inclusion du point de vue des migrants.

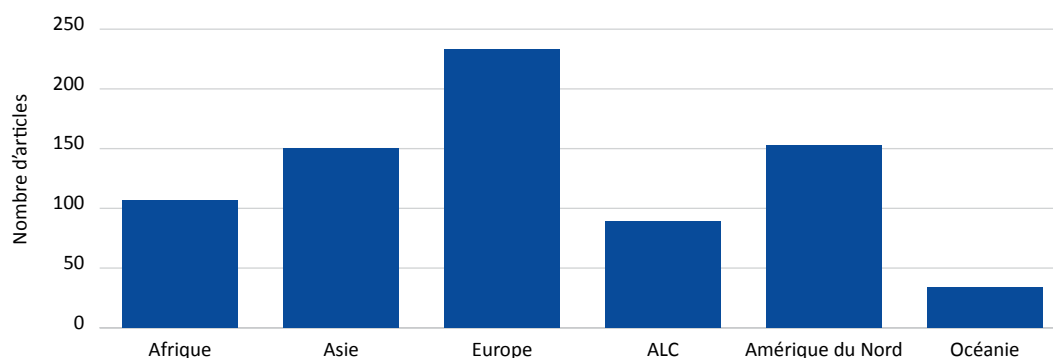
Journal of Immigrant and Refugee Studies

Le *JIRS* offre une enceinte transnationale virtuelle unique permettant d'examiner différents systèmes d'accueil et d'intégration et différentes populations qui arrivent dans les pays d'accueil sous des régimes divers (travailleurs migrants ou migrants pour raisons familiales, demandeurs d'asile ou réfugiés réinstallés) et peuvent rencontrer des difficultés similaires (y compris celles liées à la santé mentale et physique) à mesure qu'elles se familiarisent avec leur nouvel environnement, activent les ressources de leur capital social et finissent par se faire une place dans leur pays de destination. La double assise du *JIRS*, ancré d'une part dans le travail social/les études communautaires, et d'autre part dans la sociologie/les études ethniques, lui permet de rapprocher ces différents sujets.

Source : Anna Triandafyllidou, rédactrice en chef. Le texte intégral est reproduit à l'appendice B.

La figure 2 montre la répartition des 493 articles publiés en 2017 et 2018 dans la sélection de revues en fonction de leur cible géographique. Les articles portaient en premier lieu sur l'Europe (233, soit 47 %), puis l'Amérique du Nord (153, soit 31 %), l'Asie (150, soit 30 %), l'Afrique (107, soit 22 %), l'Amérique latine et les Caraïbes (89, soit 18 %) et l'Océanie (34, soit 7 %).

Figure 2. Nombre d'articles publiés dans une sélection de revues en 2017 et 2018, par région



Notes : Les articles pouvaient être classés par plus d'une région. n = 493.

« ALC » signifie Amérique latine et Caraïbes. Classement fondé sur les régions géographiques établies par le DAES (voir le chapitre 3, appendice A) et n'impliquant ni reconnaissance ni acceptation officielle de la part de l'OIM.

Une rédactrice en chef a relevé un déplacement de la cible géographique de l'Amérique du Nord vers l'Europe, l'Asie et le Pacifique ainsi que vers l'Asie du Sud-Est, les articles sur le Moyen-Orient, notamment sur la Turquie et sur le conflit syrien, s'étant multipliés ces dernières années (Triandafyllidou – voir l'appendice B). Élargir la couverture géographique des contributions pour produire davantage d'articles sur les pays en développement a été décrit par un rédacteur en chef comme une nouvelle approche visant à mieux prendre en compte le fait que la grande majorité des réfugiés est accueillie dans le Sud (Chetail – voir l'appendice B). Les rédacteurs en chef de deux autres revues ont indiqué que l'accroissement de la portée géographique des articles était un objectif de leurs revues (Kerwin et Winders *et al.* – voir l'appendice B).

International Migration Review

Un examen minutieux des publications de l'*IMR* depuis 2016 (une centaine d'articles) met en évidence un certain nombre de tendances^a. Premièrement, sur le plan géographique, environ 80 % des articles visaient l'Amérique du Nord ou l'Europe de l'Ouest, une part bien moindre l'Asie (à peine plus de 10 %), et une proportion encore plus faible l'Amérique latine, le Moyen-Orient ou l'Afrique. Cette couverture géographique inégale reflète l'une des principales faiblesses de la recherche sur la migration : l'attention réduite qu'elle prête aux dynamiques migratoires en dehors de l'Amérique du Nord et de l'Europe de l'Ouest. Elle met également en exergue les difficultés rencontrées par

les chercheurs qui adoptent une approche géographique plus large des migrations internationales lorsqu'ils tentent de positionner leurs travaux par rapport aux perspectives hégémoniques de deux régions du monde.

- a Cet examen repose sur des articles officiellement publiés dans un volume de *l'IMR*. Il ne prend pas en compte les articles publiés en ligne « en avant-première » qui n'ont pas encore été assignés à un volume de la revue.

Source : Jamie Winders, Pieter Bevelander, Cynthia Feliciano, Filiz Garip et Matthew Hall, rédacteurs en chef associés. Le texte intégral est reproduit à l'appendice B.

Cependant, le point de vue du « pays d'accueil » continue toujours de dominer, en particulier en ce qui concerne l'Europe. Cela avait déjà été observé dans le chapitre 4 du *Rapport État de la migration dans le monde 2018*, l'Europe étant alors le seul terme géographique mentionné dans les 10 termes employés le plus souvent dans les 538 articles examinés²⁶. Castles explique cette orientation traditionnelle des recherches et des analyses vers les pays développés, qu'il appelle le « biais du pays d'accueil », ainsi : la plupart des recherches sur la migration se basent sur la situation dans les pays de destination du Nord, négligeant les points de vue des pays d'origine et de transit, et des migrants. Cela n'est pas surprenant, car les financements et les capacités de recherche sont concentrés dans le Nord²⁷. La concentration des financements de la recherche dans les États industrialisés et prospères n'influe pas uniquement sur le ciblage géographique des travaux, elle a également pour effet de renforcer les compétences et les capacités de recherche dans les pays donateurs au détriment des chercheurs des pays en développement²⁸. Par exemple, en 2007, on comptait quelque 3 000 chercheurs pour un million de personnes dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), contre moins de 50 chercheurs pour un million de personnes en Afrique subsaharienne²⁹.

Refugee Survey Quarterly

L'un des principaux défis des années à venir consistera à diversifier davantage l'origine géographique des contributeurs du *Refugee Survey Quarterly*. Bien que des efforts en ce sens aient été entrepris ces dernières années, les soumissions sont toujours dominées par les chercheurs du Nord. Cela n'est pas l'apanage du *Refugee Survey Quarterly*, mais reflète plus généralement les biais présents dans la recherche et les publications universitaires. Dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, la production de connaissances demeure largement structurée par les priorités, centrées sur l'Occident, du financement de la recherche assuré par des États prospères, et nourrie par le discours dominant des élites gouvernantes. Cette tendance est exacerbée par la diffusion permanente d'idées erronées dans les grands médias, comme en témoigne le discours – pour ne pas dire l'obsession – concernant ce que l'on appelle la crise des réfugiés en Europe. Si elle peut entraîner des incidences moindres dans d'autres domaines, la distribution géographique des chercheurs est capitale en matière de

26 OIM, 2017e.

27 Castles, 2010.

28 McAuliffe et Laczko, 2016.

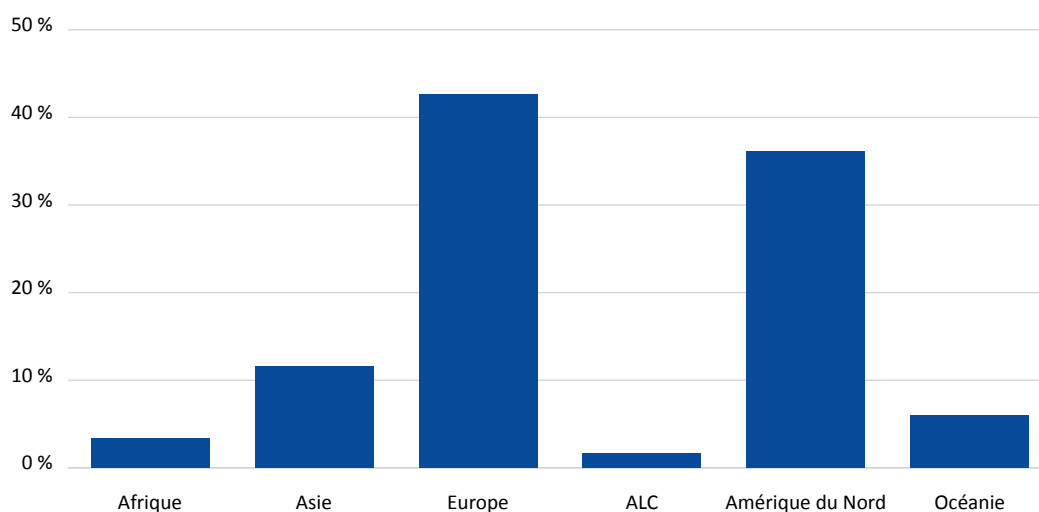
29 Ibid., citant le DFID, 2008.

migration pour rendre compte des dimensions et défis multiformes d'un tel phénomène mondial, qui touche toutes les régions de la planète. Plus que jamais, il est impératif de bâtir une vision plus nuancée, représentative et globale de la migration au moyen de connaissances indépendantes et fondées sur des éléments factuels.

Source : Vincent Chetail, rédacteur en chef. Le texte intégral est reproduit à l'appendice B.

Une comparaison géographique des rattachements principaux des auteurs tels qu'indiqués dans les articles qu'ils ont publiés dans la sélection de revues en 2017 et 2018 confirme qu'un nombre disproportionné de contributeurs proviennent d'institutions de pays développés (voir la figure 3). Quarante pour cent des 917 auteurs étaient rattachés à des institutions dans des pays développés. Près de 43 % étaient rattachés à des institutions basées en Europe, et 36 % à des institutions en Amérique du Nord. 6 % étaient rattachés à des institutions en Océanie, dont 91 % étaient basées en Australie ou en Nouvelle-Zélande.

Figure 3. Répartition des rattachements universitaires principaux des auteurs d'une sélection de revues en 2017 et 2018, par région



Notes : Plusieurs catégories ont été appliquées lorsqu'un auteur affichait plusieurs rattachements universitaires dans différentes régions. Le rattachement des auteurs à des organisations internationales ou non gouvernementales n'est pas pris en compte. n = 917.

« ALC » signifie Amérique latine et Caraïbes. Classement fondé sur les régions géographiques établies par le DAES (voir le chapitre 3, appendice A) et n'impliquant ni reconnaissance ni acceptation officielle de la part de l'OIM.

Tandis que moins de 12 % des chercheurs étaient rattachés à des institutions en Asie, les chercheurs d'institutions en Afrique ainsi qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes étaient particulièrement sous-représentés (ils représentaient respectivement 3 % et 2 % environ). Cela peut s'expliquer en partie par la barrière linguistique, compte tenu de la prédominance des revues scientifiques qui paraissent en anglais

par rapport à d'autres langues³⁰. Il convient toutefois de noter que la figure 3 rend uniquement compte des rattachements des auteurs tels qu'indiqués dans les articles examinés. Nombre d'universitaires sont rattachés à plusieurs institutions et certains peuvent choisir de publier en indiquant une institution (plus prestigieuse) qui n'est pas leur rattachement principal.

International Journal of Migration and Border Studies

L'*IJMBS* a contribué à faire comprendre comment les logiques frontalières s'opposent aux réalités et aux vécus quotidiens des migrants. Des recherches ont mis en évidence la nature de plus en plus prolongée des voyages des migrants. Le transit est devenu la réalité quotidienne de nombreuses personnes migrantes. En conséquence, l'*IJMBS* a prêté une attention particulière à la notion de transit au sens d'un espace défini par des dispositifs restreignant la mobilité et par les mécanismes donnant-donnant susmentionnés.

Source : Idil Atak, rédacteur en chef. Le texte intégral est reproduit à l'appendice B.

Plan S : l'avenir de l'accès libre pour la recherche scientifique ?

Le Plan S est une initiative en faveur de l'accès libre de Science Europe et de l'envoyé de la Commission européenne pour l'accès libre (Open Access Envoy) qui a été lancée en septembre 2018 par un groupement de bailleurs nationaux de la recherche, avec l'appui de la Commission européenne et du Conseil européen de la recherche. Elle vise à rendre toutes les publications scientifiques financées par les bailleurs et conseils nationaux et européens de la recherche immédiatement disponibles, en accès libre, à compter du 1er janvier 2020. Les auteurs conserveront les droits d'auteur sur leurs publications, tandis que les bailleurs couvriront les droits de publication en accès libre appliqués par les éditeurs, qui seront normalisés et plafonnés.

La capacité du Plan S à instaurer un accès libre universel dépendra de la participation des bailleurs dans le monde entier. En avril 2019, le Plan S était soutenu par un groupement de quinze bailleurs nationaux de la recherche et quatre organisations philanthropiques en Europe et ailleurs. D'autres bailleurs attendaient la fixation du montant des droits de publication en accès libre, plafonnés, appliqués par les éditeurs et/ou étudiaient l'impact que le Plan S aura sur la recherche scientifique et son financement avant de rejoindre l'initiative^a. Certains éditeurs ont exprimé leur inquiétude quant aux incidences de l'initiative sur la liberté scientifique et la qualité de la recherche, étant donné que le choix de chercheurs sera limité, pour les éditeurs, à ceux qui acceptent les publications en accès libre^b.

30 Voir les listes établies par l'OIM des revues sur la migration en espagnol et en français, disponibles respectivement aux adresses www.iom.int/sites/default/files/our_work/ICP/MPR/Migration-Journals-ES.pdf et www.iom.int/sites/default/files/our_work/ICP/MPR/Migration-Journals-FR.pdf (toutes deux consultées le 18 juin 2019).

Plus les bailleurs à rejoindre « cOAlition S » seront nombreux, plus le Plan S sera susceptible de mettre fin au modèle commercial payant des éditeurs et d'assurer un accès libre aux travaux scientifiques dans le monde entier. Si cela est particulièrement important pour les chercheurs dans les pays en développement, dont les institutions ne possèdent pas toujours les ressources financières nécessaires pour payer les abonnements à des revues scientifiques, le Plan S pourrait bien créer un autre biais géographique : les publications en accès libre sera probablement hors de portée des chercheurs du Sud, dont les bailleurs ne seront pas en mesure de verser les droits de publication en accès libre appliqués par les éditeurs.

Des informations supplémentaires sur le Plan S sont disponibles à l'adresse www.coalition-s.org/.

a Rabesandratana, 2019.

b Kelly, 2019.

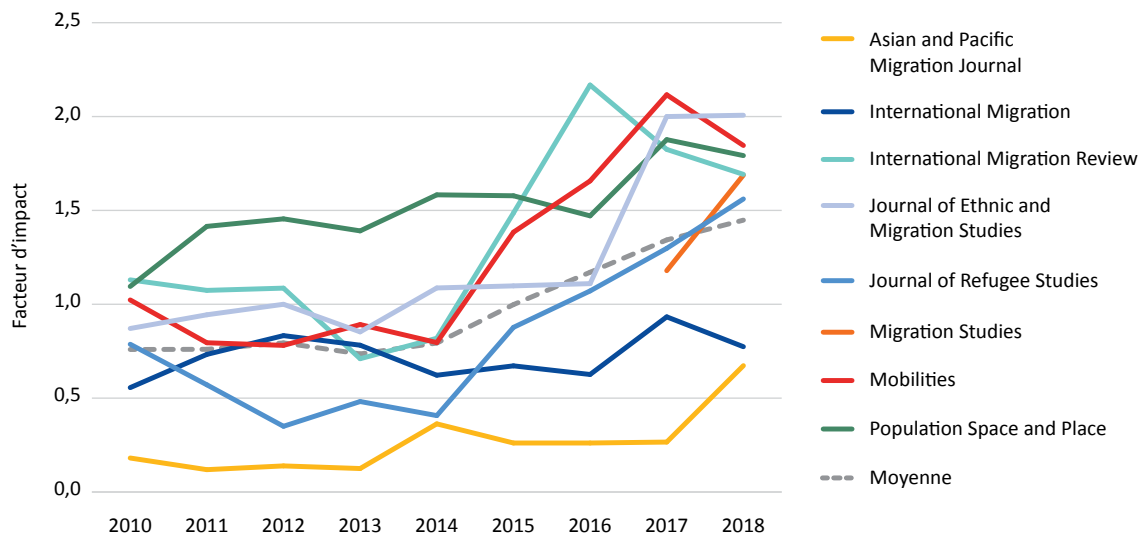
En dehors de la sélection de revues, il est probable que cette distribution inégale reflète la situation générale de la recherche sur la migration. En 2015, Jørgen Carling a dressé une liste des chercheurs de premier plan en matière de migration qui ont abondamment publié dans des revues faisant autorité sur le sujet. En conclusion, il juge frappant qu'aucune personne listée ne soit basée en Afrique ou en Amérique latine et que les six personnes basées en Asie travaillent toutes dans des pays d'immigration, et estime que ce biais géographique demeure un défi majeur pour la recherche sur la migration³¹.

Étant donné l'intérêt accru pour les questions de migration et l'augmentation des recherches et des analyses sur le sujet, on pourrait raisonnablement s'attendre à ce que la portée de ces travaux (grâce à l'élargissement du lectorat, par exemple) ait également progressé. Le facteur d'impact d'une revue³² – bien que largement critiqué – compte parmi les indicateurs en matière de publication scientifique. Il n'était toutefois disponible que pour trois des revues sélectionnées (*International Migration*, *International Migration Review* et *Migration Studies*). L'examen de ces trois revues et de celles étudiées dans le Rapport *État de la migration dans le monde 2018* semble indiquer une hausse (voir la figure 4). La récente augmentation moyenne du facteur d'impact laisse penser que les articles publiés dans ces revues bénéficient d'une plus grande attention : la citation d'un document signifie normalement que celui-ci a été lu, et que son contenu a permis d'enrichir la base de données factuelles et/ou d'alimenter les débats, de développer les connaissances ou d'éclairer les politiques et les pratiques migratoires.

31 Carling, 2015.

32 Le facteur d'impact est le rapport citations/publications. Pour une année donnée, il tient compte des citations et des publications des deux années précédentes. Pour plus d'informations, voir l'exemple à l'appendice A.

Figure 4. Facteur d'impact d'une sélection de revues



Source : <https://jcr.incites.thomsonreuters.com/> (site consulté le 21 juin 2019).

Note : L'International Journal of Migration and Border Studies, le Journal of Immigrant and Refugee Studies, le Journal on Migration and Human Security, le Refugee Survey Quarterly et la Revue Européenne des Migrations Internationales n'avaient pas été indexés par InCites au moment de la rédaction (juin 2019), tandis que la revue Migration Studies a été indexée dans InCites à partir de 2017. Le facteur d'impact est le rapport citations/publications.

Les indicateurs de publication fondés sur le nombre de citations (y compris le facteur d'impact) présentent indéniablement plusieurs limites et inconvénients³³. Premièrement, les citations ont tendance à s'accumuler lentement, étant donné les délais de publication universitaires et le temps nécessaire pour rassembler/publier les statistiques. Deuxièmement, les citations sont une préoccupation presque exclusivement universitaire, ce qui est l'une des raisons pour lesquelles d'autres mesures (examinées ci-après) ont été élaborées. Troisièmement, les citations ne permettent pas de mesurer la qualité des documents, mais de quantifier leur impact (voir l'appendice A pour plus d'informations sur ce point). Bien que l'indicateur des citations soit devenu une priorité pour les éditeurs universitaires et les chercheurs, il est probable que sa pertinence soit moindre hors de ces milieux.

De nombreux indicateurs sont actuellement mis au point pour les publications spécialisées afin d'en évaluer l'impact hors des milieux universitaires. L'un d'eux est le score d'attention Altmetric³⁴, qui indique le nombre de personnes exposées et associées à une production spécialisée³⁵. Pour tout produit de recherche, il donne un indicateur de l'attention qu'il a suscitée³⁶, certaines sources ayant plus de poids que d'autres. Ainsi, la

33 Pour un aperçu récent des limites du facteur d'impact, voir Williams et Padula, 2015. Pour une analyse plus large de l'usage abusif du facteur d'impact, voir PLoS Medicine Editors, 2006.

34 Voir www.altmetric.com (site consulté le 19 juin 2019).

35 Voir www.altmetric.com/about-altmetrics/what-are-altmetrics/ (site consulté le 19 juin 2019).

36 Disponible à l'adresse <https://help.altmetric.com/support/solutions/articles/6000060969-how-is-the-altmetric-attention-score-calculated->.

couverture dans les nouvelles a le poids le plus élevé (8), car il est facile d'imaginer que l'article de presse moyen a plus de chances d'attirer l'attention sur le produit de recherche que le tweet moyen³⁷. Les autres sources fortement pondérées sont les blogs (5), Wikipedia (3), les documents d'orientation (3) et Twitter (1). Les premiers scores Altmetric datent de 2012, et sont donc récents. Ils sont considérés comme des outils qui visent à mesurer la portée et l'influence en temps réel d'un article universitaire³⁸. Les milieux universitaires ont constaté une corrélation positive, quoique relativement faible, avec les citations³⁹, corroborant l'idée selon laquelle les indicateurs de citation et les mesures Altmetric portent sur des impacts liés entre eux mais distincts⁴⁰. Les mentions dans les blogs permettent tout particulièrement d'identifier les publications fréquemment citées⁴¹ – une constatation empirique qui confirme le poids assigné aux blogs dans l'algorithme Altmetric et souligne une fois de plus l'influence croissante de cette forme de diffusion de textes scientifiques.

Nous avons analysé les consultations/téléchargements ainsi que le score d'attention Altmetric de 410 articles relus par des pairs, publiés en 2017 et 2018 par six des huit revues examinées dans le présent chapitre (*l'International Journal of Migration and Border Studies* et la *Revue Européenne des Migrations Internationales* ne publiaient pas ces données au moment de la rédaction). Le score d'attention a été retenu pour deux grandes raisons : a) premièrement, il est librement accessible sur tous les sites Web des éditeurs des revues ; b) deuxièmement, les éléments factuels disponibles encouragent son utilisation, notamment pour suivre les produits de recherche récents⁴². Cette analyse a fait apparaître des aspects quantitatifs, tels que le nombre de mentions, consultations et/ou téléchargements des publications universitaires sur la migration. Le tableau 2 présente les dix articles ayant obtenu le score d'attention Altmetric le plus élevé dans la sélection de revues en avril 2019. Les scores élevés de ces articles ne sont toutefois pas significatifs du score Altmetric des 410 articles de notre échantillon. Seulement 21 articles (5 %) ont obtenu un score supérieur à 20 – environ l'équivalent d'une citation dans les nouvelles, et une citation dans un blog, plus cinq tweets. La plus grande partie des articles scientifiques (172, soit 42 %) a obtenu un score compris entre 2 et 20. Cependant, 75 articles (18 %) ont obtenu le score 2 ou moins, ce qui signifie qu'ils ont été mentionnés, au mieux, dans l'équivalent de deux tweets, et 142 articles (35 %) ont obtenu le score zéro, ce qui signifie qu'ils n'ont été cités par aucune source en ligne. Cela est entre autres lié au fait qu'ils ont été publiés récemment, et certains devraient susciter une attention accrue au fil du temps.

37 Ibid.

38 Warren, Raison et Dasgupta, 2017.

39 Costas, Zahedi et Wouters, 2015 ; Thelwall *et al.*, 2013.

40 Priem, Piwowar et Hemminger, 2012.

41 Costas, Zahedi et Wouters, 2015.

42 À l'instar de l'indicateur de citations, le score Altmetric présente des avantages et des inconvénients. Pour un examen plus approfondi, voir Bornmann, 2014.

Tableau 2. Dix articles ayant obtenu le score d'attention Altmetric le plus élevé dans une sélection de revues, 2017 et 2018

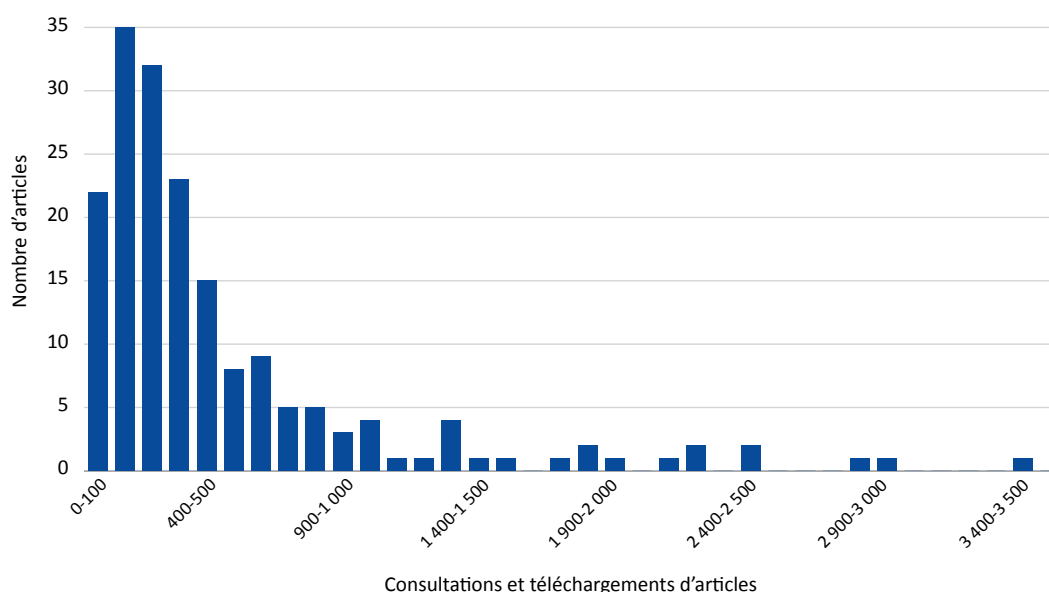
Article	Revue	Score
The 2,000 mile wall in search of purpose: Since 2007 visa overstays have outnumbered undocumented border crossers by a half million, R. Warrant et D. Kerwin	<i>Journal on Migration and Human Security</i>	139
Unpacking the presumed statelessness of Rohingyas, N. Kyaw	<i>Journal of Immigrant and Refugee Studies</i>	125
Between rootedness and rootlessness: How sedentarist and nomadic metaphysics simultaneously challenge and reinforce (dual) citizenship claims for Liberia, R.N. Pailey	<i>Migration Studies</i>	101
Does the legalization of undocumented immigrants in the US encourage unauthorized immigration from Mexico? An empirical analysis of the moral hazard of legalization, T. Wong et H. Kosnac	<i>International Migration</i>	50
The effect of visas on migration processes, M. Czaika et H. de Haas	<i>International Migration Review</i>	45
Refugee resettlement as an alternative to asylum, N. Hashimoto	<i>Refugee Survey Quarterly</i>	39
Repeat migration in the age of “unauthorized permanent resident”: A quantitative assessment of migration intentions postdeportation, D. Martinez, J. Slack et R. Martinez-Schuldt	<i>International Migration Review</i>	39
Sanctuary cities: Policies and practices in international perspective, H. Bauder	<i>International Migration</i>	38
The borders beyond the border: Australia’s extraterritorial migration controls, A.L. Hirsch	<i>Refugee Survey Quarterly</i>	35
Forced displacement in Turkey: Pushing the limits of the ECHR system, D. Dinsmore	<i>International Migration</i>	34

Note : L’International Journal of Migration and Border Studies et la Revue Européenne des Migrations Internationales ne publiaient pas ces données au moment de la rédaction (avril 2019).

Toutes les revues ne communiquent pas le nombre de consultations et de téléchargements de leurs articles. Au moment de la rédaction, une revue (*Journal of Immigrant and Refugee Studies*) communiquait uniquement le nombre de consultations, une autre (*Journal on Migration and Human Security*) seulement le nombre de téléchargements, et deux (*Migration Studies* et *Refugee Survey Quarterly*) le nombre de consultations et le nombre de téléchargements. Quatre revues (*International Journal of Migration and Border Studies*,

International Migration, International Migration Review et Revue Européenne des Migrations Internationales) ne fournissaient aucune donnée sur ces deux points. Pour pallier ce manque d'harmonisation, nous avons agrégé les consultations et les téléchargements. La figure 5 montre la distribution des consultations/téléchargements de 181 articles tirés des quatre sources disponibles, regroupés par centaines. En ce qui concerne les articles des sept revues examinées dans le Rapport *État de la migration dans le monde 2018*⁴³, l'asymétrie de la distribution – analogue à celle du score d'attention – met en évidence une portée relativement limitée. Seulement 24 articles (13 %) ont été consultés/téléchargés plus de 1 000 fois. Les données relatives aux consultations/téléchargements indiquent que la plupart des textes universitaires ont un lectorat assez restreint.

Figure 5. Distribution du nombre de consultations et de téléchargements de 181 articles publiés en 2017 et 2018 dans une sélection de revues



Source : Sites web des éditeurs des revues, 26-28 février 2019.

Note : Les revues *International Journal of Migration and Border Studies*, *International Migration Review* et *Revue Européenne des Migrations Internationales* ne communiquaient pas de données sur les consultations et les téléchargements au moment de la rédaction (avril 2019).

En résumé, notre analyse quantitative fait apparaître qu'une attention accrue est portée à la migration : le nombre croissant de publications et de citations sont le signe d'un vif intérêt pour le sujet, au moins au sein de la communauté universitaire. Le calcul du nombre de consultations/téléchargements et le score Altmetric semblent indiquer qu'il est possible d'améliorer la portée et d'augmenter le nombre de lecteurs de la production spécialisée sur la migration. L'un des principaux obstacles à surmonter pour y parvenir est le caractère payant des publications universitaires, ce qui limite considérablement leur accès au-delà des

milieux universitaires. Par exemple, les abonnés sont souvent des établissements universitaires, et le coût du téléchargement d'articles individuels pour les non-abonnés peut être prohibitif. L'accès libre aux publications universitaires permet des téléchargements gratuits, mais nécessite habituellement que l'auteur ou son établissement paie des droits aux éditeurs. De plus en plus de revues en accès libre (telles que *Comparative Migration Studies* et *Anti-Trafficking Review*) publient toutefois des articles sur la migration⁴⁴.

En outre, le jargon et le style universitaires tendent à être plus techniques que dans d'autres domaines de publication, et les sujets sont souvent plus spécifiques. Cependant, la diffusion des constatations, par l'intermédiaire des médias traditionnels ou des nouvelles formes de supports, offre à la recherche universitaire sur la migration la possibilité d'éclairer le discours public et politique. La portée potentielle des blogs sur la migration, par exemple, est examinée ci-après.

Journal on Migration and Human Security

Sans déroger à la rigueur universitaire et analytique, les articles du *JMHS* adoptent une approche des connaissances sur la migration centrée sur l'humain, en s'intéressant aux personnes (généralement) à risque, vulnérables et marginalisées qui sont mal comprises et souvent prises comme boucs émissaires dans les débats sur la politique migratoire. Tous les articles publiés par le *JMHS* doivent débiter par un résumé et se conclure par un ensemble de recommandations d'action, ce qui les rend plus accessibles aux décideurs, aux personnes qui influencent les politiques et au grand public. Le *JMHS* garantit aux auteurs potentiels que leurs travaux seront relus avec rigueur, publiés en temps opportun (sous réserve d'acceptation) et diffusés par le biais des bases de données des bibliothèques d'université et de recherche, de la liste de diffusion fournie du *JMHS* et de listes ciblées de décideurs, d'organes de presse et d'autres publics nourrissant un intérêt particulier pour le sujet. Le *JMHS* diffuse également ses articles sur les réseaux sociaux lors de leur publication, puis en réaction à des actualités et à des discussions politiques pertinentes.

Source : Donald Kerwin, rédacteur en chef. Le texte intégral est reproduit à l'appendice B.

Organisations intergouvernementales

Les contributions des principales institutions des Nations Unies qui s'occupent de la migration sont conformes à leurs mandats et reflètent les tendances et questions migratoires actuelles. Le tableau 3 donne des exemples de documents clés publiés en 2017 et 2018 par les entités des Nations Unies examinées dans le présent chapitre. Compte tenu du nombre élevé et de la variété des publications parues pendant ces deux années, le tableau présente uniquement des documents clés de portée mondiale.

44 L'accès libre signifie qu'un texte publié est accessible gratuitement, sans qu'il soit nécessaire de payer des droits ou de souscrire un abonnement. Voir l'encadré ci-dessus consacré au Plan S.

Tableau 3. Exemples de documents mondiaux clés publiés en 2017 et 2018

DAES		<i>International Migration Report 2017</i> <i>International Migration Policies Data Booklet, 2017</i> Ensemble de données sur les populations de migrants internationaux Ensemble de données sur les flux migratoires internationaux	2017 2017 En continu (2019) En continu
HCR		<i>Global Trends: Forced Displacement in 2017</i> <i>Global Trends: Forced Displacement in 2016</i> Base de données de statistiques démographiques	2018 2017 En continu
OIT		<i>ILO Global Estimates on International Migrant Workers – Results and Methodology</i> <i>Migrations de main-d'œuvre : nouvelle donne et enjeux de gouvernance</i> ILOSTAT	2018 2017 En continu
HCDH		<i>Principles and Guidelines, Supported by Practical Guidance, on the Human Rights Protection of Migrants in Vulnerable Situations^a</i>	2018
UNICEF		<i>A Child Is a Child: Protecting Children on the Move from Violence, Abuse and Exploitation</i> <i>Au-delà des frontières – Comment utiliser les pactes mondiaux sur la migration et les réfugiés en faveur des enfants déracinés</i> <i>Education Uprooted: For Every Migrant, Refugee and Displaced Child, Education</i>	2017 2017 2017
ONUDC		<i>Global Report on Trafficking in Persons 2018</i> <i>Global Study on Smuggling of Migrants</i> Portail d'information sur le trafic illicite de migrants	2018 2018 En continu
PNUD		<i>Climate change, migration and displacement^b</i>	2017
UNESCO		<i>Rapport mondial de suivi sur l'éducation : Migration, déplacement et éducation</i> <i>Migration and its Interdependencies with Water Scarcity, Gender and Youth Employment</i>	2018 2017
Banque mondiale		<i>Moving for Prosperity: Global Migration and Labor Markets</i> <i>Migration and Remittances: Recent Developments and Outlook – Transit Migration</i> <i>Migration and Remittances: Recent Developments and Outlook – Return Migration</i> Migration and Remittances Data	2018 2018 2017 En continu
Collaboration interorganisations	GMGc	<i>Handbook for Improving the Production and Use of Migration Data for Development^d</i> <i>Migration, Remittances and Financial Inclusion: Challenges and Opportunities for Women's Economic Empowerment^e</i>	2017 2017
	OCDE, OIT, OIM et HCR	<i>G20 International Migration and Displacement Trends Report 2018^f</i>	2018

Note : Le présent tableau n'indique pas tous les documents, tels que les documents de travail, mais uniquement les documents clés. Les publications de l'OIM sont examinées plus loin.

Sources : a) Document publié par le HCDH et le Groupe mondial sur la migration ; b) document publié par l'Overseas Development Institute (ODI) et le PNUD ; c) le GMGc était un groupe interorganisations au sein du système des

Nations Unies qui collaborait sur la migration – avant de devenir le Réseau des Nations Unies sur les migrations à la fin de 2018, il était composé de 22 organismes membres et doté d'une présidence annuelle tournante. Le GMG et le Réseau sont évoqués au chapitre 11 du présent rapport, consacré à la gouvernance mondiale des migrations ; d) document établi par l'Alliance mondiale pour le savoir sur les migrations et le développement (KNOMAD), Banque mondiale ; e) document établi par le département d'autonomisation économique d'ONU-Femmes, New York, pour le compte du GMG ; f) rapport dirigé par l'OCDE, et conjointement publié avec l'OIT, l'OIM et le HCR.

Le DAES coordonne l'assemblage de données, notamment dans le domaine de la migration, un processus qui a mis en évidence les limites auxquelles se heurtent les capacités des bureaux nationaux de la statistique⁴⁵. En 2017, sa Division de la population a publié le rapport *International Migration Report 2017*⁴⁶ – une publication biennale qui informe sur les niveaux et les tendances des migrations internationales d'importantes zones, régions et pays du monde ainsi que sur l'avancement de la ratification d'instruments juridiques relatifs à la migration. La Division de la population tient à jour la base de données des Nations Unies sur les migrations internationales, qui est l'ensemble de statistiques le plus complet sur les migrants internationaux par pays ou zone, classés par âge, sexe et pays ou région de naissance ou nationalité, ainsi qu'un ensemble de données plus restreint comprenant des données annuelles sur les flux migratoires internationaux pour 45 pays.

En sa qualité d'organisme des Nations Unies chargé d'offrir une protection, une assistance et des solutions aux réfugiés, le HCR publie de nombreux documents et possède un registre central, appelé « refworld », exclusivement consacré aux travaux de recherche. Publié chaque année en juin, *Global Trends*⁴⁷ est l'une des publications phares du Haut-Commissariat. Elle présente et analyse les tendances annuelles à l'échelle mondiale concernant les réfugiés et les autres populations relevant de la compétence du HCR. Le Haut-Commissariat est également la principale source de statistiques mondiales sur les réfugiés et les autres populations relevant de sa compétence, à travers sa base de données de statistiques démographiques en ligne.

L'OIT est un organisme normatif chargé de coordonner l'élaboration de normes internationales du travail et la supervision de leur mise en œuvre. Dans le cadre de ses efforts visant à améliorer la collecte et la production de statistiques sur la migration de main-d'œuvre, l'OIT fournit, dans son rapport *Global Estimates on Migrant Workers*⁴⁸, des estimations sur la proportion de travailleurs migrants dans la population mondiale de migrants. En 2017, l'Organisation a également publié le rapport *Migrations de main-d'œuvre : nouvelle donne et enjeux de gouvernance*⁴⁹ en vue d'éclairer l'élaboration d'une gouvernance juste et efficace de la migration de main-d'œuvre. Outre des données relatives à la migration de main-d'œuvre, la base de données ILOSTAT contient différentes statistiques liées au marché du travail qui sont également pertinentes pour la migration de main-d'œuvre.

Rattaché au Secrétariat des Nations Unies, le HCDH est la principale entité des Nations Unies chargée de promouvoir et de protéger les droits de l'homme de tous, y compris des migrants. Outre son appui aux mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme, tels que les organes conventionnels et les procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme, le HCDH publie de très nombreux documents pertinents. En sa qualité de coprésident de l'ex-Groupe de travail sur la migration, les droits de l'homme et le genre du GMG, il a dirigé l'élaboration du document *Principles and Guidelines, Supported by Practical Guidance, on the*

45 Davies et Woodward, 2014.

46 DAES, 2017.

47 HCR, 2019.

48 OIT, 2018.

49 OIT, 2017.

*Human Rights Protection of Migrants in Vulnerable Situations*⁵⁰, qui fournit aux États des orientations sur la mise en œuvre du droit international des droits de l'homme en vue de protéger les migrants qui se trouvent en situation de vulnérabilité sans pour autant faire partie de la catégorie juridique des « réfugiés ». Ceux-ci sont explicitement mentionnés dans le Pacte mondial sur les migrations dans le but d'« [é]laborer des politiques et programmes nationaux permettant de mieux répondre, à l'échelle nationale, aux besoins des migrants en situation de vulnérabilité »⁵¹.

Bien que la publication annuelle phare de l'UNICEF – *La situation des enfants dans le monde*⁵² – ne traite pas nécessairement des enfants migrants en tant que tels, cette organisation a publié en 2017 *A Child Is a Child: Protecting Children on the Move from Violence, Abuse and Exploitation*⁵³. Cette publication étudie les risques auxquels sont exposés les enfants migrants en raison de l'absence de voies de migration sûres et légales, et formule des recommandations d'action visant à mieux les protéger.

Dans le cadre de son mandat consistant à aider les États à lutter contre les crimes internationaux, l'ONUDC s'emploie à combattre la criminalité transnationale organisée, notamment la traite d'êtres humains et le trafic illicite de migrants, et produit divers rapports sur ces sujets. La quatrième édition du *Global Report on Trafficking in Persons*⁵⁴, parue en 2018, donne un aperçu des schémas et des flux de traite des personnes principalement fondé sur les cas de traite relevés entre 2014 et 2016. En 2018, l'ONUDC a publié sa première étude *Global Study on Smuggling of Migrants*⁵⁵, qui rend compte de l'ampleur et du fonctionnement du trafic illicite de migrants, des profils des personnes impliquées et des risques que courent les migrants. L'Organisation tient également à jour un portail d'information sur le trafic illicite de migrants dont le contenu (jurisprudence, bibliographie annotée et législation) vise à appuyer la mise en œuvre du Protocole des Nations Unies contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (2000)⁵⁶.

L'engagement du PNUD, qui est l'organisme des Nations Unies chargé du développement dans le monde, en faveur des objectifs de développement durable se traduit par un large éventail de programmes, visant notamment à mettre en place des mesures de développement à long terme en réponse aux migrations et aux déplacements. En 2017, le PNUD, de concert avec l'Overseas Development Institute (ODI), a publié le rapport *Climate Change, Migration and Displacement*⁵⁷, qui vise à rendre compte des articulations complexes entre changements climatiques et mobilité humaine.

Le mandat de l'UNESCO vise la consolidation de la paix par l'éducation, la culture et la science. L'édition 2019 de son *Rapport mondial de suivi sur l'éducation*⁵⁸, qui paraît chaque année, porte sur les migrations et les déplacements. La publication analyse les incidences de la mobilité humaine sur les systèmes d'éducation, et la manière dont ces systèmes peuvent contribuer à répondre aux défis que pose la mobilité humaine, en présentant des exemples de politiques fructueuses.

50 HCDH, 2018.

51 Assemblée générale des Nations Unies, 2018 : par. 23 l).

52 UNICEF, 2017a.

53 UNICEF, 2017b.

54 ONUDC, 2018a.

55 ONUDC, 2018b.

56 ONUDC, 2000.

57 PNUD et ODI, 2017.

58 UNESCO, 2018.

En sa qualité d'institution spécialisée des Nations Unies et d'établissement financier international de premier plan, la Banque mondiale publie de nombreux ouvrages, rapports et documents de travail sur l'importance des migrations pour la croissance et la prospérité économique, et suit les données relatives aux migrations et aux rapatriements de fonds entrants et sortants. Elle publie régulièrement des Migration and Development Briefs sur des questions d'actualité, les deux derniers numéros traitant des migrations de transit et de retour. Le rapport *Moving for Prosperity: Global Migration and Labor Markets*⁵⁹ (2018), qui fait partie de la série Policy Research Reports consacrée à la recherche sur les politiques, analyse la tension apparente entre, d'une part, les conclusions scientifiques sur les avantages économiques et sociaux des migrations et, d'autre part, le discours public hostile à l'immigration.

Des documents mondiaux clés ont également été publiés en 2017 et 2018 à la faveur d'une collaboration interorganisations. Avant de devenir le Réseau des Nations Unies sur les migrations à la fin de 2018, le GMG a produit des documents sur divers sujets liés à la migration, souvent sous la forme de manuels et de lignes directrices⁶⁰. En 2017, il a publié un manuel visant à aider les États Membres à produire et à utiliser des données sur la migration à des fins de développement (rédigé par ONU-Femmes). Il a également fait paraître un rapport sur la question des rapatriements de fonds et de l'inclusion financière des femmes migrantes (établi par l'Alliance mondiale pour le savoir sur les migrations et le développement, Banque mondiale). Parmi les publications clés résultant de la collaboration interorganisations, on peut citer le rapport *G20 International Migration and Displacement Trends Report 2018*⁶¹, établi par l'OCDE⁶² conjointement avec l'OIT, l'OIM et le HCR, qui expose les tendances et les défis politiques en matière de migration dans les pays du G20 et les États membres de l'Union européenne⁶³.

OIM

L'OIM a publié un large éventail de documents de recherche et d'analyse en 2017 et en 2018 – surtout sous la forme d'études et de rapports distincts, dont un grand nombre s'appuient directement sur des projets et sont souvent produits localement par les bureaux de l'OIM. Par exemple, le rapport *Making Mobility Work for Adaptation to Environmental Changes: Results from the MECEP Global Research*⁶⁴ est la publication finale du projet Migration, environnement et changement climatique : Données à l'usage des politiques, financé par l'Union européenne, qui évalue la base de données factuelles sur la migration et le changement climatique dans les six pays participant au projet, à savoir la République dominicaine, Haïti, le Kenya, Maurice, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et le Viet Nam.

59 Banque mondiale, 2018.

60 Le GMG était un groupe interorganisations composé de 22 organismes membres des Nations Unies collaborant dans le domaine de la migration.

61 OCDE, OIT, OIM et HCR, 2018.

62 Composée de 36 membres, l'OCDE a pour mission de promouvoir les politiques qui améliorent le bien-être économique et social des personnes dans le monde. Elle mène des recherches sur divers sujets, y compris sur la migration, dont le champ dépasse souvent ses pays membres et partenaires.

63 Les membres du G20 sont l'Afrique du Sud, l'Allemagne, l'Arabie saoudite, l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, la Chine, les États-Unis, la Fédération de Russie, la France, l'Inde, l'Indonésie, l'Italie, le Japon, le Mexique, la République de Corée, le Royaume-Uni, la Turquie et l'Union européenne.

64 OIM, 2017c.

L'encadré ci-dessous liste les publications clés de l'OIM en 2017 et 2018. En 2017, l'OIM a publié l'édition 2018 du Rapport *État de la migration dans le monde*⁶⁵, sa publication phare biennale. En 2018, l'Organisation a également relancé sa collection *Migration Research Series*, qui rassemble des recherches et des analyses pertinentes pour les politiques sur des questions migratoires diverses et complexes. La même année, des appels de résumés ont été diffusés sur des sujets évoqués dans le Rapport *État de la migration dans le monde 2018* en vue de susciter des recherches et analyses supplémentaires, et trois travaux ont été publiés. Par ailleurs, trois profils migratoires ont été publiés en 2017, et cinq en 2018. Financés en grande partie par le Fonds de l'OIM pour le développement, ils offrent des vues d'ensemble de la migration par pays, qui visent notamment à appuyer le renforcement des capacités des États Membres en matière de collecte de données, ainsi que de recherche et d'analyse sur la migration. La participation de l'OIM à des revues sur la migration – *International Migration et Migration Policy Practice* – a elle aussi largement contribué à l'étude de la migration.

Principales publications de recherche de l'OIM parues en 2017 et en 2018

Rapport *État de la migration dans le monde 2018*^a

Migration Research Leaders' Syndicate: Ideas to Inform International Cooperation on Safe, Orderly and Regular Migration^b

La migration et le Programme 2030 : Un guide à l'usage des praticiens^c

Fatal Journeys, Volume 3: Improving Data on Missing Migrants (Parts 1 and 2)^d

Atlas des migrations environnementales^e

Making Mobility Work for Adaptation to Environmental Changes: Results from the MECLEP Global Research^f

Migrant Smuggling Data and Research: A Global Review of the Emerging Evidence Base (volume 2)^g

Fiches de données (Data Briefings) du Centre mondial d'analyse des données sur la migration

Aide-mémoire sur la multithématique Migration, environnement et changement climatique

Profils migratoires (plusieurs rapports de pays, dont la Jamaïque, le Kenya, les Maldives, le Sénégal et le Zimbabwe)

a OIM, 2017e.

b OIM, 2017d.

c OIM, 2018.

d OIM, 2017a, 2017b.

e Ionesco, Mokhnacheva et Gemenne, 2017.

f OIM, 2017c.

g Triandafyllidou et McAuliffe, 2018.

En 2017 et 2018, l'OIM a également appuyé les États Membres dans le cadre du processus de consultation et de négociation du Pacte mondial sur les migrations en créant le Groupe de recherche sur la migration. La série de documents techniques succincts publiée en 2017 sous la forme d'un rapport (*Migration Research Leaders' Syndicate: Ideas to Inform International Cooperation on Safe, Orderly and Regular Migration*)⁶⁶ compte parmi les principales productions du Groupe de recherche sur la migration, présenté dans l'encadré ci-dessous.

Le Groupe de recherche sur la migration de l'OIM en 2017 à l'appui du Pacte mondial sur les migrations

L'initiative du Groupe de recherche novateur s'est appuyée sur les recherches et les connaissances de 36 des meilleurs spécialistes des politiques migratoires du monde, originaires des quatre coins de la planète.

Créé en 2017, le Groupe a été constitué afin que des savoirs techniques pointus et des connaissances approfondies viennent directement éclairer l'élaboration du Pacte mondial sur les migrations. Ses principales productions ont été les suivantes :

- Trois lectures recommandées par les membres du Groupe aux décideurs dans le domaine de la migration ;
- Documents techniques succincts sur des thèmes liés au Pacte mondial sur les migrations fournissant des éléments factuels, des analyses et des recommandations à l'intention des décideurs ;
- Blogs du Forum économique mondial, partenaire de l'OIM, sur des questions liées au Pacte mondial sur les migrations ;
- Participation des membres du Groupe aux consultations relatives au Pacte mondial sur les migrations au titre d'experts spécialisés et de membres de panel ;
- Plusieurs tables rondes du Groupe organisées au Siège des Nations Unies sur des sujets liés au Pacte mondial sur les migrations, y compris dans le cadre des négociations relatives au Pacte.

Pour des informations détaillées, voir OIM, 2017d.

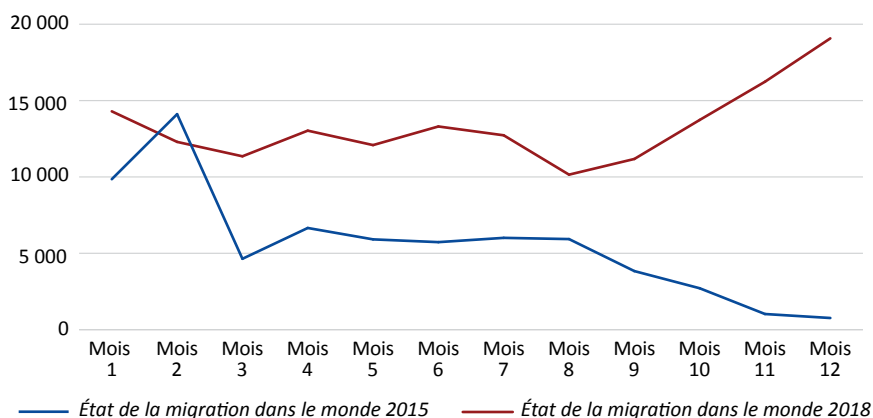
Ces dernières années, la librairie en ligne de l'OIM a été modernisée et améliorée. Créée en 2009 pour faciliter et élargir l'accès aux publications institutionnelles, elle est aujourd'hui capable de suivre et d'appuyer l'analyse des données relatives au nombre de téléchargements des publications de l'Organisation. Ces données apportent des éclairages sur l'accessibilité et la portée des publications de l'OIM, et complètent les enquêtes menées auprès des lecteurs sur certains produits. À la fin de 2018, la librairie contenait 1794 publications électroniques dans 28 langues, consultables pour la plupart gratuitement. Bien que les données sur les téléchargements ne permettent pas de déterminer la qualité des publications (comme on peut le faire au

66 OIM, 2017d.

moyen d'enquêtes auprès des lecteurs ou d'une relecture par les pairs, par exemple), elles n'en livrent pas moins des éléments de compréhension sur celles qui sont souvent téléchargées, ainsi que sur les thèmes qui y sont traités et la nature géographique des publications de recherche qui sont produites et consultées à l'échelle mondiale. En 2018, plus de 2 millions de téléchargements d'ouvrages ont été effectués à partir de la librairie de l'OIM.

En 2018, le Rapport *État de la migration dans le monde 2018* est devenu la publication de l'OIM la plus téléchargée de tous les temps, avec plus de 400 000 téléchargements dans le monde à la fin d'août 2019 (soit environ 620 téléchargements par jour). L'édition 2018 est le premier rapport publié après que des changements conséquents ont été apportés au contenu et aux processus d'assurance de la qualité de la série *État de la migration dans le monde*, avec notamment l'abandon d'un thème unique pour couvrir un éventail beaucoup plus large de données et d'informations clés sur la migration ainsi que des questions émergentes et complexes. Ces changements ont permis d'élargir le lectorat de la publication et de maintenir le niveau de téléchargements élevé par rapport aux éditions précédentes telles que le Rapport *État de la migration dans le monde 2015*, qui traitait uniquement des migrants et des villes (voir la figure 6). L'édition 2018 du rapport a par ailleurs été citée plus de 500 fois dans la littérature scientifique⁶⁷.

Figure 6. Téléchargements du rapport *État de la migration dans le monde 2018* par rapport à l'édition de 2015



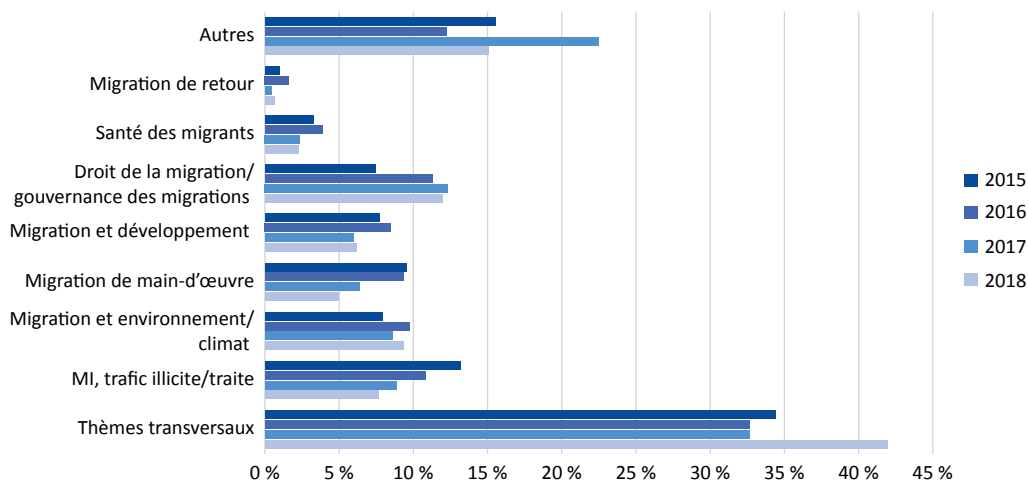
Source : OIM.

Note : Téléchargements mensuels à compter du lancement respectif des rapports, pour les versions anglaises uniquement.

L'examen des publications de recherche de l'OIM téléchargées plus de 1 000 fois montre que certains thèmes sont plus saillants que d'autres, les publications transversales occupant une place prépondérante – y compris, par exemple, les profils migratoires de pays, qui traitent de multiples questions thématiques. Le droit de la migration et la gouvernance des migrations ont suscité un intérêt accru en 2017 (voir la figure 7).

67 Le 14 octobre 2019, une recherche dans Google Scholar a donné 551 citations.

Figure 7. Proportion de téléchargements de produits de recherche de l'OIM par thème

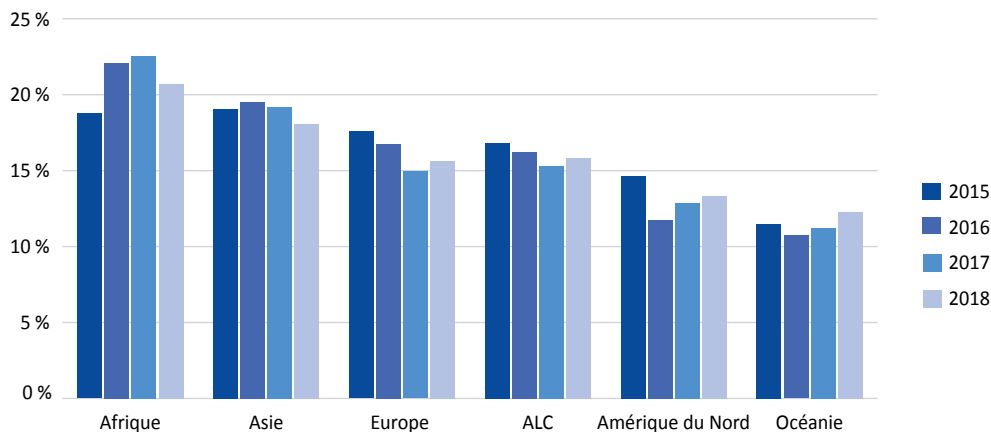


Source : OIM.

Note : « MI » signifie migration irrégulière. Seules les publications téléchargées plus de 1 000 fois en un an ont été prises en compte (les téléchargements en 2015 ont été calculés au prorata temporis, car on ne disposait pas de données pour l'ensemble de l'année). Les téléchargements pouvaient être classés par plus d'un thème. n = 5 547 808 téléchargements.

De manière générale, l'intérêt pour les recherches sur les différentes régions est resté relativement stable entre 2015 et 2018. Les publications traitant de l'Afrique ont été téléchargées davantage ces quatre dernières années (voir la figure 8), devant celle sur l'Asie, l'Europe, l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Amérique du Nord et l'Océanie.

Figure 8. Proportion de téléchargements de publications de recherche de l'OIM, par région



Source : OIM.

Note : Seules les publications téléchargées plus de 1 000 fois en un an ont été prises en compte (les téléchargements en 2015 ont été calculés au prorata temporis, car on ne disposait pas de données pour l'ensemble de l'année). Les téléchargements pouvaient être classés par plus d'une région. n = 5 547 808 téléchargements.

« ALC » signifie Amérique latine et Caraïbes. Classement fondé sur les régions géographiques établies par le DAES (voir le chapitre 3, appendice A) et n'impliquant ni reconnaissance ni acceptation officielle de la part de l'OIM.

Blogs

Conformément à la tendance générale qui fait apparaître un intérêt croissant pour la migration et la recherche y afférente, le nombre de blogs contenant des articles sur la migration est en hausse. Outre que l'essor et l'utilité du blogage ont été évoqués dans le chapitre 4 du Rapport *État de la migration dans le monde 2018*^a, un examen détaillé des évolutions qu'ont connues les blogs traitant spécifiquement de la migration dépasse le cadre du présent chapitre. On trouvera toutefois ci-après des exemples d'articles consacrés à cette question qui ont été lus par un grand nombre de personnes. Ils font apparaître que certains articles de blog peuvent trouver un public nombreux, et, de ce fait, ont des chances d'éclairer le débat sur la migration^b. Il importe de garder à l'esprit que les blogs ont tendance à porter sur des sujets « brûlants » ou polémiques, comme la migration irrégulière ou la migration massive, les réfugiés et les demandeurs d'asile, au détriment de questions moins litigieuses^c.

Exemples d'articles sur la migration publiés sur des blogs

Canada wants to take in more than 1 million new immigrants in the next 3 years, de Kate Whiting, publié sur le blog du Forum économique mondial le 3 décembre 2018 – **102 224 consultations**.

Why accepting refugees is a win-win-win formula, de Dany Bahar, publié sur le blog Up Front de la Brookings Institution le 19 juin 2018 – **24 094 consultations**.

Trump and AMLO are headed for a U.S.-Mexico blow-up, de Shannon O'Neil, republié sur le blog Latin America's Moment du Council on Foreign Relations (avec la permission de Bloomberg) le 30 juillet 2018 – **11 536 consultations**.

Beware the notion that better data lead to better outcomes for refugees and migrants, de Jeff Crisp, publié sur le blog Expert Comment de Chatham House le 9 mars 2018 – **4 991 consultations**.

The journey across America: understanding a nation's immigration experience, de Katy Long, publié par l'Overseas Development Institute, 2018 – **1 200 consultations**.

Note : Le nombre de lectures ou de consultations et les analyses correspondantes ont été communiqués par l'auteur du blog concerné en avril 2019.

a OIM, 2017e.

b Aldred *et al.*, 2008.

c Ozimek, 2012.

Conclusions

Dans le prolongement du Rapport *État de la migration dans le monde 2018*, le présent chapitre donne un aperçu des principales contributions rédigées par certains des plus grands auteurs de recherches et d'analyses au cours des deux dernières années civiles (2017 et 2018). Nous avons constaté que la tendance à long terme de la multiplication des travaux de recherche sur la migration s'est accentuée en 2017 et 2018 : l'année 2017 a enregistré un niveau record de publications universitaires sur la migration, égalé en 2018 (voir la figure 1). Ces deux années ont également été marquées par l'activité intense des organisations intergouvernementales, avec la publication d'un grand nombre de rapports mondiaux sur divers aspects de la migration (voir les exemples présentés dans le tableau 3).

La hausse des travaux publiés est incontestablement liée à l'importance de la question migratoire dans les sphères de l'action politique comme publique. Nous avons observé l'utilisation croissante de considérations sur la migration – ou plus exactement, dans certains cas, hostiles à l'immigration – comme outil politique, malgré l'existence d'éléments factuels qui montrent que les migrations n'ont enregistré aucun changement fondamental (sur le plan des niveaux ou des processus) justifiant un tel basculement du débat public (voir le chapitre 5 du présent rapport à ce sujet). Il est compréhensible que les spécialistes qui œuvrent à des travaux universitaires ou de recherche appliquée, ou dans la littérature blanche ou grise, aient souhaité rechercher la vérité et en rendre compte alors que les « fausses informations » et la « désinformation » envahissent de plus en plus les débats publics sur la migration dans le monde.

Dans la ligne des conclusions du Rapport *État de la migration dans le monde 2018*, il y a tout lieu de tirer parti des points forts des divers types de recherches publiées sur la migration. Certains des blogs les plus sérieux sur la question, par exemple, sont fondés sur des études soigneusement élaborées et menées et sur des analyses pertinentes qui s'appuient sur des années de recherche. Ils sont également en mesure de susciter un intérêt considérable, les données indiquant clairement qu'ils touchent de larges publics au-delà des milieux scientifiques. Le fait que des universitaires influents s'occupant de la migration choisissent de communiquer aux politiques et au grand public les conclusions de leurs recherches empiriques et théoriques sur des blogs atteste de la pertinence de cette forme. Nous observons également une prise de conscience à cet égard dans la manière dont on mesure l'impact des recherches. Le recours croissant à Altmetric, par exemple, qui mesure la portée d'un article de revue dans les publications non universitaires, met en évidence la nécessité grandissante de transmettre des connaissances fondées sur des recherches et des analyses rigoureuses à de plus larges publics. Cela ne devrait toutefois pas se faire au détriment du socle que constitue la recherche scientifique, régie par des normes de qualité exigeantes.

Dans ce chapitre, nous avons pour la première fois appréhendé les travaux de recherche et d'analyse sous un angle géographique. De précédents projets de recherche de l'OIM menés en partenariat avec des universitaires et des chercheurs du monde entier avaient clairement fait apparaître des déséquilibres⁶⁸. Notre examen de la sélection de revues et de publications de l'OIM en 2017 et 2018 a mis en évidence des différences importantes, selon les régions géographiques, sur le plan du thème, du volume et du rattachement des auteurs. Comme décrit plus haut, cet état de fait est incontestablement lié aux sources de financement (directes et indirectes) des recherches, la plupart d'entre elles émanant de pays prospères. Des efforts accrus et continus sont nécessaires pour renforcer l'appui des institutions de recherche et des chercheurs dans les pays en développement,

68 Voir, par exemple, OIM, 2017d ; McAuliffe et Lazcko, 2016 ; et Triandafyllidou et McAuliffe, 2018.

y compris en s'attaquant aux obstacles structurels existants en matière de financement et de capacités. L'analyse des travaux de recherche de l'OIM a confirmé les observations informelles indiquant que la mission de l'Organisation consiste pour une bonne part à mener des recherches axées sur des zones du monde en développement, en particulier en Afrique. Cependant, des efforts encore plus importants s'imposent alors que la grande majorité des pays du monde participent à la mise en œuvre du Pacte mondial sur les migrations – une entreprise qui profiterait grandement des travaux des universitaires et des chercheurs.

Enfin, nous encourageons là encore les décideurs, les praticiens, les chercheurs et d'autres à consulter les innombrables écrits sur la migration et à en tirer les enseignements dans un esprit critique. Nous insistons sur l'importance de mener des activités et des initiatives qui réunissent des universitaires, des praticiens et des décideurs spécialistes de la migration dans le cadre d'ateliers, de conférences, de séances d'information et de consultations. Bien que cela puisse parfois s'avérer ardu, combler le fossé existant entre l'action politique, la pratique et la recherche – si l'on procède de manière avertie – peut produire de considérables retombées bénéfiques pour tous.

Appendice A. Bref aperçu des publications universitaires

Le système de diffusion universitaire est centré sur la publication, dont certaines formes (comme les revues universitaires) jouissent d'une crédibilité et d'un poids bien supérieurs à d'autres (étant entendu que les différents éditeurs universitaires n'ont pas tous la même réputation). La publication des résultats de recherche dans des revues universitaires est sans doute l'objectif premier des chercheurs actuels⁶⁹. À elles seules, les revues représentent 40 % environ (16 % pour les livres) des recettes du marché de l'édition scientifique, technique et médicale, dont la taille était estimée à 25,2 milliards de dollars É.-U. en 2013⁷⁰. Grâce aux publications universitaires, les chercheurs partagent officiellement leurs constatations avec la communauté scientifique. Cet échange permet à d'autres chercheurs de connaître les dernières évolutions, de concevoir de nouvelles études pour combler les lacunes existantes en matière de connaissances, de comparer leurs résultats à ceux de leurs pairs et, peut-être, d'éviter de réinventer la roue. En outre, la publication est une façon d'enregistrer en continu ce qui a été découvert, quand et par qui – une sorte de registre juridique pour la science⁷¹. La première revue universitaire du monde – *Philosophical Transactions of the Royal Society* – est parue dès 1665. Elle était publiée par la Royal Society en vue de promouvoir les progrès de la science en partageant des résultats et des idées étayés par des données empiriques. Depuis, le nombre de revues universitaires de langue anglaise à comité de lecture a atteint 28 100 en 2014⁷². Il a été établi que la production scientifique dans le monde est multipliée par deux tous les neuf ans⁷³. Aujourd'hui, de nombreux chercheurs sont submergés par la masse d'écrits universitaires, si bien qu'il devient impossible de trouver le temps de tout lire, même sur le sujet le plus pointu.

Les publications sont au cœur de l'avancement de carrière des universitaires, alors que les spécialistes travaillant dans un environnement de recherche appliquée ne sont pas nécessairement soumis aux mêmes pressions pour publier. De façon générale, le système de reconnaissance universitaire est responsable de la forte hausse du nombre de publications, mais une augmentation quantitative n'est pas nécessairement synonyme d'augmentation de la « qualité » moyenne des travaux universitaires publiés.

La mesure de la qualité est une question complexe et controversée. S'agissant de la principale forme de production (articles de revue), on peut dire que la qualité d'un article est évaluée principalement *d'un point de vue qualitatif avant* la publication, et principalement *d'un point de vue quantitatif après* la publication. Le type d'évaluation qualitative réalisée avant la publication dans les revues universitaires est appelé « relecture (ou examen) par les pairs ». Le terme « pairs » signifie que les personnes qui relisent l'article qui leur est soumis sont censées avoir un niveau de connaissances égal (ou supérieur) sur le sujet considéré. Dans les milieux universitaires, la relecture par les pairs n'est presque jamais rémunérée. Depuis toujours, elle est considérée comme faisant partie des obligations professionnelles du chercheur⁷⁴. Une vaste enquête menée auprès de 40 000 auteurs d'articles a permis de constater que la plupart estiment que cet examen est indispensable à la communication des travaux de recherche universitaires. Quatre-vingt-onze pour cent des personnes interrogées ont dit que la relecture avait amélioré la qualité du dernier article qu'elles avaient publié, et

69 Les autres moyens de communication des travaux universitaires sont les livres, les exposés lors de conférences, les séminaires ou les listes de diffusion de courriels, pour ne citer que quelques exemples.

70 Ware et Mabe, 2015.

71 Sense About Science, 2005.

72 Ware et Mabe, 2015.

73 Van Noorden, 2014.

74 Ware et Mabe, 2015.

86 % ont déclaré qu'elles aimaient elles-mêmes relire et entendaient continuer à le faire⁷⁵. L'incitation la plus tangible qui pousse les chercheurs à relire le travail de leurs pairs est peut-être la reconnaissance qu'elle leur permet de gagner : en effet, les revues publient généralement chaque année un document de remerciement des relecteurs, dans lequel elles citent le nom des intéressés⁷⁶. Le fait de figurer sur ces listes peut améliorer le CV d'un chercheur, surtout s'il envisage de solliciter un financement ou de postuler à un emploi dans le domaine en question. Les relecteurs examinent minutieusement les méthodes, résultats et conclusions avant de soumettre leur recommandation (acceptation/révision/rejet) au rédacteur en chef de la revue. Le processus de relecture se poursuit jusqu'à ce que le rédacteur en chef soit satisfait du manuscrit, qui pourra ensuite entrer dans la filière de production (correction d'épreuves, composition typographique, publication en ligne et, éventuellement, impression). Généralement, le processus de relecture par les pairs dure entre quelques semaines et plusieurs mois, avec de grandes différences selon les disciplines et les revues. Après la publication, les résumés sont en accès libre, tandis que pour accéder au texte intégral, il faudra peut-être passer par des bibliothèques universitaires (qui paient généralement des abonnements aux éditeurs) ou acquitter un paiement à la consultation. Le modèle de la publication en « accès libre » permet à tout le monde de consulter gratuitement le texte intégral, avec l'aimable autorisation de l'institution de l'auteur qui aura réglé les droits de publication à l'éditeur.

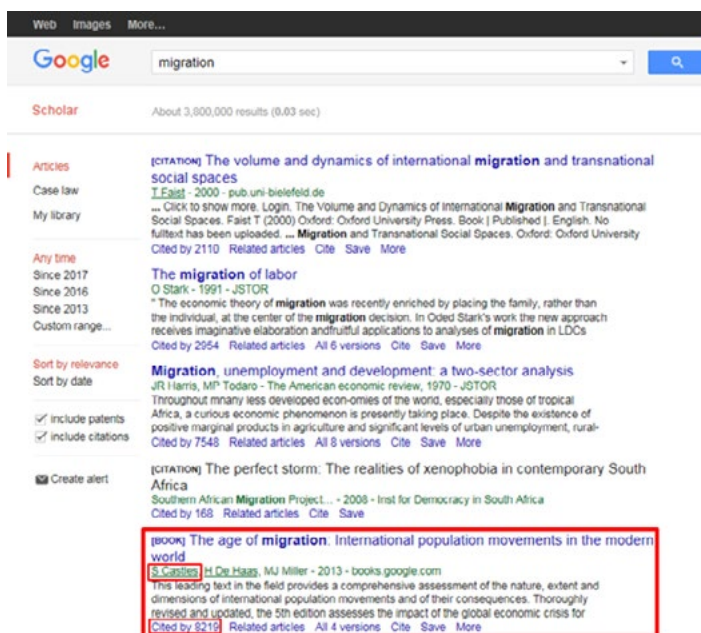
Le processus de relecture par les pairs consiste à examiner un texte avant sa publication en suivant principalement une approche qualitative, alors que l'évaluation des documents après publication est généralement le fruit d'une approche quantitative. La citation est la seule unité sur laquelle repose la bibliométrie (l'analyse statistique des publications écrites). Dit simplement, plus les citations sont nombreuses, plus l'impact est élevé et meilleure est la qualité supposée d'un journal, article ou ouvrage. Pour obtenir une mesure élémentaire du nombre de citations d'une publication, on peut se servir de [Google Scholar](#), le moteur de recherche le plus utilisé par les universitaires dans le monde. Par exemple, une recherche sur « migration » dans Google Scholar a donné 3,8 millions de résultats, et la première page suivante⁷⁷.

75 Mulligan, Hall et Raphael, 2013.

76 Voir, par exemple, <http://iovs.arvojournals.org/article.aspx?articleid=2277067>.

77 Les résultats de recherche peuvent varier selon les paramètres de l'utilisateur (par exemple, si celui-ci est connecté à Google) et l'emplacement géographique du fournisseur d'accès à Internet.

Figure 1. Exemples de résultats de recherche sur Google Scholar



On voit immédiatement (figure 1, en bas à gauche) que l'ouvrage « The age of migration: International population movements in the modern world » était cité par plus de 8 000 publications. En cliquant sur « Cited by 8219 », on peut voir toutes les publications ayant cité l'ouvrage depuis sa première édition (1993). En cliquant sur le nom de l'auteur (S. Castles), on peut voir les indices de citations de l'auteur.

En partant du nombre de citations brut, on peut calculer diverses « mesures d'impact » au niveau des publications, des auteurs, des revues, etc.. Par exemple, on utilise souvent le facteur d'impact d'une revue (rapport *citations/publications*) comme indicateur de substitution pour déterminer l'importance relative d'une revue, tandis que l'indice h^{78} permet de quantifier l'impact d'un auteur (bien que cet indice puisse aussi être calculé pour un service, une institution ou un pays). Le rapport citations/publications est établi le plus souvent à partir de l'examen d'un cycle de publication de deux ans sur une période de trois ans. Par exemple, pour déterminer le facteur d'impact de la revue X en 2015, on divise les 122 citations d'articles publiés en 2013 et 2014 par le nombre total d'articles publiés ces deux années-là (166), ce qui donne 0,735 (122/166).

Le débat sur l'utilité des mesures d'impact reste ouvert, le but étant de trouver le juste équilibre entre la nécessité, pour ceux qui financent la recherche, de connaître l'impact de leurs dépenses, et le souhait des universitaires de voir leurs travaux (et les financements correspondants) évalués avec objectivité. Récemment, de nouvelles mesures d'impact (« Altmetric ») ont été élaborées de façon à tenir compte, par exemple, du nombre de citations dans les journaux ou sur les blogs, Twitter, Facebook, etc..

78 L'indice h est le nombre de publications citées au moins h fois. Par exemple, X est l'auteur de quatre publications : A (citée 27 fois), B (citée 14 fois), C (citée 2 fois) et D (pas encore citée). L'indice h de X est actuellement de 2, mais il peut passer à 3 si la publication C est citée au moins une fois de plus.

On sait que la pression pour l'obtention de résultats au sein d'un système de reconnaissance universitaire qui valorise la publication dans les revues à comité de lecture présente certains grands inconvénients⁷⁹, en particulier sur le plan de la qualité. Il a été constaté que la culture du « publier ou périr » étouffait l'innovation dans la recherche⁸⁰, abaissait les normes de qualité des publications⁸¹, encourageait la fraude liée à la relecture par les pairs⁸² et nuisait à la capacité des chercheurs à mener des travaux de recherche appliquée adaptés aux besoins des responsables politiques⁸³. Dans le même temps, les universitaires sont poussés à mener des travaux innovants, à publier dans les grandes revues et à présenter des données factuelles aux décideurs et, à terme, à influencer sur les politiques⁸⁴.

79 Smith, 2006.

80 Foster, Rzhetsky et Evans, 2015.

81 Colquhoun, 2011.

82 Prosser Scully, 2015.

83 Cherney *et al.*, 2012.

84 Ibid.

Appendice B. Contributions de revues universitaires⁸⁵

*International Migration*⁸⁶

Rédacteur en chef : Howard Duncan

En 2017 et 2018, la communauté internationale, avec un degré de coopération rarement observé dans le domaine de la migration, a accepté deux ensembles de principes directeurs d'action : le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières et le Pacte mondial sur les réfugiés. Jamais nous n'avions été témoins d'un tel aveu de l'importance mondiale que revêtent les migrations et d'une ambition si largement partagée de mieux gérer les migrations internationales de toutes natures ainsi que leurs effets sur les migrants, leurs sociétés de destination et leurs pays d'origine. Ces accords sont nés d'un sentiment de crise, en particulier en ce qui concerne la région méditerranéenne ; nous attendons maintenant de voir si l'espoir qu'ils font naître se traduira par des résultats tangibles. Le propriétaire d'*International Migration*, l'Organisation internationale pour les migrations, a largement contribué aux efforts déployés en vue d'aboutir à ces accords, en particulier au Pacte mondial sur les migrations. Depuis la précédente édition du Rapport *État de la migration dans le monde*, l'OIM est devenue membre du système des Nations Unies. Désormais forte de plus de 170 États Membres, l'OIM est une organisation véritablement mondiale. La présente revue, en conséquence, peut elle aussi revendiquer un statut mondial en ce que ses auteurs sont originaires du monde entier, sans qu'un pays particulier domine sa production. *International Migration* se félicite de sa portée mondiale, à laquelle elle est parvenue en dépit des défis liés à la publication de travaux, relus par des pairs en double aveugle, provenant de pays moins développés.

International Migration continue de publier à l'intention des communautés tant universitaires que politiques du monde entier, et continuera d'exiger que ses articles traitent de sujets liés aux politiques. En 2017, la revue est allée plus loin en lançant une série d'entretiens ponctuels avec des responsables politiques de haut rang, notamment des ministres nationaux responsables de la gestion des migrations. Trois de ces entretiens ont été publiés en 2017 et 2018, avec des contributions des ministres chargés des migrations du Canada, de l'Allemagne et de l'Australie. Fidèles à nos ambitions mondiales, nous avons interrogé les ministres non seulement sur les politiques migratoires de leurs pays, mais également sur leur approche des discussions menées aux Nations Unies au sujet des pactes mondiaux. À l'instar des connaissances sur les migrations, la politique migratoire peut susciter force controverses – les questions litigieuses n'ont pas été éludées lors de ces entretiens.

Au cours des deux années qui viennent de s'écouler, nombre de numéros spéciaux et de sections spéciales de numéros habituels ont été publiés sur proposition, pour la plupart, de membres de la communauté universitaire. Une large couverture géographique et thématique a été assurée, dont voici quelques exemples :

- Interculturalism in Times of Crisis (Bello et Bloom)
- Cultivating the Migration-Food Security Nexus (Crush et Caesar, dir. publ.)
- Peace Processes and Durable Returns (Stefanovic et Loizides, dir. publ.)

85 Les contributions reproduites dans le présent appendice ont été communiquées par le ou les rédacteurs en chef des revues citées et elles n'ont pas été éditées.

86 Les articles cités peuvent être consultés à l'adresse <https://onlinelibrary.wiley.com/journal/14682435>.

- *Blessed Be the Ties: Health and Healthcare for Migrants and Migrant Families in the United States* (Ervin, Hamilton et Lopez-Carr, dir. publ.)
- *Labour Migration in Europe: Changing Policies – Changing Organizations – Changing People* (Laubenthal, dir. publ.)
- *Subjective Perceptions Related to Migration* (Amit et Blum, dir. publ.)
- *Migration and Social Class* (Bonjour et Chauvin, dir. publ.)
- *Precarity, Illegality, and Temporariness: Implications and Consequences of Canadian Migration Management* (Hari et Liew, dir. publ.)

Sélection de tendances thématiques

Les écrits universitaires sur la migration reflètent en partie les tendances des phénomènes et des politiques migratoires ainsi que les évolutions des ouvrages publiés et de la théorie touchant aux migrations. En règle générale, un décalage perceptible survient entre l'apparition d'un phénomène et celle d'écrits scientifiques en raison du temps nécessaire aux recherches, puis à la publication. Les travaux sur la crise des réfugiés syriens commencent désormais à affluer, et ceux sur les pactes mondiaux des Nations Unies devraient apparaître à partir de 2019. Cependant, en revenant légèrement en arrière, à 2017 et à 2018, on observe des publications sur des tendances et phénomènes antérieurs, dont voici une sélection.

Vulnérabilité des migrants

Dans une large mesure, les pactes mondiaux des Nations Unies témoignent des inquiétudes mondiales actuelles quant à la protection des droits de l'homme des migrants. Bien que les avantages que les migrants apportent à leurs sociétés de destination et d'origine soient clairement établis, les États sont désormais priés de placer les besoins des migrants au premier plan et d'apporter leur aide, en particulier eu égard aux droits de l'homme. En parallèle, de nombreux universitaires ont étudié les vulnérabilités des migrants ces deux dernières années, qu'elles concernent la traite d'êtres humains (Rocha-Jiminez *et al.*), les écarts de revenus par rapport aux ressortissants (Wu *et al.*), d'autres formes de discrimination (Gong), les conditions de travail proches de l'esclavage (Palmer) ou les disparités en matière de fourniture de soins de santé (Geeraert), ou qu'il s'agisse de vulnérabilités propres aux réfugiés ainsi qu'aux femmes et aux enfants (Pavez-Soto et Chan), ou encore des vulnérabilités des entrepreneurs migrants qui se trouvent en situation de concurrence avec des locaux (Pineteh).

Familles et migration

Lorsque Oded Stark et David Bloom ont publié en 1985 l'article « *The New Economics of Labour Migration* », désormais incontournable, ils ont non seulement ouvert une nouvelle vision de l'économie migratoire, mais aussi amorcé des recherches soutenues sur les articulations entre migration et développement, le rôle des rapatriements de fonds dans la migration, la manière dont les personnes décident de migrer et le rôle de leurs familles dans ces décisions. L'attention prêtée aux familles dans la littérature sur la migration continue de croître, et *International Migration* compte parmi les revues qui ont perçu cette évolution. Un grand intérêt est porté aux membres de la famille restés au pays, aux difficultés émotionnelles qu'ils peuvent rencontrer telles que décrites par Fuller, malgré les TIC modernes ; aux effets sur la scolarité tels que décrits par Yabiku et Agadjanian, d'une part, et par Kuépié, d'autre part ; et aux effets sur les mariages proprement dits, qui,

comme cela a été démontré par Davis et Jennings, d'une part, et par Silver *et al.*, d'autre part, peuvent être très préoccupants. Cependant, d'autres migrent précisément pour se marier, et ce phénomène a suscité une attention marquée, en particulier en Asie et plus précisément en Corée du Sud, où la migration à des fins de mariage représente une large part des migrations à destination de ce pays. Les familles multiculturelles ainsi formées sont l'objet de l'étude de Kim et Kilkey sur les résultats en matière d'intégration des épouses étrangères en Corée du Sud. Kim et Kilkey se sont penchés sur la politique du pays concernant les familles multiculturelles, dont ils estiment qu'elle a été conçue dans l'optique de la population future du pays ; tandis que Cho examine les aspects culturels de la migration à des fins de mariage vers ce pays. Cependant, les perspectives démographiques pourraient ne pas être aussi prometteuses que certains l'espèrent si l'on en croit les conclusions de Mora, Fernandez et Torre sur le taux de fécondité des personnes qui migrent en Espagne et aux États-Unis.

Migration et développement

Le lien entre migration et développement fait partie des sujets les plus récurrents des travaux récents, et constitue un champ qui a été largement dynamisé par les réflexions menées au sein de la communauté internationale. L'axe principal de ces études demeure les rapatriements de fonds, tant sur le plan de leurs effets que de la propension des migrants à y procéder. L'étude de Koff porte sur la philanthropie des diasporas, tandis que Petreski, Petreski et Tumanoska ont examiné les effets des rapatriements de fonds sur la vulnérabilité des ménages. Urama *et al.* ont étudié les incidences des rapatriements de fonds sur le volume travaillé dans le pays d'origine ; Akcay et Karasoy ont rapproché rapatriements de fonds et consommation calorifique ; Arouri et Nguyen ont établi un lien solide avec la réduction de la pauvreté ; Kumar *et al.* ont observé une forte corrélation avec la croissance économique à long terme ; Valatheeswaran et Khan ont relevé les effets positifs sur l'éducation des enfants restés au pays ; et Agwu, Yuni et Anochiwa ont constaté que les rapatriements de fonds contribuent à combler le fossé entre les couches sociales à revenu faible et à revenu moyen.

Domaines d'étude émergents : entrepreneuriat des immigrants, migration climatique et villes

Dans le cadre de l'étude des avantages économiques de la migration pour les sociétés de destination, on a beaucoup réfléchi aux migrants en tant qu'employés. Une attention moindre a été prêtée aux entrepreneurs migrants, qui semblent toutefois constituer un domaine d'intérêt croissant pour les universitaires. Chavan et Taksa ont étudié des entrepreneurs indiens en Australie présentant un niveau élevé de capital humain, et formulé des suggestions sur la manière dont l'action publique pourrait renforcer les avantages qu'ils apportent à l'économie australienne. L'analyse de l'entrepreneuriat transnational effectuée par Brzozowski, Cuccellelli et Surdej est axée sur les entrepreneurs dans le domaine des TIC en Italie. Les entrepreneurs somaliens en Afrique du Sud connaissent un sort moins heureux, leur présence étant perçue comme une menace, ce qui les force à adopter des mécanismes de défense adaptés.

Il n'est pas surprenant que les universitaires écrivent de plus en plus sur les migrations climatiques, certains s'intéressant aux États insulaires constitués d'atolls dont l'existence même pourrait être menacée par les changements climatiques. Yamamoto et Esteban ont étudié les politiques migratoires en tant que mesures d'adaptation aux effets de l'élévation du niveau de la mer sur ces États. Dans une étude pionnière, Rahaman *et al.* ont analysé les effets sur la santé des migrants climatiques qui vivent dans des taudis, dont la densité de population pourrait encore augmenter à proximité des zones où les changements climatiques entraîneront une urbanisation accrue.

Les villes sont de loin la destination de la plupart des migrants, et de nombreux articles mentionnent systématiquement les villes. Parmi les articles ayant suscité une attention marquée ces deux dernières années, on peut citer le travail de Bauder sur les villes sanctuaires, dans lequel il a comparé des villes qui se décrivent comme des villes sanctuaires aux États-Unis, au Royaume-Uni et au Canada, et la manière dont elles accueillent les populations dépourvues de documents. Il a constaté que le concept de ville sanctuaire était extrêmement ambigu, l'a analysé dans différents lieux en recherchant des points communs, et a observé que les principes appliqués dans un lieu étaient souvent exportés dans d'autres lieux à l'aide de moyens de télécommunication modernes ou par des militants qui se déplacent.

Ce bref aperçu ne prétend pas rendre compte de toutes les questions traitées par les auteurs qui publient dans *International Migration*. Si des thèmes communs se détachent nettement, nos auteurs ont également présenté des nouveautés et couvert des sujets moins courants tels que les migrants dans les sociétés militaires privées, l'exode des compétences des économies développées, les articulations entre catastrophes naturelles et traite d'êtres humains, les conditions proches de l'esclavage que subissent des migrants dans le secteur de la pêche, ou encore le lien entre les attitudes à l'égard des migrants et la propension à accepter les risques de la vie. Nous saluons le travail fourni par nos auteurs dans le but de dynamiser notre réflexion collective sur les migrations internationales, un sujet qui offre d'innombrables possibilités.

*International Migration Review*⁸⁷

Rédacteurs en chef : Jamie Winders, Pieter Bevelander, Cynthia Feliciano, Filiz Garip et Matthew Hall

L'*International Migration Review (IMR)* est axée sur l'étude interdisciplinaire des migrations internationales. La revue publie entre 30 et 40 articles par an, ainsi que des notes de recherches et des comptes rendus d'ouvrages plus succincts. Animée par une équipe de rédaction interdisciplinaire provenant des champs de l'économie, de la sociologie et de la géographie, et dirigée par un comité de rédaction interdisciplinaire et international, l'*IMR* entend publier des articles qui, à la fois, s'appuient sur d'abondantes données empiriques et repoussent les frontières de la manière, du lieu et du point de vue dont nous examinons les migrations internationales dans leur complexité. L'interaction entre les deux « I » associés à l'*IMR* – interdisciplinaire et international – définit ce que nous recherchons, en notre qualité de rédacteurs en chef, dans les publications. Parmi les manuscrits soumis à l'*IMR*, nous accordons la priorité à ceux dont la portée dépasse les frontières de disciplines, points de vue ou approches méthodologiques spécifiques, et qui inscrivent leurs conclusions au regard de tendances internationales plus larges.

Un examen minutieux des publications de l'*IMR* depuis 2016 (une centaine d'articles) met en évidence un certain nombre de tendances⁸⁸. Premièrement, sur le plan géographique, environ 80 % des articles visaient l'Amérique du Nord ou l'Europe de l'Ouest, une part bien moindre l'Asie (à peine plus de 10 %), et une proportion encore plus faible l'Amérique latine, le Moyen-Orient ou l'Afrique. Cette couverture géographique inégale reflète l'une des principales faiblesses de la recherche sur la migration : l'attention réduite qu'elle prête aux dynamiques migratoires en dehors de l'Amérique du Nord et de l'Europe de l'Ouest. Elle met également

87 Les articles cités peuvent être consultés à l'adresse <https://journals.sagepub.com/home/mrx>.

88 Cet examen repose sur des articles officiellement publiés dans un volume de l'*IMR*. Il ne prend pas en compte les articles publiés en ligne « en avant-première » qui n'ont pas encore été assignés à un volume de la revue.

en exergue les difficultés rencontrées par les chercheurs qui adoptent une approche géographique plus large des migrations internationales lorsqu'ils tentent de positionner leurs travaux par rapport aux perspectives hégémoniques de deux régions du monde.

Deuxièmement, si nous examinons les populations étudiées dans *l'IMR*, au-delà d'une attention générale portée aux migrants internationaux, on relève une attention égale portée aux groupes de personnes nées dans le pays et de la deuxième génération, un nombre significatif d'articles traitant des jeunes immigrants, mais bien moins traitant des réfugiés. On peut donc en déduire que la question des générations occupe une place centrale dans les articles de *l'IMR*, mais que les distinctions *et les recoupements* entre les différents types de migrants (migrants qualifiés, réfugiés, demandeurs d'asile, etc.) font l'objet d'analyses plus succinctes. Il n'est pas surprenant qu'une grande partie des recherches sur l'Amérique du Nord soit consacrée à certains aspects de la migration mexicaine, tandis que bon nombre des travaux relatifs à l'Europe de l'Ouest portent sur les expériences des migrants musulmans ou les attitudes à leur égard, ces deux groupes – les migrants mexicains et les migrants musulmans – formant ainsi le prisme au travers duquel de nombreux travaux récents ont analysé les migrations internationales dans leur complexité.

Troisièmement, sur le plan méthodologique, les articles de *l'IMR* se basent en premier lieu sur des données d'enquête, notamment sur des données administratives longitudinales et des données d'enquête répétée, qui sont appréhendées de différentes manières. *l'IMR* publie également de fructueuses études ethnographiques, bien qu'en plus petit nombre, ainsi que des travaux fondés sur des entretiens et des groupes de discussion. Bien que peu communes, les études basées sur les mégadonnées, l'imagerie satellitaire et les expériences sur le terrain parachèvent le solide ensemble de méthodologies représentées dans la revue. Enfin, si les publications de *l'IMR* traitent de sujets variés, du bien-être des migrants à la santé des immigrants et aux stéréotypes, elles portent de manière générale sur les politiques relatives à l'immigration, les mentalités, l'éducation, les activités des familles et des ménages, les tendances en matière d'emploi et de salaires, le statut juridique, ainsi que les idéologies et les dynamiques sexospécifiques.

Au-delà de ce tableau général, quelles ont été les principales contributions de *l'IMR* depuis 2016 ? Nous présentons ici quelques-unes de ces contributions qui, d'après nous, incarnent l'ambition de *l'IMR*, qui entend orienter les connaissances existantes sur les migrations internationales vers des directions nouvelles ou différentes. Une partie de ce travail d'« orientation » est à la fois politique et stratégique. L'article de Beaman sur la deuxième génération en France (2016), par exemple, a montré que les enfants adultes de migrants originaires d'Afrique du Nord ne jugeaient pas l'identité religieuse, en particulière musulmane, incompatible avec l'identité française. Au contraire, ces jeunes adultes se considéraient « aussi français que les autres », ébranlant ainsi les arguments publics et universitaires sur la nature mutuellement exclusive des identités religieuse et nationale/laïque en Europe.

Dans une veine politique similaire, Marie-Laurence Flahaux (2017) a étudié la migration de retour sénégalaise et constaté que les migrants étaient moins enclins à rentrer au Sénégal lorsque la possibilité de retourner dans le pays d'accueil était réduite. Le travail de Flahaux suggère, et cela a été corroboré dans une étude des données mondiales sur la migration et les visas menée par Mathias Czaika et Hein de Haas (2017), que les restrictions migratoires tendent à réduire la migration circulaire et à encourager les migrants à s'installer à titre permanent dans le pays d'accueil – la décision *politique* de durcir les frontières ayant alors pour résultat involontaire de transformer la migration circulaire en installation permanente.

D'autres articles de *l'IMR* se joignent au débat interdisciplinaire sur l'assimilation en examinant des mesures standard telles que les schémas conjugués et linguistiques, et des mesures moins courantes telles que les

normes relatives aux mensurations corporelles (Altman, Van Hook et Gonzalez, 2017). L'article de Mieke Maliepaard et Richard Alba sur l'intégration culturelle des enfants de parents musulmans aux Pays-Bas, publié en 2016, analyse les normes sexospécifiques de ce groupe. Les auteurs concluent qu'il est trop simpliste d'avancer l'argument de l'assimilation des normes néerlandaises ou de la conservation de vues sexospécifiques « traditionnelles » pour expliquer les idéologies sexospécifiques complexes – parfois contradictoires – de ce groupe, en soulignant la nécessité de décomposer les dynamiques internes au sein des communautés ethniques. Ayumi Takenaka et ses coauteurs (2016) sont allés plus loin dans ce sens en examinant la mobilité économique des immigrants au Japon. D'après eux, l'argument courant de l'assimilation n'explique pas entièrement la réussite ou l'échec économique des immigrants au Japon, démontrant que les théories sur la migration requièrent une base géographique plus diversifiée.

Les relations interpersonnelles constituent un autre thème central des publications de *l'IMR*. L'article de Benjamin Schulz et Lars Leszczensky sur les schémas amicaux entre les jeunes nés en Allemagne et les jeunes immigrants en Allemagne, paru en 2016, fait apparaître, selon les origines des immigrants examinées (Yougoslavie, Europe du Sud, Turquie et Pologne), des liens différents entre l'identification nationale avec l'Allemagne et la proportion d'amis nés dans le pays, ce qui met en évidence la nécessité d'examiner d'un œil critique les différences entre les groupes d'immigrants. Judith Koops et ses coauteurs (2017) ont affiné ce modèle pour étudier le contact non seulement entre des minorités ethniques et la population majoritaire, mais aussi entre les différents groupes d'immigrants. Les auteurs ont observé différents schémas entre ces deux types de dynamiques, et plaident en faveur d'un examen des interactions entre les groupes ethniques minoritaires dans le cadre de l'étude des migrations internationales.

Bien que de nombreux articles de *l'IMR* s'inscrivent dans une perspective nationale, d'autres avancent de solides arguments en faveur d'une étude des dynamiques locales. L'article d'Andrew Felenon (2017) analyse les résultats en matière de santé des immigrants mexicains aux États-Unis, et relève un avantage sur le plan de la survie chez les immigrants mexicains ayant choisi de nouvelles destinations, remettant en cause les thèses universelles sur les effets protecteurs des enclaves d'immigrants sur la santé. Amrita Pande (2018) adopte une échelle encore plus fine dans son étude des travailleurs domestiques migrants au Liban, qui invite à se pencher sur les espaces « intimes » du quotidien que ces travailleurs migrants utilisent pour résister et qui complexifient les images dominantes des travailleurs migrants et de leurs réalités.

Un certain nombre d'articles de *l'IMR* traitent de notions fondamentales telles que la citoyenneté, en examinant les articulations entre concentration résidentielle et taux de naturalisation (Abascal, 2017) ou en offrant des aperçus synthétiques des connaissances sur la citoyenneté dans les études sur la migration (Bloemraad et Sheares, 2017). D'autres s'attaquent à des notions prisées dans le discours public touchant aux migrations internationales, comme celle de « crise », et mettent en évidence l'effet politique de ces termes tout en démontrant comment une « crise » peut sembler bien ordinaire à des migrants qui subissent déjà des « crises » chroniques à évolution lente (Bylander, 2018).

Nous espérons qu'à l'avenir, *l'IMR* continuera de briguer des travaux rigoureux, novateurs et interdisciplinaires. Élargir la couverture géographique des publications de la revue est un objectif déclaré, de même que le traitement de thèmes nouveaux tels que la migration forcée et liée au climat, les effets des nouveaux médias sur les expériences des migrants, et l'incorporation de la science des données dans les études sur la migration. Si les recherches empiriques approfondies et détaillées qui sont au cœur de *l'IMR* conservent une place de choix, nous espérons également accueillir des travaux davantage axés sur la fixation de priorités d'action, comme la récente étude de Tomas Jiménez et de ses coauteurs (2018) sur le « prochain chapitre » de l'étude

de l'assimilation. L'interaction entre recherche empirique et travail théorique, d'une part, et entre la mise à l'épreuve et la proposition de théories, d'autre part, est au cœur du travail interdisciplinaire et, nous espérons, guidera le cheminement de *l'IMR* d'ici notre prochain compte rendu.

*Journal of Immigrant and Refugee Studies*⁸⁹

Rédactrice en chef : Anna Triandafyllidou

Le *JIRS* est l'une des rares revues universitaires à traiter le double thème des migrants de travail et des demandeurs d'asile/réfugiés, et à offrir un spectre réellement interdisciplinaire qui s'étend du travail social et de la politique sociale aux études ethniques et sur la migration en passant par les discours médiatiques et publics, sans oublier les politiques et les pratiques en matière d'asile. Si la revue couvrait initialement l'Amérique du Nord, elle s'intéresse désormais davantage à l'Europe ainsi qu'à la région Asie Pacifique et, dans une certaine mesure, à l'Asie du Sud et de l'Est. Par ailleurs, les articles sur le Moyen-Orient, notamment sur la Turquie et sur le conflit syrien, se sont multipliés ces dernières années.

Les contributions publiées dans la revue peuvent être situées sur deux grands axes.

Le premier axe thématique réunit diverses approches quantitatives et qualitatives de l'étude des processus d'arrivée, d'installation et d'intégration des migrants/demandeurs d'asile. Celles-ci comprennent des articles qui portent sur les politiques et les pratiques en matière de réinstallation, et analysent l'action des organisations gouvernementales et non gouvernementales ainsi que des autorités locales en ce qui concerne l'aide à l'arrivée et l'intégration. Il est intéressant de noter que nous avons publié des articles sur les difficultés que rencontrent les travailleurs sociaux et les organisations de la société civile dans le cadre de leurs interventions, mais aussi des travaux sur les obstacles à l'intégration auxquels se heurtent les migrants et les réfugiés installés une fois arrivés dans le pays de destination. La dimension sexospécifique et en particulier les difficultés que rencontrent les femmes apparaissent clairement comme un sujet d'intérêt, de même que les questions d'éducation et les difficultés propres aux jeunes en matière d'intégration et d'appartenance.

Ces sujets de recherche sont valables dans toutes les régions du monde, et cela constitue vraisemblablement une conclusion importante de la méta-analyse des recherches relatives à l'immigration. Nous avons ainsi publié en 2018 des articles sur la réinstallation des réfugiés en Amérique du Nord et en Australie ("My world is upside down": Transnational Iraqi Youth and Parent Perspectives on Resettlement in the United States ; Integration or Building Resilience: what should the goal be in refugee resettlement?), mais également sur la manière dont les migrants sollicitent leurs réseaux pour trouver leur place dans leur nouveau pays (A grounded theory of Korean Immigrants' experiences of re-establishing everyday activities in New Zealand ; A Study of Transnational Communication among Iranian Migrant Women in Australia ; Negotiating Refugee Empowerment(s) in Resettlement Organizations (aux États-Unis) ; ou "Asking Around": Immigrants' Counterstrategies to renew their residence permit in times of economic crisis in Italy).

Le *JIRS* offre une enceinte transnationale virtuelle unique permettant d'examiner différents systèmes d'accueil et d'intégration et différentes populations qui arrivent dans les pays d'accueil sous des régimes divers (travailleurs migrants ou migrants pour raisons familiales, demandeurs d'asile ou réfugiés réinstallés)

89 Les articles cités peuvent être consultés à l'adresse www.tandfonline.com/loi/wimm20.

et peuvent rencontrer des difficultés similaires (y compris celles liées à la santé mentale et physique) à mesure qu'elles se familiarisent avec leur nouvel environnement, activent les ressources de leur capital social et finissent par se faire une place dans leur pays de destination. La double assise du *JIRS*, ancré d'une part dans le travail social/les études communautaires, et d'autre part dans la sociologie/les études ethniques, lui permet de rapprocher ces différents sujets.

Le second grand axe qui a joué un rôle important dans les recherches que nous avons publiées en 2017 et 2018 est celui de la gouvernance des migrations irrégulières et des demandes d'asile. Au cours de ces deux années, nous avons publié trois numéros spéciaux dans lesquels différents aspects de cette thématique ont été approfondis.

Notre deuxième numéro de 2017 était un numéro spécial (avec les rédacteurs en chef invités Alexandra Ricard-Guay, Institut universitaire européen, et Thanos Maroukis, Université de Bath) consacré à la traite d'êtres humains dans le cadre du travail domestique, qui s'est intéressé à des travailleuses domestiques migrantes gravement exploitées dans différents pays européens. Les contributions de ce numéro spécial font apparaître les lacunes de la recherche sur la traite d'êtres humains, qui se concentre généralement sur le travail du sexe en négligeant les zones « d'ombre » telles que la situation des travailleurs domestiques logés et nourris ou du personnel au pair transformé en esclave, et attirent l'attention sur les failles des législations nationales et européenne visant à lutter contre la traite d'êtres humains. Les travaux présentés dans ce numéro spécial démontrent en quoi le travail domestique et le travail de soins assurés par les migrants font partie intégrante des systèmes de protection sociale des sociétés européennes vieillissantes, et analysent sur le plan tant sociologique que juridique la traite d'êtres humains dans le cadre du travail domestique. Les conclusions indiquent comment les conditions floues qui régissent le travail domestique et le travail de soins chez les particuliers peuvent créer des situations de vulnérabilité et de grave exploitation. On pourrait même parler d'une « pente dangereuse », dans le cadre de laquelle les travailleurs migrants logés et nourris connaissent mal leurs droits, et les familles qui les emploient n'ont pas conscience de leurs obligations, tandis que l'État omet de surveiller et de réglementer ce secteur non négligeable du marché du travail. Ainsi, des heures de travail supplémentaires et une faible rémunération peuvent progressivement conduire à l'absence totale de rémunération, à la restriction de la vie privée et de la liberté ainsi qu'à de graves violences physiques et psychologiques, ce qui constitue alors davantage un cas de traite d'êtres humains que de simple exploitation.

Cette même année, nous avons publié un autre numéro spécial (avec la rédactrice en chef invitée Marie McAuliffe, Division de la recherche de l'OIM) consacré à l'irrégularité et à la protection en Asie du Sud-Est. À partir de la crise en mer d'Andaman en mai 2015, les contributions de ce numéro spécial décrivent les caractéristiques propres à la migration irrégulière en Asie du Sud-Est, et tout particulièrement la réticence ou l'incapacité de plusieurs pays d'accueil et d'origine à enregistrer leurs minorités et leurs migrants, et à leur accorder un statut de résidence sûr. De fait, en Asie du Sud-Est, le défi que posent la migration irrégulière de main-d'œuvre ou les demandes d'asile est particulièrement complexe, car plusieurs groupes minoritaires, et notamment les Rohingyas, rencontrent des problèmes d'apatridie. Ce numéro spécial a tristement coïncidé avec une nouvelle crise des Rohingyas, à l'été et à l'automne 2017, lorsque le Myanmar a mené une stratégie de nettoyage ethnique dans l'État rakhine qui a poussé près de 700 000 Rohingyas à fuir au Bangladesh voisin.

Troisième point, mais non moins important, nous avons publié au début de 2018 un double numéro spécial (avec les rédacteurs en chef invités Michal Krzyzanowski, Université d'Örebro ; Anna Triandafyllidou, IUE ; et Ruth Wodak, Université de Lancaster) dans lequel sont analysés la couverture médiatique et les discours politiques sur « la situation d'urgence des réfugiés » en Méditerranée entre 2014 et 2016. Ce numéro spécial

remonte un fil imaginaire de discours depuis la Grèce vers l'ouest et le nord, le long de la route des Balkans, vers l'Europe centrale, du Nord, de l'Ouest et de l'Est. La publication examine la manière dont le sujet a été abordé dans les médias et en particulier, dont il a été évoqué dans les parlements, par les responsables des partis ou sur des comptes Twitter officiels. Fait intéressant, la comparaison des résultats des pays passés en revue met en évidence une convergence significative des systèmes solidaires/humanitaires, d'une part, et des systèmes de contrôle/sécurité, d'autre part, deux pôles opposés. Cette tension a toutefois été résolue par un discours privilégiant les réponses viables et durables aux flux de réfugiés. L'humanitaire a ainsi été rapproché du réalisme, la « rationalité » étant présentée comme une qualité essentielle d'interventions ciblées visant à réduire les flux. L'idée de crise était présente dans tous les discours des pays étudiés, et a également été utilisée par les pays européens pour distinguer les « bons » des « mauvais » Européens.

Ces trois numéros spéciaux témoignent donc de l'importance que revêtent les questions de la gouvernance des migrations irrégulières et des demandes d'asile, non seulement pour les citoyens et les politiques, mais aussi pour la communauté universitaire. La principale différence entre les deux discours (public et universitaire) réside dans le fait que le second tend à privilégier une analyse approfondie qui permet de comprendre les causes, les effets et les dynamiques de divers phénomènes, leurs cadres juridique et politique et, bien entendu, les manières dont ils peuvent être présentés comme une menace existentielle pour les non-migrants ou au contraire comme le devoir éthique et politique de construire un monde plus juste.

Fait intéressant, qui s'explique peut-être par l'air du temps ainsi que par l'afflux de migrants/réfugiés et l'augmentation y relative de la xénophobie et du racisme : au cours de ces deux années, notre revue a prêté une attention moindre aux questions de l'emploi, de l'intégration sur le marché du travail ou encore de la migration hautement qualifiée et de l'exode/la circulation des compétences. Les flux de migration intrarégionaux liés à l'asile et au travail et ce que l'on nomme (peut-être à tort) les migrations Sud-Sud constituent un autre domaine thématique susceptible de susciter une attention accrue.

*Journal on Migration and Human Security*⁹⁰

Rédacteur en chef : Donald Kerwin

En 2013, le Center for Migration Studies of New York (CMS) a créé le *Journal on Migration and Human Security (JMHS)*, une publication en ligne à comité de lecture consacrée aux politiques publiques. Le *JMHS* s'appuie sur les connaissances, l'expertise et les points de vue d'universitaires, de chercheurs, de fonctionnaires, de communautés religieuses, d'organisations non gouvernementales (ONG), de chefs d'entreprise et d'autres acteurs. Son axe thématique – la sécurité humaine – renvoie aux objectifs largement partagés que constituent la création de conditions favorables et sûres dans les communautés d'origine des migrants ; la promotion de possibilités de migration sûres et légales ; et la possibilité pour les immigrants de mener une vie fructueuse et sûre et de participer pleinement à leurs nouvelles communautés.

Sans déroger à la rigueur universitaire et analytique, les articles du *JMHS* adoptent une approche des connaissances sur la migration centrée sur l'humain, en s'intéressant aux personnes (généralement) à risque, vulnérables et marginalisées qui sont mal comprises et souvent prises comme boucs émissaires dans les débats sur la politique migratoire. Tous les articles publiés par le *JMHS* doivent débiter par un résumé et se conclure

90 Les articles cités peuvent être consultés à l'adresse <https://journals.sagepub.com/home/mhs>.

par un ensemble de recommandations d'action, ce qui les rend plus accessibles aux décideurs, aux personnes qui influencent les politiques et au grand public. Le *JMHS* garantit aux auteurs potentiels que leurs travaux seront relus avec rigueur, publiés en temps opportun (sous réserve d'acceptation) et diffusés par le biais des bases de données des bibliothèques d'université et de recherche, de la liste de diffusion fournie du *JMHS* et de listes ciblées de décideurs, d'organes de presse et d'autres publics nourrissant un intérêt particulier pour le sujet. Le *JMHS* diffuse également ses articles sur les réseaux sociaux lors de leur publication, puis en réaction à des actualités et à des discussions politiques pertinentes.

De nombreux articles du *JMHS* suscitent une importante couverture médiatique et une attention marquée de la part des décideurs. C'est notamment le cas d'un ensemble de publications rédigées par Robert Warren, parfois en collaboration avec Donald Kerwin, qui reposent sur des estimations des populations dépourvues de documents et d'autres populations aux États-Unis établies par le CMS à partir de l'American Community Survey du Bureau du recensement des États-Unis (US Census Bureau). Cette série décrit la population des États-Unis dépourvue de documents, en baisse, ses caractéristiques et le fait que la plupart des nouveaux résidents dépourvus de documents ne franchissent pas illégalement la frontière, mais entrent légalement aux États-Unis et restent au-delà de la durée de validité de leur visa. Ce dernier point, approfondi dans plusieurs articles du *JMHS*, a été mentionné dans plus d'une centaine de médias distincts depuis 2017 et joue désormais un rôle essentiel dans les débats publics relatifs au mur que l'administration Trump a proposé d'ériger à la frontière entre les États-Unis et le Mexique.

Le *JMHS* a également publié les profils complets d'autres populations ciblées par l'administration Trump, dont les bénéficiaires potentiels du « DREAM Act » (personnes dépourvues de documents arrivés enfants aux États-Unis), les réfugiés, les personnes jouissant du « statut de protection temporaire », les personnes affichant des liens familiaux étroits avec un citoyen américain ou un résident permanent légal qui leur permettraient de prétendre à un visa, et les résidents de longue durée susceptibles de remplir les conditions requises pour une naturalisation. Ces articles, qui illustrent les liens profonds et de longue date qui unissent ces groupes aux États-Unis, ont suscité l'attention marquée de fonctionnaires gouvernementaux nationaux et locaux, de décideurs, d'universitaires, de chercheurs, d'entreprises, d'ONG et de la presse. Des politiques et des groupes extrémistes ont beau contester (sans éléments factuels) les estimations du CMS de manière intermittente, les articles de cette série publiés dans le *JMHS* fournissent une base factuelle et un terrain d'entente rare dans le débat sur l'immigration aux États-Unis.

Durant sa courte existence, le *JMHS* s'est avéré un outil extrêmement précieux pour aborder – au moyen de séries spéciales ou de plusieurs articles sur le même thème – des sujets de politique publique qui soulèvent des questions concernant la sécurité humaine. En 2016, par exemple, le CMS a organisé une conférence de trois jours en amont du sommet des Nations Unies sur la gestion des déplacements massifs de réfugiés et de migrants. Ce dernier a débouché sur la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants, qui a conduit à l'adoption en 2018 du Pacte mondial sur les réfugiés et du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. La série spéciale du *JMHS* résultant de sa conférence, intitulée *Strengthening the Global Refugee Protection System*, a éclairé ces processus. En particulier, des décideurs, des universitaires et d'autres auteurs de premier plan ont contribué à des articles sur les thèmes suivants :

- Nouveaux cadres pour les personnes déplacées qui ne sont généralement pas jugées correspondre à la définition internationale de réfugié (Susan Martin) ;
- Considérations éthiques sur la protection des réfugiés (David Hollenbach, S.J.) ;
- Le défi des communautés inclusives (George Rupp) ;

- Réponses étatiques aux afflux de réfugiés, notamment au Liban (Ninette Kelley) ;
- Partage de la responsabilité des réfugiés (Volker Türk) ;
- Systèmes de mise en adéquation applicables aux réfugiés (Will Jones et Alex Teytelboym) ;
- Rapatriement sûr et librement consenti (Jeff Crisp et Katy Long) ;
- Le droit de rester dans sa communauté d'origine (Daniel Kanstroom) ;
- L'externalisation des contrôles de la migration (Bill Frelick, Ian Kysel et Jennifer Podkul) ; et les stratégies de dissuasion (Thomas Gammeltoft-Hansen et Nikolas F. Tan) comme obstacles à la protection des réfugiés ;
- Recherche sur le trafic illicite de migrants (Gabriella Sanchez) ;
- Détention opérée par des acteurs non étatiques (Michael Flynn) ;
- Les points de vue des enfants migrants d'Amérique centrale (Susan Schmidt) ;
- Enseignements des migrations massives de femmes et d'enfants d'Amérique centrale (Karen Musalo et Eunice Lee) ;
- Législation relative à la protection des réfugiés aux États-Unis (Tara Magner) ;
- Sécurité nationale et protection des réfugiés, des impératifs complémentaires (Donald Kerwin) ;
- Données sur l'opinion publique (Brad K. Blitz) ;
- Variations des résultats économiques des réfugiés (Alexander Betts, Naohiko Omata et Louise Bloom) ;
- La nécessité d'un développement égalitaire, redistributif et durable pour les réfugiés et leurs communautés d'accueil (Leah Zamore) ; et
- Recommandations aux fins du Pacte mondial sur les réfugiés (Kevin Appleby).

Cette collection spéciale a succédé à une collection du *JMHS* composée de onze articles sur la réforme du système de protection des réfugiés aux États-Unis (*dans son ensemble*), publiée à l'occasion des 35 ans de la loi sur les réfugiés (Refugee Act) de 1980. Plus récemment, en 2018, le *JMHS* a publié une étude sur l'intégration et le sort, à long terme, de 1,1 million de réfugiés réinstallés aux États-Unis entre 1987 et 2016, par rapport aux non-réfugiés, aux personnes nées à l'étranger et à l'ensemble de la population américaine.

Depuis janvier 2017, le *JMHS* rend compte de manière détaillée des politiques de l'administration Trump en matière d'immigration et les commente. En janvier 2018, la revue a publié une série spéciale d'articles intitulée *The US Immigration System: Principles, Interests, and Policy Proposals to Guide Long-Term Reform* traitant des questions suivantes :

- Les valeurs et les intérêts nationaux qui devraient guider la réforme à long terme du système d'immigration des États-Unis (Donald Kerwin) ;
- Nativisme et politiques des États-Unis en matière d'immigration (Julia G. Young) ;
- L'avenir de la citoyenneté (Peter J. Spiro) ;
- Fédéralisme et immigration (Cristina Rodriguez) ;
- L'efficacité de l'application des lois aux frontières (Edward Alden) ;
- Restaurer l'état de droit dans le système des décisions d'expulsion (Lenni B. Benson) ;
- Les avantages d'une approche du non-respect de la loi centrée sur le sujet (Emily Ryo) ;
- Obstacles au regroupement familial après l'expulsion (Deborah A. Boehm) ;
- Les arguments en faveur de l'unité familiale (Zoya Gubernskaya et Joanna Dreby) ;
- Élaborer des politiques cohérentes en matière d'immigration (Pia O. Orrenius et Madeline Zavodny) ;
- L'application des normes de travail, un élément essentiel de la réforme de l'immigration (Janice Fine et Gregory Lyon) ;

- Le développement économique, un antidote à la migration non librement consentie (John W. Harbeson) ;
- Orientations possibles pour le secteur agricole et ses travailleurs aux États-Unis (Philip Martin) ;
- Les intérêts nationaux servis par les politiques des États-Unis en matière d'immigration, et comment passer d'un système d'immigration caractérisé par l'illégalité à de solides politiques d'immigrations légales (Donald Kerwin et Robert Warren).

Par ailleurs, un article plus récent de Ruth Wasem examine l'histoire de la gouvernance de l'immigration aux États-Unis, recense les nombreux mécanismes d'immigration dans le pays, et formule des recommandations à des fins de réforme.

Le *JMHS* a également publié une série spéciale consacrée au système américain d'application des lois en matière d'immigration, intitulée *The Law That Begot the Modern US Immigration Enforcement System: IIRIRIA 20 Years Later*. Cette collection traite des conséquences de la détention, des poursuites pénales et de l'expulsion d'immigrants pour les personnes expulsées, les familles américaines et les communautés. Elle comprend une étude de Michael Coon sur les incidences de l'application des lois en matière d'immigration par les autorités locales. Plus récemment, le *JMHS* a publié une étude sur les personnes expulsées des États-Unis au Mexique et sur les membres des familles restés aux États-Unis. Ce rapport a fait l'objet d'une vaste opération de lancement, de communications publiques et de séances d'information au Congrès.

La détention d'immigrants – à l'échelle tant des États-Unis que du monde – est régulièrement évoquée dans le *JMHS*, dernièrement dans un article retentissant de D. Gilman et L.A. Romero sur la privatisation de la détention. Le CMS a également commencé à publier une série d'articles – dont certains paraîtront dans le *JMHS* – sur l'état de droit, l'accès à la justice et la régularité des procédures dans le système américain des décisions d'expulsion. Ces articles sont dédiés à Juan P. Osuna, ancien directeur du Bureau exécutif pour l'examen du statut d'immigration (Executive Office for Immigration Review – EOIR), qui supervise l'appareil judiciaire américain compétent en matière d'immigration.

Si ce résumé succinct a présenté des éditions spéciales et des séries d'articles thématiques, le *JMHS* accepte également des textes sur différentes questions qui sont mal comprises et souvent dénaturées à dessein dans l'enceinte publique. En outre, la croissance et la vitalité de la revue iront de plus en plus de pair avec des articles présentant une diversité géographique et thématique accrue. À cet effet, le *JMHS* a publié d'importants travaux sur le processus de négociation aux fins du Pacte mondial sur les migrations, sur les inégalités en matière de salaires et de revenus chez les ouvriers agricoles, sur le travail forcé et la traite d'êtres humains entourant la Coupe du monde et d'autres grandes manifestations sportives, sur les initiatives de l'Europe visant à lutter contre le trafic illicite ainsi que sur différentes réponses nationales à la crise des réfugiés syriens. À l'heure où le nationalisme et l'hostilité envers les migrants progressent, le *JMHS* entend redoubler d'efforts pour publier des articles pertinents pour les politiques, actuels et étayés par des éléments factuels sur des sujets touchant à la sécurité humaine.

*Migration Studies*⁹¹

Rédacteur en chef : Alan Gamlen

Migration Studies est une revue internationale pratiquant l'examen collégial qui traite des avancées en matière de théorie, de méthodologie et de recherche comparée dans le domaine de la migration humaine sous toutes ses formes. Publiée par Oxford University Press, elle reçoit chaque année quelque 200 soumissions de 70 à 80 pays. Après une relecture en aveugle par un comité de rédaction international dans lequel sont représentées toutes les grandes disciplines des sciences sociales et toutes les grandes régions du monde, *Migration Studies* publie environ 20 travaux de recherche originaux dans leur intégralité et environ une demi-douzaine de comptes rendus d'ouvrages, de films et d'autres médias. Nous publions ponctuellement des notes de recherche et des numéros spéciaux. En 2017 et 2018, *Migration Studies* a intégré la collection de référence des revues d'Oxford University Press, à laquelle de nombreuses bibliothèques du monde entier peuvent accéder, ce qui a renforcé sa visibilité. La revue s'est également vu attribuer un facteur d'impact officiel du Social Sciences Citation Index (SSCI), une référence qui incite les chercheurs professionnels spécialistes de la migration à confier leurs meilleurs travaux à la revue.

Avancées sur le plan de la théorie, des méthodes et des données comparatives

En 2017 et 2018, *Migration Studies* a traité plusieurs aspects de la migration tels que la prise de décisions des émigrants dans les lieux d'origine, les processus de mouvement à travers des systèmes réglementaires complexes, les dynamiques de l'adaptation des immigrants et les pratiques en matière de transnationalisme. La revue a contribué aux discussions de longue date sur les articulations entre la migration forcée et librement consentie et le rôle des sexes dans les dynamiques migratoires, et au grand débat contemporain sur ce que l'on appelle la « crise migratoire européenne » et l'élaboration en cours d'un mécanisme mondial permettant de gouverner les migrations.

Les principaux axes de la recherche sur la migration demeurent les facteurs de migration, d'une part, et les processus d'adaptation des immigrants, de l'autre. En 2017 et 2018, *Migration Studies* a promu les connaissances sur les deux fronts. Plusieurs analyses à grande échelle des déterminants de la migration ont été publiées. Matthew Hayes et Rocío Pérez-Gañán se sont penchés sur le cas, insuffisamment étudié, du mode de vie Nord-Sud et de la migration de retraite à destination de l'Équateur. Maryann Bylander a comparé deux couloirs de migration en Asie du Sud-Est, remettant en question la théorie selon laquelle les plus démunis sont généralement les moins susceptibles de migrer, et démontrant l'importance des coûts à la charge des travailleurs et du degré d'officialisation des processus migratoires. Marie-Laurence Flahaux et Simona Vezzoli ont établi que la fermeture de frontières coloniales caribéennes auparavant ouvertes avait entraîné une forte hausse, et non une baisse, de l'émigration – vers d'autres destinations plus diverses. S'agissant des préoccupations constantes suscitées l'« impuissance » des politiques migratoires à influencer sur les migrations, Jan-Paul Brekke, Marianne Røed et Pål Schøne ont démontré que les restrictions mises en place pendant la crise migratoire européenne de 2015 ont à la fois réduit les départs de demandeurs d'asile et les ont déviés vers d'autres pays. Dans le cadre de leur étude sur les stratégies d'intégration d'étudiants iraniens en Europe de l'Ouest, Ahmad Karimi et Sandra M. Bucierius avancent que les processus d'immigration et d'intégration débutent bien avant que l'émigration n'ait lieu.

91 Les articles cités peuvent être consultés à l'adresse <https://academic.oup.com/migration>.

En 2017 et 2018, nous avons également publié des travaux sous diverses formes sur *l'adaptation des immigrants*, dont plusieurs contributions aux discussions de longue date sur l'insertion sur le marché du travail. Sukanya Basu a étudié les profils d'assimilation salariale de cohortes de « nouveaux » et d'« anciens » immigrants originaires de pays asiatiques. Christel Kesler et Mirna Safi ont comparé les obstacles que rencontrent les immigrants en France et au Royaume-Uni en matière d'emploi et de participation à la population active, tandis qu'Ivana Fellini a constaté que la « crise » européenne a modifié les schémas d'insertion dominants de la main-d'œuvre en Italie et en Espagne. Karsten Paerregaard a étudié l'entrepreneuriat des immigrants chez les migrants péruviens, tandis que María Sánchez-Domínguez et Susanne Fahlén ont examiné la manière dont différents contextes institutionnels façonnent la capacité des femmes immigrantes en Espagne et en Suède à dépasser les niches ethniques et à s'en affranchir.

Des processus *plus larges* d'accueil et d'adaptation des immigrants ont également occupé le devant de la scène, avec plusieurs travaux consacrés à l'adaptation sur le plan de la classe et de l'accumulation de capital. Maja Cederberg a mis en évidence la complexité du positionnement de classe chez les femmes migrantes au Royaume-Uni, et Suzanne Huot a fait valoir que les immigrants se heurtent à la « non-reconnaissance » de leur capital social et humain, ce qui les pousse vers des activités compensatoires. Au-delà des résultats économiques, Silvia Maja Melzer et Ruud J. Muffels se sont penchés sur la littérature consacrée à la migration et au bonheur, en plein essor, en exploitant les données d'un panel allemand pour étudier le bien-être subjectif lié aux migrations d'est en ouest qui ont suivi la réunification. En contribution aux travaux sur les contextes d'accueil, Timothy B. Gravelle a recherché les raisons des attitudes fermées/ouvertes que les Canadiens adoptent à l'égard des réfugiés et des immigrants, tandis que Roy Germano a fait la démonstration de l'usage de méthodes vidéo pour promouvoir l'empathie, réduire la xénophobie et illustrer des idées dans l'étude des migrations internationales.

Migration Studies a publié des études pionnières sur les *processus de mouvement* proprement dits, y compris sur la manière dont ils sont réglementés et façonnés par les politiques à divers niveaux. Cecilia Menjivar, Juliana E. Morris et Néstor P. Rodríguez ont étudié les lourdes conséquences de l'expulsion de migrants honduriens, tandis que Nora El Qadim a analysé la nature symbolique des politiques en matière de visa entre le Maroc et l'Europe. Basia D. Ellis et Henderikus J. Stam ont exposé comment des migrants polonais au Canada ont « appris à devenir "irréguliers" » ; et Theresa Alfaro-Velcamp et ses collègues ont décrit le marché noir des papiers d'immigration à Cape Town. Marianne Takle s'est penchée sur la contribution des statistiques migratoires aux contrôles aux frontières de l'UE, tandis que Sara Cosemans a analysé le phénomène des réfugiés postcoloniaux de la diaspora asiatique en Afrique de l'Est. Dans une contribution remarquable à la littérature sur la gouvernance des migrations, la revue a publié en novembre 2017 un numéro spécial entièrement consacré aux régimes migratoires, avec les rédacteurs en chef invités Kenneth Horvath, Anna Amelina et Karin Peters.

En 2017 et 2018, *Migration Studies* a également présenté de nouveaux travaux sur le sujet du *transnationalisme*, qui a dominé la recherche sur la migration ces dernières décennies. Par exemple, en se basant sur des données mexicaines, Ana Isabel López García a déterminé les effets variables des rapatriements de fonds sur le taux de participation électorale dans différents contextes migratoires. Robtel Neajai Pailey a étudié l'évolution de la double nationalité au Libéria, et Ali Chaudhary a comparé l'orientation transnationale d'organisations d'immigrants pakistanais à Londres et à New York. Dans une contribution méthodologique substantielle, John Gibson et David McKenzie ont démontré la fiabilité des méthodes d'enquête aux fins de la recherche sur les rapatriements de fonds.

Renforcer les capacités de gestion des migrations

En publiant des travaux qui sont pertinents pour les politiques, mais pas déterminés par ces dernières, *Migration Studies* compte parmi les revues universitaires qui contribuent à *renforcer les capacités de gestion des migrations* dans les communautés et les gouvernements du monde. Ces dernières années, les programmes d'enseignement supérieur et les groupes de réflexion spécialisés dans les questions de migration se sont multipliés dans le monde entier. Dans le même temps, l'importance politique croissante des migrations a placé les décideurs, les journalistes et les professionnels des ONG d'autres domaines devant la nécessité croissante de se forger une connaissance pratique des questions migratoires. Au vu de ces tendances, *Migration Studies* a, ces deux dernières années, publié deux séries qui visent à contribuer à la théorie et à la pratique de l'enseignement supérieur sur ce sujet. La première, intitulée *Teaching Migration Studies*, comprend des descriptifs succincts et des réflexions concernant la pratique professionnelle de l'enseignement de ce sujet dans différentes régions du monde, rédigés par d'éminents universitaires travaillant dans des programmes d'enseignement supérieur de premier plan qui accordent une place importante aux migrations et aux questions connexes. La seconde série est intitulée *Classics in Migration Studies*. Élaborée sous la direction de Robin Cohen, membre du comité consultatif, elle est composée de comptes rendus d'ouvrages et d'articles faisant autorité dans l'histoire de la recherche sur la migration, rédigés par des chercheurs de premier plan en la matière, originaires du monde entier.

À la faveur d'efforts comme ceux-ci, *Migration Studies* a apporté sa pierre à l'édifice d'une communauté internationale grandissante de spécialistes des migrations. Outre leur concours au progrès des sciences sociales, de nombreux membres de cette communauté contribuent activement aux débats publics sur les migrations, et participent à la vie publique en éclairant et influençant les réflexions et les décisions de politiques, décideurs et praticiens des politiques migratoires à tous les niveaux – des ONG locales aux organisations internationales en passant par les autorités municipales et les gouvernements nationaux. Nous sommes particulièrement heureux d'avoir contribué à développer une communauté comme celle-ci, à une époque où les données fondées et les arguments rationnels sur les migrations font cruellement défaut aux débats publics dans de si nombreux pays.

Défis à venir

En tant que revue, *Migration Studies* sera appelée à relever plusieurs défis. Premièrement, il est nécessaire de nouer le dialogue avec la communauté croissante de chercheurs en sciences naturelles qui étudient les migrations en employant des méthodes telles que l'analyse génomique. Ces méthodes donnent des clés de compréhension auparavant inimaginables sur la nature et l'histoire des migrations humaines, mais soulèvent également de sérieuses questions éthiques. Le développement de la recherche génomique sur la migration, qui est en cours, devrait s'opérer dans le cadre d'un dialogue resserré avec des spécialistes des sciences sociales critiques, qui pourraient contribuer à prévenir l'émergence d'un nouvel eugénisme.

Deuxièmement, *Migration Studies* doit collaborer davantage avec la recherche sur la migration dans le domaine de la psychologie et des sciences de la santé. À l'instar des sciences sociales, ces domaines s'intéressent de plus en plus aux recherches sur la migration, mais, en raison du positionnement de ces disciplines, ces interactions restent généralement anecdotiques.

Troisièmement, *Migration Studies* doit sans relâche s'employer à concilier la rigueur propre aux différentes disciplines et la pertinence interdisciplinaire, dans un environnement universitaire de plus en plus commercial.

Une question fondamentale qui se pose à toutes les revues universitaires est celle de la manière dont il est possible de respecter les normes scientifiques alors que le monde de l'édition universitaire continue de demander beaucoup à des chercheurs déjà sous pression en leur imposant de travailler gratuitement – en particulier depuis que les médias à comité de lecture se retrouvent opposés à un large éventail de publications *open source* dans une course aux clics.

Enfin, d'un point de vue personnel, je tiens à remercier tous les relecteurs, auteurs, rédacteurs en chef, conseillers et membres des équipes de production et d'édition, ainsi que toutes les autres personnes qui ont apporté leur pierre à l'édifice, pour les connaissances, l'énergie et l'enthousiasme qu'elles ont insufflés à la revue non seulement ces dernières années, mais aussi depuis notre création en 2013 – qui représente à elle seule le résultat de plusieurs années de préparatifs collectifs. Cela a été un grand honneur de diriger la revue pendant cette période, et alors que je me prépare à passer le relais à un nouveau rédacteur en chef à la fin de 2019, je suis fier de revenir sur les contributions que la revue apporte à la compréhension de l'une des questions les plus importantes de notre époque.

*Refugee Survey Quarterly*⁹²

Rédacteur en chef : Vincent Chetail

En 2017 et 2018, le *Refugee Survey Quarterly* a publié 44 articles qui traitent des défis de la migration forcée à la faveur d'approches multidisciplinaires axées sur les politiques dans un large éventail de domaines universitaires (tels que la sociologie, les sciences politiques, le droit, l'histoire, la géographie et l'économie). La diversité de la portée et des sujets de ces articles est le fruit d'une réorientation éditoriale qui a commencé en 2010. Si la revue est éditée par Oxford University Press depuis sa création en 1982, elle était auparavant gérée par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). À cette époque, la revue publiait principalement des bibliographies et des documents officiels concernant la protection des réfugiés, en particulier rédigés par le HCR. Elle sortait alors également des numéros spéciaux consacrés à des sujets spécifiques, élaborés sous la houlette de rédacteurs en chef invités, spécialistes du domaine en question.

Lorsque le HCR s'est retiré de la revue en 2010, le *Refugee Survey Quarterly* a opéré une profonde transformation pour devenir une véritable publication universitaire et, aujourd'hui, une revue de référence dans le domaine de la migration forcée. Outre l'instauration d'un processus rigoureux de relecture par les pairs en aveugle, la revue a commencé à accepter des soumissions de manière continue. Une stratégie éditoriale a également été mise en place en vue de diversifier la portée et les sujets des articles afin de mieux rendre compte des évolutions rapides dans le domaine de la protection des réfugiés. Cette stratégie a porté ses fruits, comme en témoignent les articles publiés en 2017 et 2018.

Premièrement, l'objectif consistait à élargir la portée géographique des soumissions. Avant 2010, les articles avaient tendance à traiter principalement des questions liées aux réfugiés dans le Nord, notamment en Europe. Il était donc nécessaire d'élargir la couverture géographique pour mieux rendre compte des obstacles à la protection internationale des réfugiés dans le monde entier. De fait, on sait pertinemment que la grande majorité des réfugiés est accueillie dans le Sud, certains États étant devenus de nouveaux pays de destination au cours des dernières décennies. Outre les articles traitant de l'Afrique qui paraissent régulièrement dans le

92 Les articles cités peuvent être consultés à l'adresse <https://academic.oup.com/rsq>.

Refugee Survey Quarterly, des contributions sur le Liban, la Jordanie, l'Égypte, la République arabe syrienne et les pays du Golfe, ainsi que sur des pays d'Amérique latine tels qu'El Salvador, le Mexique et le Brésil ont été publiées en 2017 et 2018.

Des efforts ciblés ont également été déployés ces dernières années en vue d'attirer des articles sur l'Asie, souvent sous-représentée dans la littérature sur les réfugiés. Ces efforts semblent avoir répondu à un réel besoin des lecteurs : un article traitant de la Chine publié en 2018 avait enregistré près de 5 000 consultations et téléchargements au moment de la rédaction (voir L. Song, « China and the International Refugee Protection Regime: Past, Present, and Potentials », in : vol. 37, no 2, 2018, pp. 139-161 ; en accès libre). Malgré la diversification de la portée géographique de la revue, le *Refugee Survey Quarterly* continue bien entendu de publier des articles sur des régions d'asile plus « classiques », telles que l'Amérique du Nord et l'Europe.

Deuxièmement, la stratégie éditoriale des dernières années a également consisté à élargir le champ thématique de la revue. Malgré son nom, le *Refugee Survey Quarterly* ne traite pas uniquement des réfugiés, mais s'intéresse plus généralement à tous les aspects liés à la migration forcée. Outre les questions plus classiques de la réinstallation, de la protection ou de l'assistance humanitaire, les contributions publiées en 2017 et 2018 portent notamment sur des questions relatives à l'apatridie et aux personnes déplacées à l'intérieur de leur pays. Des travaux abordent également la question de la protection contre les changements climatiques et les catastrophes (voir B. Burson, W. Kälin, J. McAdam et S. Weerasinghe, « The Duty to Move People Out of Harm's Way in the Context of Climate Change and Disasters », vol. 37, no 4, 2018, pp. 379-407), ainsi que les sexospécificités, les déplacements et la consolidation de la paix (voir K.E. Atkinson, « Policy and possibilities of humanitarian development: Displaced Women and Peace-Building Features of the UNHCR », vol. 37, no 4, 2018, pp. 408-439 ; en accès libre).

Par ailleurs, la thématique du *Refugee Survey Quarterly* s'est logiquement élargie à mesure que la distinction entre asile et migration s'est progressivement estompée au cours des dernières décennies, dans la sphère tant politique que pratique. Par exemple, le numéro spécial « "Undesirable and Unreturnable" Aliens in Asylum and Immigration Law » se penche sur la question des demandeurs d'asile à qui une protection internationale a été refusée pour des raisons de sécurité, mais qu'on ne peut renvoyer dans leur pays d'origine, en particulier compte tenu de la protection offerte par le principe de non-refoulement (avec les rédacteurs en chef invités D.J. Cantor, J. van Wijk, S. Singer et M.P. Bolhuis, vol. 36, no 1, 2017). La gestion sécuritaire de l'asile a également été abordée dans d'autres contributions, en particulier sous l'angle de la détention et de ses effets désastreux sur les demandeurs d'asile, parallèlement à des articles sur les incidences des contrôles aux frontières sur la protection des réfugiés. Les limites et les dangers inhérents à une telle approche sécuritaire sont bien illustrés dans plusieurs études de cas relatives à l'Australie, au Canada et à des États européens. Une autre contribution intéressante voit dans la politique d'asile des États-Unis, au regard de la réinstallation des réfugiés irakiens et afghans, le reflet de sa politique étrangère (N.R. Micinski, « Refugee Policy as Foreign Policy: Iraqi and Afghan Refugee Resettlements to the United States », vol. 37, no 3, 2018, pp. 253-278).

La couverture thématique de la revue continuera de suivre les évolutions de la migration forcée, mais le *Refugee Survey Quarterly* restera également attaché à la publication d'articles originaux de qualité sur des questions présentant un intérêt tant universitaire que politique. À ce sujet, la revue tient à exprimer sa reconnaissance aux pairs relecteurs qui ont bien voulu donner de leur temps et partager leur savoir, malgré la charge de travail toujours plus exigeante qu'implique un poste universitaire. L'un des principaux défis des années à venir consistera à diversifier davantage l'origine géographique des contributeurs du *Refugee Survey Quarterly*. Bien que des efforts en ce sens aient été entrepris ces dernières années, les soumissions sont

toujours dominées par les chercheurs du Nord. Cela n'est pas l'apanage du *Refugee Survey Quarterly*, mais reflète plus généralement les biais présents dans la recherche et les publications universitaires.

Dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, la production de connaissances demeure largement structurée par les priorités, centrées sur l'Occident, du financement de la recherche assuré par des États prospères, et nourrie par le discours dominant des élites gouvernantes. Cette tendance est exacerbée par la diffusion permanente d'idées erronées dans les grands médias, comme en témoigne le discours – pour ne pas dire l'obsession – concernant ce que l'on appelle la crise des réfugiés en Europe. Si elle peut entraîner des incidences moindres dans d'autres domaines, la distribution géographique des chercheurs est capitale en matière de migration pour rendre compte des dimensions et défis multiformes d'un tel phénomène mondial, qui touche toutes les régions de la planète. Plus que jamais, il est impératif de bâtir une vision plus nuancée, représentative et complète de la migration au moyen de connaissances indépendantes et fondées sur des éléments factuels.

International Journal of Migration and Border Studies

Rédacteur en chef : Idil Atak

L'*International Journal of Migration and Border Studies (IJMBS)* est une revue à comité de lecture qui offre un espace de recherche tant dans des disciplines distinctes qu'à la croisée entre plusieurs disciplines sur des aspects conceptuels, théoriques, empiriques et méthodologiques des études sur la migration et les frontières. La revue réunit un large éventail d'universitaires et de praticiens internationaux en vue de faire progresser les connaissances et d'améliorer les pratiques. Les contributions publiées par l'*IJMBS* au cours des deux années qui viennent de s'écouler couvrent de nombreux pays et régions géographiques, décrivant et analysant d'un œil critique les politiques et les pratiques liées aux migrations et aux frontières, ainsi que les expériences des migrants. L'*IJMBS* a alimenté les connaissances dans trois domaines étroitement liés : la criminalisation des migrants ; les frontières comme lieux de dissuasion et d'endiguement ; et les stratégies visant à promouvoir la mobilité et les droits de l'homme des migrants.

La criminalisation des migrants

Les contributions de l'*IJMBS* traitaient généralement des contextes nationaux et mondiaux actuels dans lesquels la mobilité des migrants a été réduite par des mesures restrictives. Les États criminalisent la migration (« crimmigration ») pour dissuader et sanctionner les demandeurs d'asile et les migrants irréguliers. Le processus consiste à recourir de manière accrue au droit pénal pour faire appliquer la législation relative à l'immigration. Les infractions à la législation sur l'immigration s'accompagnent de conséquences pénales, sans que les protections procédurales prévues par le droit pénal s'appliquent. Parmi les mesures problématiques, on peut citer les détentions arbitraires, les pratiques de surveillance renforcées, les stratégies d'interception et les expulsions. Les États ont également durci les critères d'octroi du statut de réfugié dans le but de limiter le nombre de personnes qui obtiennent l'asile, sous prétexte de dissuader les « abus ». Dans ce contexte, l'*IJMBS* a étudié les incidences théoriques et empiriques liées à la « crimmigration » et la manière dont ce phénomène est construit et mis à l'épreuve dans divers environnements. À des fins d'illustration, une contribution a examiné les racines idéologiques liées à la politique belge d'expulsion des migrants sous un angle historique. Cette approche a démontré comment la présentation du ressortissant étranger comme un sujet malhonnête a légitimé le droit exceptionnel d'expulser. De manière similaire, plusieurs auteurs ont adopté une démarche

comparative pour éclairer les points communs entre l'histoire, la logique et la mise en œuvre de politiques criminalisantes dans différentes juridictions. À titre d'exemple, on peut citer le critère du pays d'origine sûr utilisé à des fins de détermination du statut de réfugié dans l'Union européenne (UE) et au Canada pour discréditer certaines demandes d'asile et réduire le nombre de demandeurs d'asile « indésirables ».

Un thème qui revient souvent dans les contributions est celui des incidences de la « crimmigration » sur les droits de l'homme des migrants. Prenons le régime canadien de détention des immigrants, qui ne prévoit ni durée maximale clairement définie ni véritable contrôle indépendant. Cette situation aggrave incontestablement le risque de détention arbitraire et inhumaine des migrants. Les interdictions d'entrée aux États-Unis prononcées par Donald Trump fournissent un autre exemple de la manière dont la « crimmigration » viole les droits de la personne tels que le droit à la vie privée et la présomption d'innocence. Pour être retirés de la liste des pays visés par ces interdictions, les États doivent en outre fournir aux autorités américaines des informations sur leurs citoyens et leurs résidents non ressortissants. Un certain nombre de contributions publiées dans *IJMBS* ont d'ailleurs souligné le fait que la gestion des migrations est devenue un aspect majeur des relations entre les États. Les pays de destination coopèrent de plus en plus avec les pays d'origine et de transit afin que ces derniers puissent efficacement contrôler leurs frontières et endiguer les migrants irréguliers. Souvent caractérisée par un rapport de pouvoir inégal entre les États, l'externalisation du contrôle des migrations s'est faite au détriment des droits des migrants, comme on le voit dans le cas des demandeurs d'asile introduits clandestinement en Indonésie. L'« illégalité » de cette population a été construite par suite de la coopération renforcée de l'Indonésie avec l'Australie, ce qui a eu pour effet de transformer non seulement la législation indonésienne, mais aussi les mentalités à l'égard des demandeurs d'asile dans le pays. Les débats actuels à l'échelle de l'UE portent également sur des accords avec des pays tiers, qui visent à retenir les réfugiés dans des pays situés hors de l'UE ou à sa périphérie. Dans certains cas, les alliances stratégiques conclues entre les États s'inscrivent dans un système donnant-donnant. À titre d'exemple, on peut citer la participation, en amont, de pays d'Afrique du Nord et du Sahel aux efforts de contrôle de l'immigration déployés par l'UE, largement motivée par les intérêts propres de ces pays et leurs attentes vis-à-vis de l'UE : assistance militaire, aide financière, légitimité politique, etc..

Frontières sources d'exclusion et migration de transit

Les frontières sont des espaces complexes aux dimensions discursives, spatiales et temporelles. La nature évolutive des frontières est un thème central pour *IJMBS*, qui étudie de manière systématique les modalités pratiques des contrôles aux frontières. Comme exposé dans une contribution, les agents frontaliers doivent accomplir des tâches qui impliquent à la fois des prises de décisions discrétionnaires et des mesures coercitives, aux fins desquelles ils doivent concilier déontologie et valeurs morales personnelles.

De nombreux articles de *IJMBS* ont examiné l'évolution du concept de frontières en tant qu'outil de gouvernance et limite d'appartenance. Les mesures d'interdiction « par anticipation » prises au Canada en vue de gérer la « menace » géopolitique que constituent les demandeurs d'asile en provenance du Mexique en fournissent une illustration parfaite. Les mécanismes tels que l'Entente sur les tiers pays sûrs conclue entre le Canada et les États-Unis, l'obligation de visa pour les Mexicains et le régime de pays d'origine sûr ont érigé une frontière virtuelle permettant de filtrer et d'exclure efficacement les migrants originaires du Mexique. De manière similaire, le dispositif de contrôle aux frontières de l'UE a été source d'exclusion et de précarité des migrants pendant ce que l'on a appelé la « crise des réfugiés en Europe » en 2015. Comme exposé dans une contribution de *IJMBS*, à l'arrivée de plus d'un million de personnes en Europe, un débat politique passionné sur la « crise » a empêché l'opinion publique de comprendre en quoi ses causes profondes résident

dans les faiblesses intrinsèques des mécanismes de partage de la responsabilité et de la solidarité au sein de l'UE. Un autre article avance d'ailleurs que la priorité politique de l'UE que constitue la lutte contre le trafic illicite de migrants a compromis la fourniture d'aide humanitaire et l'accès des immigrants irréguliers et des demandeurs d'asile à leurs droits. Les acteurs de la société civile, en particulier ceux qui surveillent d'un œil critique les droits des migrants en Europe et se mobilisent sur le plan politique en leur faveur, ont fait l'objet de poursuites et de sanctions pénales lorsqu'ils ont aidé cette population. Les auteurs ont presque toujours soulevé la question très préoccupante de la transparence et de l'obligation redditionnelle aux frontières.

L'IJMBS a contribué à faire comprendre comment les logiques frontalières s'opposent aux réalités et aux vécus quotidiens des migrants. Des recherches ont mis en évidence la nature de plus en plus prolongée des voyages des migrants. Le transit est devenu la réalité quotidienne de nombreuses personnes migrantes. En conséquence, *L'IJMBS* a prêté une attention particulière à la notion de transit au sens d'un espace défini par des dispositifs restreignant la mobilité et par les mécanismes donnant-donnant susmentionnés. En particulier, des pressions croissantes s'exercent sur les premiers pays d'asile pour qu'ils redoublent d'efforts en vue d'intégrer localement les réfugiés qu'ils accueillent. Pourtant, ces pays ont du mal à satisfaire les besoins sociaux et économiques des réfugiés, qui subissent souvent des discriminations. Comme décrit dans un article, la volonté d'aller de l'avant et d'échapper à un statut provisoire sans fin en Turquie a poussé certains réfugiés syriens à entreprendre des mouvements secondaires à travers l'UE, malgré les risques que comporte le voyage. Pour des raisons similaires, la grande majorité des réfugiés, au nombre d'un million, ayant débarqué en Grèce et en Italie en 2015-2016, a entrepris des mouvements secondaires pour échapper au statut provisoire et aux économies fondées sur l'exploitation caractéristiques du transit. Une autre contribution a mis en lumière la situation des demandeurs d'asile retenus en Indonésie qui espèrent être réinstallés en Australie, démontrant que l'incertitude qui règne dans les situations de transit incite les migrants à accepter une aide au retour volontaire, bien souvent dans des lieux où ils sont susceptibles de subir des persécutions.

L'agentivité des migrants, les limites de la résistance et les mesures à prendre

La résilience et l'agentivité des migrants font partie des thèmes prioritaires traités dans *L'IJMBS*. Comme décrit dans l'une de ses contributions, des jeunes migrants temporaires originaires de Chine et de Hong Kong (Chine) au Royaume-Uni ont été en mesure de déployer des stratégies telles que le mariage et l'utilisation de leur capital sexuel pour prolonger leur séjour dans le pays. Dans d'autres cas, les migrants peuvent gérer leur parcours migratoire en utilisant les nouvelles technologies de manière avisée. La technologie mobile peut servir à choisir des itinéraires et des destinations, et faciliter le financement de la migration irrégulière. Malheureusement, les contributions de *L'IJMBS* montrent également les limites de la résistance et les manières dont l'agentivité des migrants est exploitée par l'État pour justifier un durcissement du contrôle des migrations et le refus de protection. La situation précaire des enfants non accompagnés qui se sont rendus aux États-Unis en 2014 depuis le Mexique et l'Amérique centrale constitue un exemple classique. Le fait que ces enfants aient été qualifiés de « migrants illégaux » par les autorités américaines et mexicaines a permis de multiplier les expulsions. Parallèlement, des contrôles aux frontières ont été mis en œuvre sous couvert d'aide aux enfants, qui ont été présentés comme des victimes passives.

Nombre des articles de *L'IJMBS* ont évoqué les effets contreproductifs des dispositifs de contrôle aux frontières. Outre des violations des droits de l'homme des migrants, ces mesures ont entraîné la prolifération du trafic illicite de migrants et de la traite d'êtres humains. Comme le souligne un auteur, de véritables efforts de lutte contre le trafic illicite de migrants impliquent que les États élaborent des voies sûres et légales permettant de gagner des pays d'asile. La Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants (2016) appelait d'ailleurs

les États à assurer des migrations sûres, ordonnées et régulières. Les récents pactes mondiaux annoncent la transition vers des approches de la gouvernance de la mobilité humaine fondées sur des principes et plus inclusives. Comme le souligne le Pacte mondial sur les réfugiés, les politiques de réinstallation des réfugiés sont essentielles à cet égard. Un numéro spécial de *IJMBS* a nourri le débat en comparant la réinstallation des réfugiés dans quatre grands pays d'accueil : l'Australie, le Canada, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni. Leurs politiques ont été examinées dans plusieurs domaines essentiels de l'aide à l'installation, dont l'emploi, les soins de santé, l'éducation, la protection sociale et la sécurité sociale. Le numéro étudie en profondeur la question de savoir si les politiques de réinstallation sont adaptées, et dans quelle mesure. Il analyse également d'un œil critique les disparités entre les politiques des différents États et entre les volets des politiques d'installation. Les recommandations d'action formulées dans les contributions promeuvent des changements constructifs et informent les décideurs et les autres parties prenantes dans les pays étudiés et dans le monde. Notons qu'une analyse comparative des politiques de réinstallation montre qu'une plus grande solidarité avec les réfugiés et les pays du Sud qui les accueillent actuellement est possible.

Dans l'ensemble, les travaux publiés dans *IJMBS* appellent à faciliter la mobilité humaine au-delà des frontières et battent en brèche le mythe selon lequel les migrations peuvent être régulées par des politiques fondées sur la dissuasion. Les contributions apportent la preuve que ces politiques sont contreproductives et mettent en évidence la nécessité d'un cadre mondial efficace fondé sur les droits de l'homme, qui améliorerait la mobilité.

*Revue Européenne des Migrations Internationales*⁹³

Rédacteurs en chef : Emmanuel Ma Mung et Véronique Petit

La *Revue Européenne des Migrations Internationales (REMI)* est une revue spécialisée dans les migrations internationales et les relations interethniques. Multidisciplinaire (sociologie, anthropologie, démographie, géographie, histoire, sciences politiques, etc.), elle publie en français, en anglais et en espagnol des articles fouillés à dominante empirique ou théorique, ainsi que des notes de recherche qui présentent les premiers résultats de recherches en cours. Chaque numéro se compose d'un dossier thématique complété par des articles de varia. Depuis 2016, une chronique juridique prend en considération l'importance croissante de questions juridiques liées à la migration internationale et aux politiques migratoires. Cette chronique ressuscitée est animée par une équipe de juristes spécialisés, qui tissent un réseau autour de thèmes tels que le droit international de la migration (conventions, protocoles), les conditions d'accueil et de protection des enfants non accompagnés, la protection et la promotion des droits sociaux des migrants, les droits de l'homme comme protection des droits des migrants, l'accès à la santé, et le droit du travail pour les migrants irréguliers.

La *REMI* a célébré son trentième anniversaire en publiant un numéro spécial intitulé « Renouveler la question migratoire » (vol. 32, no 3-4, 2016) qui rassemble des contributions originales et diversifiées. À côté du format classique des articles, ce numéro contient des entretiens avec des directeurs de revues, des chercheurs et des artistes. À travers ces échanges sont interrogés la fonction des revues scientifiques dans un monde de l'édition et de la recherche en pleine mutation, l'usage de certaines catégories et concepts dans la compréhension des questions migratoires et des relations interethniques, ainsi que la place des migrations dans des sociétés multiculturelles. D'autres articles traitent de questions épistémologiques en rendant compte

93 Les articles cités peuvent être consultés à l'adresse <https://journals.openedition.org/remi/>.

de dispositifs d'enquête en contexte urbain (usage de la photographie, d'enregistrements sonores), de la mesure des flux migratoires et de leur représentation graphique, ainsi que de muséographie des histoires migratoires. Certaines contributions sont davantage liées à l'actualité politique puisqu'elles analysent dans un cas la politique migratoire des États-Unis et dans un autre cas la renaissance de la « Route de la soie » entre l'Asie et l'Europe.

La question de la violence est récurrente dans les derniers dossiers. La place qu'occupe ce sujet s'explique par les conséquences tragiques de politiques migratoires dans des crises ou contextes précis, et par l'émergence de travaux autour des voyages des migrants. Le dossier « Dire la violence des frontières. Mises en mots de la migration vers l'Europe » (vol. 33, no 2-3, 2017) coordonné par Cécile Canut et Anaïk Pian analyse la violence aux frontières en adoptant une approche langagière. Considérant les pratiques langagières comme partie intégrante des pratiques migratoires dans le cadre des migrations vers l'Europe, les articles analysent la manière dont les acteurs mettent en mots la mort et la violence aux frontières. La mort est étudiée sous divers angles : la mort sociale, la mort physique, la disparition, l'arbitraire institutionnel et sécuritaire, etc.. Ces pratiques langagières sont envisagées à différents niveaux sociologiques et politiques, qu'il s'agisse de leurs productions depuis les espaces institutionnels (organisations internationales, espaces politiques à l'échelle européenne ou étatique) ou de leurs réceptions par les migrants, au cours de leur voyage vers l'Europe ou après coup, lorsqu'ils y sont arrivés, ou encore de retour dans leur pays après une expulsion. L'approche par le langage correspond à la fois à une prise en compte des discours produits sur les migrants et de la parole prise par ces derniers dans des cadres discursifs divers. Cette perspective permet de penser l'objet frontière tout en offrant une grille de lecture des inégalités sociospatiales à l'heure de la mondialisation.

La question de la violence et des routes migratoires est également étudiée sous l'angle de la situation des réfugiés. Dans le dossier « Reconnu·e·s réfugié·e·s et après ? » (vol. 33, no 4, 2017), Karen Akoka, Olivier Clochard et Alben Tcholakova se penchent sur le sort des réfugiés une fois qu'ils ont obtenu ce statut. Ils commencent de fait par observer que les personnes reconnues comme réfugiées restent le parent pauvre des études sur les conditions d'asile en Europe. La grande majorité des travaux universitaires portent sur les situations des candidats au statut de réfugié avant que leur demande soit acceptée ou rejetée. Les articles présentés dans ce dossier thématique se penchent sur ce temps de « l'après », remettent en question l'image répandue qui fait du statut de réfugié une sorte d'aboutissement et invitent à s'interroger sur ses effets en termes de reconfigurations sociales, identitaires et politiques. Différentes études de cas portant sur différentes populations et périodes (Arméniens, Africains, Cambodgiens, Tamouls) font le jour sur le statut de réfugié en tant qu'expérience individuelle et collective.

L'expérience de l'exil et de l'après est également décrite dans le dossier « Vivre, penser, écrire en exil » (vol. 33, no 1, 2017) coordonné par l'historien Ralph Schor, qui s'emploie à exposer les parcours et les choix identitaires d'une catégorie particulière d'exilés : les écrivains et les penseurs. Ces derniers sont nombreux à avoir quitté leur patrie, volontairement dans le cas de ceux ayant tenté une aventure intellectuelle inédite, ou par force dans le cas des réfugiés politiques. Les articles, qui s'inscrivent dans le champ de l'histoire ou des sciences sociales, exposent les conditions d'existence des écrivains éloignés de leur pays en vue de comprendre la formation et l'expression de leur pensée. Certains auteurs ont recours à un double corpus : des données discursives tirées d'entretiens avec des auteurs et migrants de même origine, et un corpus formé à partir de leurs œuvres littéraires. Ces articles étudient la production littéraire et anthropologique de la migration, le discours propre et celui des autres, l'expression des émotions et des sentiments, et le point de vue du spectateur. Des articles de varia se penchent sur les articulations entre le cinéma et les expériences migratoires dans les pays dotés d'une industrie du cinéma. De quelle manière le cinéma et la

photographie ouvrent-ils de nouveaux espaces discursifs ? Un dossier spécial richement illustré est consacré aux liens entre la photographie, la migration et les villes (vol. 32, no 3-4, 2016). Comment le cinéma et la photographie rendent-ils compte des expériences migratoires, des imaginaires ainsi que des conditions de vie, de logement et de travail des migrants ? Ces articles décrivent également comment les images participent aux événements actuels et à la production de la mémoire – sources d’émotions, de réflexions, de mobilisations et de dénonciations.

Des situations contemporaines sont par ailleurs examinées à travers le prisme de l’histoire, qui permet de saisir les ruptures et les continuités, et de dégager des perspectives comparatives. Tel a été le cas pour le dossier « Les migrations des Roms roumains en Europe : politiques d’inclusion, stratégies de distinction et (dé)construction de frontières identitaires » coordonné par Mihaela Nedelcu et Ruxandra-Oana Ciobanu (vol. 32, no 1, 2016). C’est également la démarche adoptée dans le dossier « Mouvements migratoires d’hier et d’aujourd’hui en Italie » coordonné par Paola Corti et Adelina Miranda (vol. 34, no 1, 2018), qui opère un retour critique sur l’histoire migratoire de l’Italie au moment où cette dernière est de plus en plus présente sur la scène internationale en raison des politiques de refoulement des étrangers aux frontières nationales. L’étude du cas italien suggère, dans le sillon des études sur la migration, qu’il n’est pas possible de définir les champs migratoires à l’intérieur desquels se déplacent anciens et nouveaux protagonistes à travers la simple analyse des trajectoires territoriales. Les recherches présentées démontrent, d’une part, que l’adoption d’un regard distancié est essentielle pour relativiser les analyses actuelles et, d’autre part, elles montrent l’intérêt heuristique à varier la focale du regard historique sur les faits migratoires. De même, dès lors qu’il n’est plus concevable d’utiliser des catégories qui reflètent sur le plan sémantique des typologies utilisées par un discours politique qui les instrumentalise, il est utile de considérer les diverses échelles spatiopolitiques – locales, régionales, nationales et internationales – tout en s’appropriant le niveau subjectif pour comprendre la complexité du phénomène. Cette perspective historique est également présente dans le dossier « Former des élites : mobilités des étudiants d’Afrique au nord du Sahara dans les pays de l’ex-bloc socialiste » coordonné par Michèle Leclerc-Olive et Marie-Antoinette Hily (vol. 32, no 2, 2016), qui met en lumière un pan oublié de notre histoire, examine la collaboration entre des pays au nom d’un projet idéologique et la « migration qualifiée » entre ces États que ces programmes génèrent. La présentation de ces expériences engendre une réflexion sur les catégories descriptives de ces « mobilités » et de ces « élites ».

Enfin, le dernier dossier « La santé mentale en migrations internationales » (vol. 34, no 2-3, 2018), coordonné par Véronique Petit et Simeng Wang, est le premier dossier que la *REMI* consacre à la santé mentale. Sa publication intervient à un moment où en France et en Europe, les politiques migratoires, en raison de leurs effets délétères, portent atteinte aux droits, à l’accès aux soins et à la santé de nombreux migrants. Les articles comprennent des travaux empiriques décrivant les recours aux soins et les relations thérapeutiques en santé mentale des migrants à différents moments de leur expérience migratoire. Le prisme que constitue la santé mentale renouvelle la lecture des rapports sociaux dans lesquels le migrant est inséré. Il permet également d’analyser les conditions sociales de production, d’expression et de gestion de leurs souffrances psychiques aux échelles micro-, méso- et macrosociales. Les modes de prise en charge – institutionnel, social, juridique, sanitaire – des migrants diagnostiqués « comme ayant des troubles mentaux, des difficultés psychologiques, ou simplement en état de souffrances » mettent en lien les effets des politiques migratoires, les dynamiques d’accueil et de prise en charge des migrants, l’organisation des systèmes de soins et la production des subjectivités et de mise en parole de soi.

Références*

- Abascal, M.
2017 Tu casa, mi casa: Naturalization and belonging among Latino immigrants. *International Migration Review*, vol. 51, n° 2, p. 291 à 322.
- Acemoglu, D. et J. Robinson
2000 Why did the West extend the franchise? Democracy, inequality, and growth in historical perspective. *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 115, n° 4, p. 1167 à 1199.
- Agwu, G.A., D.N. Yuni et L. Anochiwa
2018 Do remittances improve income inequality? An instrumental variable quantile analysis of the Senegalese case. *International Migration*, vol. 56, n° 1, p. 146 à 166.
- Akcay, S. et A. Karasoy
2017 Remittances and calorie consumption nexus in Algeria. *International Migration*, vol. 55, n° 4, p. 103 à 117.
- Akoka, K., O. Clochard et A. Tcholakova
2017 Éditorial : La condition de réfugié·e : expériences subjectives et mobilisations collectives. *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 33, n° 4, p. 7 à 21.
- Alden, E.
2017 Is border enforcement effective? What we know and what it means. *Journal on Migration and Human Security*, vol. 5, n° 2, p. 481 à 490.
- Aldred, J., A. Astell, R. Behr, L. Cochrane, J. Hind, A. Pickard, L. Potter, A. Wignall et E. Wiseman
2008 The world's 50 most powerful blogs. *The Guardian*, 9 mars.
- Alfaro-Velcamp, T., R.H. McLaughlin, G. Brogneri, M. Skade et M. Shaw
2017 'Getting angry with honest people': The illicit market for immigrant 'papers' in Cape Town, South Africa. *Migration Studies*, vol. 5, n° 2, p. 216 à 236.
- Altman, C.E., J. Van Hook et J. Gonzalez
2017 Becoming overweight without gaining a pound: Weight evaluations and the social integration of Mexicans in the United States. *International Migration Review*, vol. 51, n° 1, p. 3 à 36.
- Amit, K. et D. Blum
2018 Subjective perceptions related to migration. *International Migration*, vol. 56, n° 3, p. 123 à 126.
- Appleby, K.
2017 Strengthening the global refugee protection system: Recommendations for the global compact on refugees. *Journal on Migration and Human Security*, vol. 5, n° 4, p. 780 à 799.
- Arouri, M. et C. Nguyen
2018 Does international migration affect labor supply, non-farm diversification and welfare of households? Evidence from Egypt. *International Migration*, vol. 56, n° 1, p. 39 à 62.

* Tous les liens hypertextes fonctionnaient au moment de la publication.

Assemblée générale des Nations Unies

- 2018 Projet de document final de la Conférence, Conférence intergouvernementale chargée d'adopter le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. A/CONF.231/3, 30 juillet.

Atkinson, K.E.

- 2018 Policy and possibilities of humanitarian development: Displaced women and peace-building features of the UNHCR. *Refugee Survey Quarterly*, vol. 37, n° 4, p. 408 à 439.

Bakewell, O.

- 2008 Research beyond the categories: The importance of policy irrelevant research into forced migration. *Journal of Refugee Studies*, vol. 21, n° 4, p. 432 à 453.

Banque mondiale

- 2018 *Moving for Prosperity: Global Migration and Labor Markets*. Policy Research Report. Banque mondiale, Washington, D.C. Disponible à l'adresse www.worldbank.org/en/research/publication/moving-for-prosperity.

Basu, S.

- 2017 Wage assimilation of immigrants: A comparison of 'new' and 'old' Asian source countries. *Migration Studies*, vol. 5, n° 1, p. 1 à 28.

Bauder, H.

- 2017 Sanctuary cities: Policies and practices in international perspective. *International Migration*, vol. 55, n° 2, p. 174 à 187.

Beaman, J.

- 2016 As French as anyone else: Islam and the North African second generation in France. *International Migration Review*, vol. 50, n° 1, p. 41 à 69.

Bello, V. et T. Bloom

- 2017 Interculturalism in times of crisis. *International Migration*, vol. 55, n° 2, p. 5 à 9.

Benson, L.B.

- 2017 Immigration adjudication: The missing "rule of law". *Journal on Migration and Human Security*, vol. 5, n° 2, p. 331 à 355.

Betts, A., N. Omata et L. Bloom

- 2017 Thrive or survive? Explaining variation in economic outcomes for refugees. *Journal on Migration and Human Security*, vol. 5, n° 4, p. 716 à 743.

Blitz, B.

- 2017 Another story: What public opinion data tell us about refugee and humanitarian policy. *Journal on Migration and Human Security*, vol. 5, n° 2, p. 379 à 400.

Bloemraad, I. et A. Sheares

- 2017 Understanding membership in a world of global migration: (How) does citizenship matter? *International Migration Review*, vol. 51, n° 4, p. 823 à 867.

- Boehm, D.A.
2017 Separated families: Barriers to family reunification after deportation. *Journal on Migration and Human Security*, vol. 5, n° 2, p. 401 à 416.
- Bonjour, S. et S. Chauvin
2018 Social class, migration policy and migrant strategies: An introduction. *International Migration*, vol. 56, n° 4, p. 5 à 18.
- Bornmann, L.
2014 Do altmetrics point to the broader impact of research? An overview of benefits and disadvantages of altmetrics. *Journal of Informetrics*, vol. 8, n° 4, p. 895 à 903.
- Boswell, C.
2008 The political functions of expert knowledge: Knowledge and legitimation in European Union immigration policy. *Journal of European Public Policy*, vol. 15, n° 4, p. 471 à 88.
- Brekke, J., M. Røed et P. Schøne
2017 Reduction or deflection? The effect of asylum policy on interconnected asylum flows. *Migration Studies*, vol. 5, n° 1, p. 65 à 96.
- Brzozowski, J., M. Cucculelli et A. Surdej
2017 The determinants of transnational entrepreneurship and transnational ties' dynamics among immigrant entrepreneurs in ICT sector in Italy. *International Migration*, vol. 55, n° 3, p. 105 à 125.
- Burson, B., W. Kälin, J. McAdam et S. Weerasinghe
2018 The duty to move people out of harm's way in the context of climate change and disasters. *Refugee Survey Quarterly*, vol. 37, n° 4, p. 379 à 407.
- Bylander, M.
2017 Poor and on the move: South-South migration and poverty in Cambodia. *Migration Studies*, vol. 5, n° 2, p. 237 à 266.
2018 Migration disruption: Crisis and continuity in the Cambodian mass returns. *International Migration Review*, vol. 52, n° 4, p. 1130 à 1161.
- Cantor, D.J., J. van Wijk, S. Singer et M.P. Bolhuis
2017 The emperor's new clothing: National responses to "undesirable and unreturnable" aliens under asylum and immigration law. *Refugee Survey Quarterly*, vol. 36, n° 1, p. 1 à 8.
- Canut, C. et A. Pian
2017 Éditorial. *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 33, n° 2-3, p. 7 à 19.
- Carling, J.
2015 *Who is who in migration studies: 107 names worth knowing*. Disponible à l'adresse <https://jorgencarling.org/2015/06/01/who-is-who-in-migration-studies-108-names-worth-knowing/>.

- 2016 West and Central Africa. In : *Migrant Smuggling Data and Research: A Global Review of the Emerging Evidence Base* (M. McAuliffe et F. Laczko, dir. publ.). OIM, Genève. Disponible à l'adresse <https://publications.iom.int/books/migrant-smuggling-data-and-research-global-review-emerging-evidence-base>.
- Castles, S.
2010 Understanding global migration: A social transformation perspective. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 36, n° 10, p. 1565 à 1586.
- Cederberg, M.
2017 Social class and international migration: Female migrants' narratives of social mobility and social status. *Migration Studies*, vol. 5, n° 2, p. 149 à 167.
- Chaudhary, A.R.
2018 Organizing transnationalism and belonging among Pakistani immigrants in London and New York. *Migration Studies*, vol. 6, n° 3, p. 420 à 447.
- Chavan, M. et L. Taksa
2017 Shifts in intergenerational mobility of Indian immigrant entrepreneurs. *International Migration*, vol. 55, n° 1, p. 99 à 127.
- Cherney, A., B. Head, P. Boreham, J. Povey et M. Ferguson
2012 Perspectives of academic social scientists on knowledge transfer and research collaborations: A cross-sectional survey of Australian academics. *Evidence and Policy: A Journal of Research, Debate and Practice*, vol. 8, n° 4, p. 433 à 453.
- Colquhoun, D.
2011 Publish-or-perish: Peer review and the corruption of science. *The Guardian*, 5 septembre.
- Coon, M.
2017 Local immigration enforcement and arrests of the Hispanic population. *Journal on Migration and Human Security*, vol. 5, n° 3, p. 645 à 666.
- Corti, P. et A. Miranda
2018 Éditorial : Coexistence, imbrication et superposition des flux migratoires italiens. *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 34, n° 1, p. 21 à 28.
- Cosemans, S.
2018 The politics of dispersal: Turning Ugandan colonial subjects into postcolonial refugees (1967-76). *Migration Studies*, vol. 6, n° 1, p. 99 à 119.
- Costas, R., Z. Zahedi et P. Wouters
2015 Do "altmetrics" correlate with citations? Extensive comparison of altmetric indicators with citations from a multidisciplinary perspective. *Journal of the Association for Information Science and Technology*, vol. 66, n° 10, p. 2003 à 2019.
- Crisp, J. et K. Long
2016 Safe and voluntary refugee repatriation: From principle to practice. *Journal on Migration and Human Security*, vol. 4, n° 3, p. 141 à 147.

- Crush, J. et M. Caesar
2017 Introduction: Cultivating the Migration-Food Security Nexus. *International Migration*, vol. 55, n° 4, p. 10 à 17.
- Czaika, M. et H. de Haas
2017 The effect of visas on migration processes. *International Migration Review*, vol. 51, n° 4, p. 893 à 926.
- Davies, M. et R. Woodward
2014 *International Organizations: A Companion*. Edward Elgar Publishing, Royaume-Uni.
- Davis, J. et E.A. Jennings
2018 Spatial and temporal dimensions of migration on union dissolution. *International Migration*, vol. 56, n° 6, p. 136 à 152.
- Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES)
2017 *International Migration Report 2017*. DAES, New York. Disponible à l'adresse www.un.org/en/development/desa/population/migration/publications/migrationreport/docs/MigrationReport2017.pdf.
- Duckett, J. et G. Wang
2017 Why do authoritarian regimes provide public goods? Policy communities, external shocks and ideas in China's rural social policy making. *Europe-Asia Studies*, vol. 69, n° 1, p. 92 à 109.
- Dumitriu, P.
2018 *Renforcer l'exploitation de la recherche sur les politiques dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030*. Corps commun d'inspection des Nations Unies, document des Nations Unies JIU/REP/2018/7. Disponible à l'adresse www.unjiu.org/sites/www.unjiu.org/files/jiu_rep_2018_7_french_0.pdf.
- Dye, T.
1972 *Understanding Public Policy*. Prentice-Hall, Englewood Cliffs.
- El Qadim, N.
2018 The symbolic meaning of international mobility: EU-Morocco negotiations on visa facilitation. *Migration Studies*, vol. 6, n° 2, p. 279 à 305.
- Ellis, B.D. et H.J. Stam
2018 Cycles of deportability: Threats, fears, and the agency of 'irregular' migrants in Canada. *Migration Studies*, vol. 6, n° 3, p. 321 à 344.
- Ellis, E.G.
2017 Fake think tanks fuel fake news – And the President's tweets. *Wired Magazine*, 24 janvier. Disponible à l'adresse www.wired.com/2017/01/fake-think-tanks-fuel-fake-news-presidents-tweets/.

Ervin, D., E.R. Hamilton et D. Lopez-Carr

- 2017 Blessed be the ties: Health and healthcare for migrants and migrant families in the United States. *International Migration*, vol. 55, n° 5, p. 5 à 7.

Federation for American Immigration Reform (FAIR)

- 2017 *An Immigration Reform Agenda for the 115th Congress*. Disponible à l'adresse www.fairus.org/legislation/reports-and-analysis/immigration-reform-agenda-115th-congress.

Felenon, A.

- 2017 Rethinking the Hispanic paradox: The mortality experience of Mexican immigrants in traditional gateways and new destinations. *International Migration Review*, vol. 51, n° 3, p. 567 à 599.

Fellini, I.

- 2018 Immigrants' labour market outcomes in Italy and Spain: Has the southern European model disrupted during the crisis? *Migration Studies*, vol. 6, n° 1, p. 53 à 78.

Fine, J. et G. Lyon

- 2017 Segmentation and the role of labor standards enforcement in immigration reform. *Journal on Migration and Human Security*, vol. 5, n° 2, p. 431 à 451.

Flahaux, M.L.

- 2017 The role of migration policy changes in Europe for return migration to Senegal. *International Migration Review*, vol. 51, n° 4, p. 868 à 892.

Flahaux, M.L. et S. Vezzoli

- 2018 Examining the role of border closure and post-colonial ties in Caribbean migration. *Migration Studies*, vol. 6, n° 2, p. 165 à 186.

Flynn, M.

- 2017 Kidnapped, trafficked, detained? The implications of non-state actor involvement in immigration detention. *Journal on Migration and Human Security*, vol. 5, n° 3, p. 593 à 613.

Fondation William et Flora Hewlett

- 2018 Evidence-Informed Policymaking Strategy. Global Development and Population Program, p. 1 à 18.

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)

- 2017a *La situation des enfants dans le monde 2017 : Les enfants dans un monde numérique*. UNICEF, New York. Disponible à l'adresse www.unicef.org/french/publications/files/SOWC_2017_FR.pdf.

- 2017b *A Child Is a Child: Protecting Children on the Move from Violence, Abuse and Exploitation*. UNICEF, New York. Disponible à l'adresse www.unicef.org/publications/files/UNICEF_A_child_is_a_child_May_2017_EN.pdf.

- Foster, J.G., A. Rzhetsky et J.A. Evans
2015 Tradition and innovation in scientists' research strategies. *American Sociological Review*, vol. 80, n° 5, p. 875 à 908.
- Frelick, B., I. Kysel et J. Podkul
2016 The impact of externalization of migration controls on the rights of asylum seekers and other migrants. *Journal of Migration and Human Security*, vol. 4, n° 4, p. 190 à 220.
- Fuller, H.R.
2017 The emotional toll of out-migration on mothers and fathers left behind in Mexico. *International Migration*, vol. 55, n° 3, p. 156 à 172.
- Gammeltoft-Hansen, T. et N.F. Tan
2017 The end of the deterrence paradigm? Future directions for global refugee policy. *Journal on Migration and Human Security*, vol. 5, n° 1, p. 28 à 56.
- Geeraert, J.
2018 Healthcare reforms and the creation of ex-/included categories of patients – “Irregular Migrants” and the “Undesirable” in the French healthcare system. *International Migration*, vol. 56, n° 2, p. 68 à 81.
- Germano, R.
2018 Using video to promote empathy, reduce xenophobia, and illustrate concepts in the study of international migration. *Migration Studies*, vol. 6, n° 1, p. 140 à 152.
- Gibson, J. et D. McKenzie
2017 How reliable are survey estimates of remittances? Evidence from a cross-reporting survey exercise. *Migration Studies*, vol. 5, n° 1, p. 97 à 115.
- Gilman, D. et L.A. Romero
2018 Immigration detention, Inc. *Journal on Migration and Human Security*, vol. 6, n° 2, p. 145 à 160.
- Gong, S.
2018 Are the consequences of experiencing discrimination the same for immigrants of differing socio-economic status in Japan? *International Migration*, vol. 56, n° 2, p. 37 à 55.
- Gravelle, T.B.
2018 Partisanship, local context, group threat, and Canadian attitudes towards immigration and refugee policy. *Migration Studies*, vol. 6, n° 3, p. 448 à 467.
- GreyNet International
2014 Pisa Declaration on Policy Development for Grey Literature Resources. *The Grey Journal*, vol. 10, n° 2, p. 64.

Groupe mondial sur la migration (GMG)

- 2017a *Handbook for Improving the Production and Use of Migration Data for Development*. Alliance mondiale pour le savoir sur les migrations et le développement (KNOMAD), Washington, D.C. Disponible à l'adresse www.knomad.org/sites/default/files/2017-11/Handbook%20for%20Improving%20the%20Production%20and%20Use%20of%20Migration%20Data%20for%20Development.pdf.
- 2017b *Migration, Remittances and Financial Inclusion: Challenges and Opportunities for Women's Economic Empowerment*. ONU-Femmes, New York. Disponible à l'adresse https://globalmigrationgroup.org/system/files/GMG_Report_Remittances_and_Financial_Inclusion_updated_27_July.pdf.

Gubernskaya, Z. et J. Dreby

- 2017 US immigration policy and the case for family unity. *Journal on Migration and Human Security*, vol. 5, n° 2, p. 417 à 430.

Harbeson, J.W.

- 2016 Mainstreaming involuntary migration in development policies. CMS Essays. Disponible à l'adresse <http://cmsny.org/wp-content/uploads/2018/06/JMHSspecialcoll-Immigration-System.pdf>.

Hari, A. et J.C.Y. Liew

- 2018 Precarity, illegality and temporariness: Implications and consequences of Canadian migration management. *International Migration*, vol. 56, n° 6, p. 169 à 175.

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH)

- 2018 *Principles and Guidelines, Supported by Practical Guidance, on the Human Rights Protection of Migrants in Vulnerable Situations*. HCDH, Genève. Disponible à l'adresse www.ohchr.org/Documents/Issues/Migration/PrinciplesAndGuidelines.pdf.

Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)

- 2019 *Global Trends: Forced Displacement in 2018*. HCR, Genève. Disponible à l'adresse www.unhcr.org/globaltrends2018/.

Hayes, M. et R. Pérez-Gañán

- 2017 North-South migrations and the asymmetric expulsions of late capitalism: Global inequality, arbitrage, and new dynamics of North-South transnationalism. *Migration Studies*, vol. 5, n° 1, p. 116 à 135.

Hollenbach, D.

- 2016 Borders and duties to the displaced: Ethical perspectives on the refugee protection system. *Journal on Migration and Human Security*, vol. 4, n° 3, p. 148 à 165.

Horvath, K., A. Amelina et K. Peters

- 2017 Re-thinking the politics of migration. On the uses and challenges of regime perspectives for migration research. *Migration Studies*, vol. 5, n° 3, p. 301 à 314.

- Huot, S.
2017 'Doing' capital: Examining the relationship between immigrants' occupational engagement and symbolic capital. *Migration Studies*, vol. 5, n° 1, p. 29 à 48.
- Ionesco, D., D. Mokhnacheva et F. Gemenne
2017 *Atlas des migrations environnementales*. OIM et Routledge. Disponible à l'adresse <https://environmentalmigration.iom.int/fr/node/146>.
- Iredale, R., T. Turpin, C. Hawksley, S. Go, S. Kanchai et Y. May Kaung
2001 Migration Research and Policy Landscape. Case Studies of Australia, the Philippines and Thailand. Asia Pacific Migration Research Network (APMRN) Working Paper No. 9. APMRN Secretariat Centre for Asia Pacific Social Transformation Studies, Université de Wollongong.
- Jiménez, T.R., J. Park et J. Pedroza
2018 The new third generation: Post-1965 immigration and the next chapter in the long story of assimilation. *International Migration Review*, vol. 52, n° 4, p. 1040 à 1079.
- Jones, W. et A. Teytelboym
2017 Matching systems for refugees. *Journal on Migration and Human Security*, vol. 5, n° 3, p. 667 à 681.
- Kanstroom, D.
2017 The "right to remain here" as an evolving component of global refugee protection: Current initiatives and critical questions. *Journal on Migration and Human Security*, vol. 5, n° 3, p. 614 à 644.
- Karimi, A. et S.M. Bucerius
2018 Colonized subjects and their emigration experiences. The case of Iranian students and their integration strategies in Western Europe. *Migration Studies*, vol. 6, n° 1, p. 1 à 19.
- Kelley, N.
2017 Responding to a refugee influx: Lessons from Lebanon. *Journal on Migration and Human Security*, vol. 5, n° 1, p. 82 à 104.
- Kelly, E.
2019 Search is on for new steward to deliver Plan S open access, as Smits bows out. *Science Business*, 4 mars. Disponible à l'adresse <https://sciencebusiness.net/news/search-new-steward-deliver-plan-s-open-access-smits-bows-out>.
- Kerwin, D.
2016 How robust refugee protection policies can strengthen human and national security. *Journal on Migration and Human Security*, vol. 4, n° 3, p. 83 à 140.
2017 Moving beyond comprehensive immigration reform and Trump: Principles, interests, and policies to guide long-term reform of the US immigration system. *Journal on Migration and Human Security*, vol. 5, n° 3, p. 541 à 576.

- Kerwin, D. et R. Warren
2017 National interests and common ground in the US immigration debate: How to legalize the US immigration system and permanently reduce its undocumented population. *Journal on Migration and Human Security*, vol. 5, n° 2, p. 297 à 330.
- Kesler, C. et M. Safi
2018 Immigrants in the labour markets of France and the United Kingdom: Integration models, institutional variations, and ethnic inequalities. *Migration Studies*, vol. 6, n° 2, p. 225 à 250.
- Kim, G. et M. Kilkey
2018 Marriage migration policy in South Korea: Social investment beyond the nation state. *International Migration*, vol. 56, n° 1, p. 23 à 38.
- Koff, H.
2016 Diaspora philanthropy in the context of policy coherence for development: Implications for the post-2015 Sustainable Development Agenda. *International Migration*, vol. 55, n° 1, p. 5 à 19.
- Koops, J., B. Martinovic et J. Weesie
2017 Are inter-minority contacts guided by the same mechanisms as minority-majority contacts? A comparative study of two types of inter-ethnic ties in the Netherlands. *International Migration Review*, vol. 51, n° 3, p. 701 à 726.
- Krzyzanowski, M., A. Triandafyllidou et R. Wodak
2017 The mediatization and the politicization of the "refugee crisis" in Europe. *Journal of Immigrant and Refugee Studies*, vol. 16, n° 1-2, p. 1 à 14.
- Kuépié, M.
2018 Is international migration always good for left behind households members? Evidence from children education in Cameroon. *International Migration*, vol. 56, n° 6, p. 120 à 135.
- Kumar, R.R., P.J. Stauvermann, A. Patel et S. Prasad
2018 The effect of remittances on economic growth in Kyrgyzstan and Macedonia: Accounting for financial development. *International Migration*, vol. 56, n° 1, p. 95 à 126.
- Langerak, E.J.
2010 Conservative think tanks and discourse on immigration in the U.S. College of Liberal Arts and Social Sciences Theses and Dissertations. Disponible à l'adresse <https://via.library.depaul.edu/etd/36/>.
- Laubenthal, B.
2017 Introduction: Labour migration in Europe: Changing policies – changing organizations – changing people. *International Migration*, vol. 55, n° S1, p. 3 à 10.
- Leclerc-Olive, M. et M.-A. Hily
2016 Éditorial. *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 32, n° 2, p. 7 à 12.

- Lopez, L.
2016 Two hawkish anti-immigration groups say consulted by Trump. *Reuters*, 7 octobre. Disponible à l'adresse www.reuters.com/article/us-usa-election-trump-immigration-idUSKCN1270Z3.
- López García, A.I.
2018 Economic remittances, temporary migration and voter turnout in Mexico. *Migration Studies*, vol. 6, n° 1, p. 20 à 52.
- Magner, T.
2016 Refugee, asylum, and related legislation in the US Congress: 2013-2016. *Journal on Migration and Human Security*, vol. 4, n° 4, p. 166 à 189.
- Maliepaard, M. et R. Alba
2018 Cultural integration in the Muslim second generation in the Netherlands: The case of gender ideology. *International Migration Review*, vol. 50, n° 1, p. 70 à 94.
- Martin, P.
2017 Immigration policy and agriculture: Possible directions for the future. *Journal on Migration and Human Security*, vol. 5, n° 2, p. 252 à 262.
- Martin, S.
2016 New models of international agreement for refugee protection. *Journal on Migration and Human Security*, vol. 4, n° 3, p. 60 à 75.
- Mason, E.
1999 Researching refugee and forced migration studies. *Behavioral and Social Sciences Librarian*, vol. 18, n° 1, p. 1 à 20.
- McAuliffe, M.
2016 Migration moderate, 'Master Weaver' and inspirational team leader: Reflecting on the lasting legacy of Graeme Hugo in three spheres of migration policy. *Australian Geographer*, vol. 47, n° 4, p. 383 à 389.
2017 Protection elsewhere, resilience here: Introduction to the special issue on statelessness, irregularity and protection in southeast Asia. *Journal of Immigrant and Refugee Studies*, vol. 15, n° 3, p. 221 à 231.
- McAuliffe, M. et F. Laczko
2016 Report overview. In : *Migrant Smuggling Data and Research: A Global Review of the Emerging Evidence Base* (M. McAuliffe et F. Laczko, dir. publ.). OIM, Genève, p. 1 à 24.
- Melzer, S.M. et R.J. Muffels
2017 Migrants' pursuit of happiness: An analysis of the effects of adaptation, social comparison and economic integration on subjective well-being on the basis of German panel data for 1990–2014. *Migration Studies*, vol. 5, n° 2, p. 190 à 215.
- Menjívar, C., J.E. Morris et N.P. Rodríguez
2018 The ripple effects of deportations in Honduras. *Migration Studies*, vol. 6, n° 1, p. 120 à 139.

- Micinski, N.R.
2018 Refugee policy as foreign policy: Iraqi and Afghan refugee resettlements to the United States. *Refugee Survey Quarterly*, vol. 37, n° 3, p. 253 à 278.
- Ministère du développement international du Royaume-Uni (DFID)
2008 DFID Research Strategy 2008–2013. Working Paper Series: Capacity Building. Ministère du développement international du Royaume-Uni.
- Mora, G.C., J. Fernández et M. Torre
2018 Different contexts and trends: Latina immigrant fertility in the US and Spain. *International Migration*, vol. 56, n° 5, p. 56 à 73.
- Mulligan, A., L. Hall et E. Raphael
2013 Peer review in a changing world: An international study measuring the attitudes of researchers. *Journal of the American Society for Information Science and Technology*, vol. 64, n° 1, p. 132 à 161.
- Musalo, K. et E. Lee
2017 Seeking a rational approach to a regional refugee crisis: Lessons from the summer 2014 “Surge” of Central America women and children at the US-Mexico border. *Journal on Migration and Human Security*, vol. 5, n° 1, p. 137 à 179.
- Nedelcu, M. et R. Ciobanu
2016 Les migrations des Roms roumains en Europe : politiques d’inclusion, stratégies de distinction et (dé)construction de frontières identitaires. *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 32, n° 1, p. 7 à 17.
- Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD)
2000 *Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée*. Nations Unies, Genève. Disponible à l’adresse https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=IND&mtmsg_no=XVIII-12-b&chapter=18&lang=fr.
- 2018a *Global Report on Trafficking in Persons*. ONUDD, Vienne. Disponible à l’adresse www.unodc.org/documents/data-and-analysis/glotip/2018/GLOTiP_2018_BOOK_web_small.pdf.
- 2018b *Global Study on Smuggling of Migrants 2018*. ONUDD, Vienne. Disponible à l’adresse www.unodc.org/documents/data-and-analysis/glosom/GLOSOM_2018_web_small.pdf.
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Organisation internationale du Travail (OIT), Organisation internationale pour les migrations (OIM) et Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)
2018 *G20 International Migration and Displacement Trends Report 2018*. OCDE, OIT, OIM et HCR. Disponible à l’adresse www.oecd.org/els/mig/G20-international-migration-and-displacement-trends-report-2018.pdf.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

- 2018 *Résumé du rapport mondial de suivi sur l'éducation 2019 : Migration, déplacement et éducation : bâtir des ponts, pas des murs*. UNESCO, Paris. Disponible à l'adresse https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000265996_fre.

Organisation internationale du Travail (OIT)

- 2017 *Migrations de main-d'œuvre : nouvelle donne et enjeux de gouvernance*. OIT, Genève. Disponible à l'adresse www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_norm/---relconf/documents/meetingdocument/wcms_550363.pdf.
- 2018 *ILO Global Estimates on International Migrant Workers – Results and Methodology*. Deuxième édition, OIT, Genève. Disponible à l'adresse www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_652001.pdf.

Organisation internationale pour les migrations (OIM)

- 2017a *Fatal Journeys, Volume 3 Part 1: Improving Data on Missing Migrants*. Centre mondial d'analyse des données sur la migration (GMDAC) de l'OIM, Genève. Disponible à l'adresse https://publications.iom.int/system/files/pdf/fatal_journeys_volume_3_part_1.pdf.
- 2017b *Fatal Journeys, Volume 3 Part 2: Improving Data on Missing Migrants*. Centre mondial d'analyse des données sur la migration (GMDAC) de l'OIM, Genève. Disponible à l'adresse https://publications.iom.int/system/files/pdf/fatal_journeys_3_part2.pdf.
- 2017c *Making Mobility Work for Adaptation to Environmental Changes: Results from the MECLEP Global Research*. Centre mondial d'analyse des données sur la migration (GMDAC) de l'OIM, Genève. Disponible à l'adresse https://publications.iom.int/system/files/pdf/meclep_comparative_report.pdf.
- 2017d *Migration Research Leaders' Syndicate: Ideas to Inform International Cooperation on Safe, Orderly and Regular Migration*. OIM, Genève. Disponible à l'adresse https://publications.iom.int/system/files/pdf/migration_research_leaders_syndicate.pdf.
- 2017e *État de la migration dans le monde 2018* (M. McAuliffe et M. Ruhs, dir. publ.). OIM, Genève. Disponible à l'adresse www.iom.int/wmr/world-migration-report-2018.
- 2018 *La migration et le Programme 2030 – Un guide à l'usage des praticiens*. OIM, Genève. Disponible à l'adresse https://publications.iom.int/system/files/pdf/sdg_fr.pdf.

Orrenius, P.M. et M. Zavodny

- 2017 Creating cohesive, coherent immigration policy. *Journal on Migration and Human Security*, vol. 5, n° 1, p. 180 à 193.

Ozimek, A.

- 2012 Bloggers and economists are failing on immigration. *Forbes*, 7 octobre. Disponible à l'adresse www.forbes.com/sites/modeledbehavior/2012/10/07/bloggers-and-economists-are-failing-on-immigration.

- Paerregaard, K.
2018 Capitalizing on migration: The role of strong and weak ties among Peruvian entrepreneurs in the United States, Spain and Chile. *Migration Studies*, vol. 6, n° 1, p. 79 à 98.
- Pailey, R.N.
2018 Between rootedness and rootlessness: How sedentarist and nomadic metaphysics simultaneously challenge and reinforce (dual) citizenship claims for Liberia. *Migration Studies*, vol. 6, n° 3, p. 400 à 419.
- Palmer, W.
2018 Back pay for trafficked migrant workers: An Indonesian case study. *International Migration*, vol. 56, n° 2, p. 56 à 67.
- Pande, A.
2018 Intimate counter-spaces of migrant domestic workers in Lebanon. *International Migration Review*, vol. 52, n° 3, p. 780 à 808.
- Pavez-Soto, I. et C. Chan
2018 The second generation in Chile: Negotiating identities, rights, and public policy. *International Migration*, vol. 56, n° 2, p. 82 à 96.
- Pécoud, A.
2015 *Depoliticising Migration: Global Governance and International Migration Narratives*. Palgrave MacMillan, Royaume-Uni.
- Petit, V. et S. Wang
2018 Éditorial : La santé mentale en migrations internationales. *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 34, n° 2-3, p. 7 à 20.
- Petreski, M., B. Petreski et D. Tumanoska
2017 Remittances as a shield to vulnerable households in Macedonia: The case when the instrument is not strictly exogenous. *International Migration*, vol. 55, n° 1, p. 20 à 36.
- Pineteh, E.A.
2018 Spatial contestation, victimisation and resistance during xenophobic violence: The experiences of Somali migrants in post-Apartheid South Africa. *International Migration*, vol. 56, n° 2, p. 133 à 145.
- Poulain, M., N. Perrin et A. Singleton (dir. publ.)
2006 *THESIM: Towards Harmonised European Statistics on International Migration*. Presses universitaires de Louvain, Louvain.
- Priem, J., H.A. Piwowar et B.M. Hemminger
2012 Altmetrics in the wild: Using social media to explore scholarly impact. arXiv preprint arXiv:1203.4745.

- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et Overseas Development Institute (ODI)
2017 *Climate Change, Migration and Displacement: The Need for a Risk-Informed and Coherent Approach*. PNUD, Genève, et ODI, Londres. Disponible à l'adresse www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/resource-documents/11874.pdf.
- Prosser Scully, R.
2015 How the pressure of publish or perish affects us all. *The Medical Republic*. Disponible à l'adresse <http://medicalrepublic.com.au/how-the-pressure-of-publish-or-perish-affects-us-all/1134>.
- Rabesandratana, T.
2019 Will the world embrace Plan S, the radical proposal to mandate open access to science papers? *Science*, 3 janvier. Disponible à l'adresse www.sciencemag.org/news/2019/01/will-world-embrace-plan-s-radical-proposal-mandate-open-access-science-papers.
- Rahaman, M.A., M.M. Rahman, K.Md. Bahauddin, S. Khan et S. Hassan
2018 Health disorder of climate migrants in Khulna city: An urban slum perspective. *International Migration*, vol. 56, n° 5, p. 42 à 55.
- Ravenstein, E.G.
1885 The laws of migration. *Journal of the Statistical Society of London*, vol. 48, n° 2, p. 167 à 235.
- Ricard-Guay, A. et T. Maroukis
2017 Human trafficking in domestic work in the EU: A special case or a learning ground for the anti-trafficking field? *Journal of Immigrant and Refugee Studies*, vol. 15, n° 2, p. 109 à 121.
- Rich, A.
2004 The political demography of think tanks. In : *Think Tanks, Public Policy, and the Politics of Expertise* (A. Rich, dir. publ.). Cambridge University Press, Cambridge, p. 1 à 28.
- Rocha-Jiminez, T., K.C. Brouwer, M. Salazar, S.C. Boyce, A.E. Servin, S.M. Goldenberg, H. Staines-Orozco, R.B. Vera-Monroy et J.G. Silverman
2018 "He invited me and didn't ask anything in return". Migration and mobility as vulnerabilities for sexual exploitation among female adolescents in Mexico. *International Migration*, vol. 56, n° 2, p. 5 à 17.
- Rodriguez, C.
2017 Enforcement, integration, and the future of immigration federalism. *Journal on Migration and Human Security*, vol. 5, n° 2, p. 509 à 540.
- Rojc, P.
2017 Who supports Trump's favourite immigration think tank? *Inside Philanthropy*, 21 avril. Disponible à l'adresse www.insidephilanthropy.com/home/2017/4/21/center-for-immigration-studies-funders.

- Rupp, G.
2016 Rethinking the assumptions of refugee policy: Beyond individualism to the challenge of inclusive communities. *Journal on Migration and Human Security*, vol. 4, n° 3, p. 76 à 82.
- Ryo, E.
2017 The promise of a subject-centered approach to understanding immigration noncompliance. *Journal on Migration and Human Security*, vol. 5, n° 2, p. 285 à 296.
- Sanchez, G.
2017 Critical perspectives on clandestine migration facilitation: An overview of migrant smuggling research. *Journal on Migration and Human Security*, vol. 5, n° 1, p. 9 à 27.
- Sánchez-Domínguez, M. et S. Fahlén
2018 Changing sector? Social mobility among female migrants in care and cleaning sector in Spain and Sweden. *Migration Studies*, vol. 6, n° 3, p. 367 à 399.
- Schmidt, S.
2017 "They need to give us a voice": Lessons from listening to unaccompanied Central American and Mexican children on helping children like themselves. *Journal on Migration and Human Security*, vol. 5, n° 1, p. 57 à 81.
- Schor, R.
2017 Éditorial. *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 33, n° 1, p. 7 à 9.
- Schulz, B. et L. Leszczensky
2016 Native friends and host country identification among adolescent immigrants in Germany: The role of ethnic boundaries. *International Migration Review*, vol. 50, n° 1, p. 163 à 196.
- Sense About Science
2005 I don't know what to believe. Making sense of science stories. Disponible à l'adresse <https://senseaboutscience.org/activities/i-dont-know-what-to-believe/>.
- Silver, A., H. Edelblute, T. Mouw et S. Chávez
2018 Fractured families, connected community: Emotional engagement in a transnational social network. *International Migration*, vol. 56, n° 6, p. 153 à 168.
- Smith, R.
2006 Peer review: A flawed process at the heart of science and journals. *Journal of the Royal Society of Medicine*, vol. 99, n° 4, p. 178 à 182.
- Song, L.
2018 China and the international refugee protection regime: Past, present, and potentials. *Refugee Survey Quarterly*, vol. 37, n° 2, p. 139 à 161.
- Spiro, P.
2017 Citizenship after Trump. CMS Essays. Disponible à l'adresse <https://cmsny.org/publications/spirocitizenship-after-trump/>.

- Stark, O. et D.E. Bloom
1985 The new economics of labor migration. *American Economic Review*, vol. 75, n° 2, p. 173 à 178.
- Stefanovic, D. et N. Loizides
2017 Peaceful returns: Reversing ethnic cleansing after the Bosnian war. *International Migration*, vol. 55, n° 5, p. 217 à 234.
- Takenaka, A., M. Nakamuro et K. Ishida
2016 Negative assimilation: How immigrants experience economic mobility in Japan. *International Migration Review*, vol. 50, n° 2, p. 506 à 533.
- Takle, M.
2017 Migration and asylum statistics as a basis for European border control. *Migration Studies*, vol. 5, n° 2, p. 267 à 285.
- The LSE GV314 Group
2014 Evaluation under contract: Government pressure and the production of policy research. *Public Administration*, vol. 92, n° 1, p. 224 à 239.
- The PLoS Medicine Editors
2006 The Impact Factor Game. *PLoS Med*, vol. 3, n° 6, p. e291. Disponible à l'adresse <https://journals.plos.org/plosmedicine/article?id=10.1371/journal.pmed.0030291>.
- Thelwall, M., S. Haustein, V. Larivière et C.R. Sugimoto
2013 Do altmetrics work? Twitter and Ten Other Social Web Services. *PLoS one*, vol. 8, n° 5, p. e64841.
- Triandafyllidou, A. et M. McAuliffe (dir. publ.)
2018 *Migrant Smuggling Data and Research: A Global Review of the Emerging Evidence Base (volume 2)*. OIM, Genève. Disponible à l'adresse https://publications.iom.int/system/files/pdf/migrant_smuggling_data_vol2_0.pdf.
- Troy, T.
2012 Devaluing the think tank. *National Affairs*, hiver. Disponible à l'adresse www.nationalaffairs.com/publications/detail/devaluing-the-think-tank.
- Türk, V.
2016 Prospects for responsibility sharing in the refugee context. *Journal on Migration and Human Security*, vol. 4, n° 3, p. 45 à 59.
- Urama, N.E., E.O. Nwosu, D.N. Yuni et S.E. Aguegbah
2017 International migrant remittances and labour supply in Nigeria. *International Migration*, vol. 55, n° 1, p. 37 à 50.
- Valatheeswaran, C. et M. Imran Khan
2018 International remittances and private schooling: Evidence from Kerala, India. *International Migration*, vol. 56, n° 1, p. 127 à 145.

- Van Noorden, R.
2014 Global scientific output doubles every nine years. Blog d'information Nature. Disponible à l'adresse <http://blogs.nature.com/news/2014/05/global-scientific-output-doubles-every-nine-years.html>.
- Ware, M. et M. Mabe
2015 *The STM Report: An Overview of Scientific and Scholarly Journal Publishing*. International Association of Scientific, Technical and Medical Publishers (STM). Disponible à l'adresse www.stmassoc.org/2015_02_20_STM_Report_2015.pdf.
- Warren, R. et D. Kerwin
2017 The 2,000 mile wall in search of a purpose: Since 2007 visa overstays have outnumbered undocumented border crossers by a half million. *Journal on Migration and Human Security*, vol. 5, n° 1, p. 124 à 136.
- Warren, H.R., N. Raison et P. Dasgupta
2017 The rise of altmetrics. *Journal of the American Medical Association*, vol. 317, n° 2, p. 131 à 132.
- Wasem, R.E.
2018 Immigration governance for the twenty-first century. *Journal on Migration and Human Security*, vol. 6, n° 1, p. 97 à 120.
- Williams, C. et D. Padula
2015 The evolution of Impact Factors: From bibliometrics to altmetrics. *Altmetric et Scholastica*.
- Woods, J. et J. Manning
2015 The impression management tactics of an immigration think tank. *Sociological Focus*, vol. 48, n° 4, p. 354 à 372.
- Wu, Z., S.M. Lee, F. Hou, B. Edmonston et A. Carmichael
2018 Earning gaps for Chinese immigrants in Canada and the United States. *International Migration*, vol. 56, n° 2, p. 18 à 36.
- Yabiku, S.T. et V. Agadjanian
2017 Father's labour migration and children's school discontinuation in rural Mozambique. *International Migration*, vol. 55, n° 4, p. 188 à 202.
- Yamamoto, L. et M. Esteban
2017 Migration as an adaptation strategy for Atoll Island States. *International Migration*, vol. 55, n° 2, p. 144 à 158.
- Young, J.G.
2017 Making America 1920 again? Nativism and US immigration, past and present. *Journal on Migration and Human Security*, vol. 5, n° 1, p. 217 à 235.
- Zamore, L.
2018 Refugees, development, debt, austerity: A selected history. *Journal on Migration and Human Security*, vol. 6, n° 1, p. 26 à 60.

